

# **Budget voté 2002**

## **Emploi et solidarité. I. Emploi**

## Note explicative

### **Le budget voté de 2002 est le premier budget exprimé en euros.**

- 1) Le budget voté est présenté par chapitre, le plus souvent décrit en quatre ou cinq parties :
  - les chapitres de dépenses ordinaires comportent en principe une présentation des crédits de la loi de finances, par article, puis une présentation détaillée des crédits par paragraphe, une partie d'analyse des crédits et des éléments d'information sur l'exécution. Des annexes peuvent être ajoutées ;
  - les chapitres de dépenses en capital comportent une répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année, une prévision de répartition des AP nouvelles, puis une description des dispositifs et textes de référence, le calcul des crédits de paiement restant à ouvrir, les transferts et répartitions non soldés et des éléments d'information sur l'exécution.
- 2) Les sommes figurant dans le présent fascicule sont exprimées en euros, sauf indication contraire.
- 3) La valeur du point d'indice majoré prise en compte pour le calcul des crédits de rémunération est de 52,0638 €
- 4) Dans le développement des chapitres de personnel, la dépense annuelle théorique n'est mentionnée que lorsqu'elle est d'un montant différent de celui des crédits. Les tableaux d'emplois et d'indemnités apparaissent dans la troisième partie "Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique" de chaque chapitre. Par dépense annuelle théorique, on entend, pour les rémunérations principales, le produit de l'indice majoré moyen par l'effectif et la valeur du point, et, pour les chapitres indemnitaires, le produit du taux moyen par l'effectif.
- 5) Le budget voté ne retrace pas l'ensemble des paragraphes de la nomenclature d'exécution.
- 6) En ce qui concerne le tableau des éléments d'information sur les crédits disponibles des chapitres de dépenses de capital, le montant des AP disponibles et celui des CP disponibles n'ont pas lieu d'être rapprochés, bien qu'ils figurent sur une même ligne. On entend en effet par AP disponibles celles qui n'ont été ni affectées ni déléguées et par CP disponibles ceux qui n'ont pas fait l'objet de paiement ; les CP disponibles sont destinés à couvrir l'ensemble des AP, qu'elles aient ou non été déléguées, affectées ou engagées, et non les seules AP disponibles.

## Table des matières

<b>I. Récapitulations des crédits .....</b>	<b>5</b>
Crédits par titre et partie.....	7
Crédits et effectifs par agrégat et titre .....	9
Crédits par chapitre et article .....	11
<b>II. Analyse des crédits .....</b>	<b>21</b>
Dépenses ordinaires .....	23
Dépenses en capital .....	167
<b>III. Documents annexes .....</b>	<b>189</b>
Crédits ouverts à titre non reconductible .....	191
Récapitulation générale des emplois budgétaires .....	193
Récapitulation détaillée des emplois budgétaires .....	195
Récapitulation détaillée des emplois budgétaires par corps.....	201
Présentation des dépenses, par agrégat et titre .....	207
Présentation économique des dépenses.....	209
Tableau récapitulatif des crédits et des effectifs sur 5 ans .....	211
Récapitulation des prévisions de fonds de concours.....	217



## **I. Récapitulations des crédits**



## Crédits par titre et partie

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>16.677.494.412</b>
<b>Titre III - Moyens des services</b>		<b>1.777.336.405</b>
1ère partie - Personnel. Rémunérations d'activité		307.474.988
2ème partie - Personnel en retraite. Pensions et allocations		65.700.001
3ème partie - Personnel en activité et en retraite. Charges sociales		50.574.579
4ème partie - Matériel et fonctionnement des services		67.185.843
6ème partie - Subventions de fonctionnement		1.186.464.298
7ème partie - Dépenses diverses		99.936.696
<b>Titre IV - Interventions publiques</b>		<b>14.900.158.007</b>
3ème partie - Action éducative et culturelle		4.636.759.902
4ème partie - Action économique. Encouragements et interventions		9.142.998.105
6ème partie - Action sociale. Assistance et solidarité		1.120.400.000
<b>Dépenses en capital</b>	<b>85.100.000</b>	<b>76.285.000</b>
<b>Titre V - Investissements exécutés par l'Etat</b>	<b>10.670.000</b>	<b>4.575.000</b>
7ème partie - Equipements administratif et divers	10.670.000	4.575.000
<b>Titre VI - Subventions d'investissement accordées par l'Etat</b>	<b>74.430.000</b>	<b>71.710.000</b>
6ème partie - Equipement culturel et social	74.430.000	71.710.000
<b>Total général</b>	<b>85.100.000</b>	<b>16.753.779.412</b>





### Crédits et effectifs par agrégat et titre

Agrégats	Dépenses ordinaires		Dépenses en capital		Total pour 2002	Effectifs pour 2002
	Titre III	Titre IV	Titre V	Titre VI		
01 Gestion de la politique de l'emploi	1.777.336.405	780.102.340	4.575.000	59.417.000	2.621.430.745	10.593
02 Participation de l'Etat à la formation professionnelle		3.889.592.854		12.293.000	3.901.885.854	
03 Action de l'Etat en faveur des publics prioritaires		7.740.443.813			7.740.443.813	
04 Promotion de l'emploi et adaptations économiques		911.089.000			911.089.000	
05 Financement du retrait d'activité et participation de l'Etat aux dépenses de chômage		1.578.930.000			1.578.930.000	
<b>Total général</b>	<b>1.777.336.405</b>	<b>14.900.158.007</b>	<b>4.575.000</b>	<b>71.710.000</b>	<b>16.753.779.412</b>	<b>10.593</b>



## Crédits par chapitre et article

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
<b>Dépenses ordinaires</b>				
<b>Titre III - Moyens des services</b>				
<b>1ère partie - Personnel. Rémunérations d'activité</b>				
<b>31-61</b>			<b>Rémunérations principales</b>	<b>237.667.912</b>
	01	01	Ministre et secrétaires d'Etat	176.979
	02	01	Administration centrale	27.315.984
	10	01	Services déconcentrés	208.867.941
	40	01	Nouvelle bonification indiciaire. Services déconcentrés	1.073.319
	50	01	Nouvelle bonification indiciaire. Administration centrale	233.689
<b>31-62</b>			<b>Indemnités et allocations diverses</b>	<b>57.396.403</b>
	02	01	Administration centrale	9.369.337
	10	01	Services déconcentrés	48.027.066
<b>31-96</b>			<b>Autres rémunérations</b>	<b>12.410.673</b>
	02	01	Administration centrale	3.391.842
	10	01	Services déconcentrés	5.195.401
	30	01	Remboursement de dépenses de personnel	3.823.430
<b>2ème partie - Personnel en retraite. Pensions et allocations</b>				
<b>32-97</b>			<b>Participation aux charges de pensions</b>	<b>65.700.001</b>
	10	01	Pensions civiles	65.700.001
<b>3ème partie - Personnel en activité et en retraite. Charges sociales</b>				
<b>33-90</b>			<b>Cotisations sociales. Part de l'Etat</b>	<b>34.970.640</b>
	02	01	Administration centrale	4.205.828
	10	01	Services déconcentrés	30.764.812
<b>33-91</b>			<b>Prestations sociales versées par l'Etat</b>	<b>9.076.072</b>
	02	01	Administration centrale	1.239.566
	10	01	Services déconcentrés	7.836.506
<b>33-92</b>			<b>Autres dépenses d'action sociale</b>	<b>6.527.867</b>
	20	01	Administration centrale	1.611.742
	30	01	Services déconcentrés	4.916.125
<b>4ème partie - Matériel et fonctionnement des services</b>				
<b>34-94</b>			<b>Statistiques et études générales</b>	<b>8.660.683</b>
	11	01	Statistiques et études. Administration centrale	5.967.736
	12	01	Statistiques et études. Services déconcentrés	1.979.388
	20	01	Programmes d'études et de recherche	622.090
	30	01	Conseil supérieur de la prud'homie	91.469
<b>34-98</b>			<b>Administration centrale. - Moyens de fonctionnement</b>	<b>58.525.160</b>
	10	01	Ministre, secrétaire d'Etat et cabinets ministériels	470.574
	20	01	Administration générale	21.627.921
	30	01	Télécommunications	1.064.766
	40	01	Modernisation des services	174.317

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
	50	01	Communication et information	9.653.493
	70	01	Mission pour la formation de l'encadrement supérieur	76.225
	81	01	Système d'information	20.720.383
	82	01	Administration centrale. Téléphonie	364.904
	83	01	Centre de traitement de l'information	453.347
	84	01	Crédit formation individualisé	2.757.194
	91	01	Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue	296.503
	92	01	Commission nationale de la certification professionnelle	865.533
			<b>6ème partie - Subventions de fonctionnement</b>	
<b>36-61</b>			<b>Subventions aux établissements publics et autres organismes</b>	<b>1.186.464.298</b>
	10	01	Subvention à l'agence nationale pour l'emploi	1.165.240.000
	20	01	Centre d'études de l'emploi	5.361.151
	30	01	Centre d'études et de recherches sur les qualifications	2.326.715
	50	01	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)	11.284.942
	70	01	Autres organismes	2.251.490
			<b>7ème partie - Dépenses diverses</b>	
<b>37-61</b>			<b>Services déconcentrés. Moyens de fonctionnement</b>	<b>84.122.616</b>
	11	01	Services déconcentrés. Dotation globale	71.531.255
	12	01	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation antérieure au 1er janvier 2000	"
	13	01	Services déconcentrés. Coordonnateurs emploi-formation et secrétariat	2.504.340
	14	01	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006	"
	15	01	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. Objectif 1 : régions en retard de développement (crédits à répartir)	"
	16	01	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation , de formation et d'emploi (crédits à répartir)	"
	17	01	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. PIC EQUAL (crédits à répartir)	"
	60	01	Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et autres formations	10.087.021
<b>37-62</b>			<b>Elections prud'homales</b>	<b>167.694</b>
	10	01	Elections prud'homales	167.694
<b>37-63</b>			<b>Dotation globalisée expérimentale de la région Centre</b>	<b>14.884.141</b>

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
	10	01	Personnel. Rémunérations d'activité et charges sociales	12.050.115
	20	01	Dotation globale de fonctionnement	2.834.026
<b>37-91</b>			<b>Frais de justice et de réparations civiles</b>	<b>762.245</b>
	10	01	Mise en jeu de la responsabilité de l'Etat	762.245
<b>Titre IV - Interventions publiques</b>				
<b>3ème partie - Action éducative et culturelle</b>				
<b>43-06</b>			<b>Dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage</b>	<b>1.307.231.002</b>
	10	02	Application de la loi de décentralisation du 7 janvier 1983	532.859.730
	20	02	Application de la loi du 23 juillet 1987 portant rénovation de l'apprentissage	17.708.536
	40	02	Application de la loi du 1er décembre 1988 relative aux compétences de la collectivité territoriale de Mayotte en matière de formation professionnelle et d'apprentissage	224.349
	50	02	Application de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle: actions qualifiantes	305.567.023
	60	02	Enveloppe de rééquilibrage au titre de l'aménagement du territoire	9.201.100
	70	02	Actions décentralisées en faveur des jeunes (fonctionnement)	223.900.486
	80	02	Actions décentralisées en faveur des jeunes (rémunérations)	213.391.530
	90	01	Frais de gestion du CNASEA	4.378.248
<b>43-70</b>			<b>Financement de la formation professionnelle</b>	<b>2.619.020.100</b>
	11	02	Formation en alternance. Primes des contrats d'apprentissage	786.030.000
	12	02	Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats d'apprentissage	824.750.000
	21	02	Formation en alternance. Primes des contrats de qualification	"
	22	02	Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats de qualification	423.700.000
	31	02	Formation en alternance. Primes des contrats de qualification en faveur des adultes	2.900.000
	32	02	Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats de qualification en faveur des adultes	31.710.000
	41	02	Dépenses de fonctionnement des organismes. Subventions à divers organismes (FFPPS)	2.943.000
	42	02	Dépenses de fonctionnement des organismes. Subvention au Centre INFFO	4.965.000
	43	02	Validation des acquis de l'expérience	3.616.100
	51	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Politique contractuelle (FFPPS)	41.543.000
	52	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Ingénieurs (FFPPS)	10.574.000
	53	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Catégoriels (FFPPS)	17.422.000

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
	54	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. International, communautaire et FORE et formation aux technologies de l'information et de la communication (FFPPS)	5.787.000
	55	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Organisations syndicales (FFPPS)	11.030.000
	56	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions hors champ de la décentralisation de 1993. CIBC (FFPPS)	"
	57	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions hors champ de la décentralisation de 1993. APP (FFPPS)	16.163.000
	58	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions en faveur des jeunes à la charge de l'Etat (FFPPS)	4.232.000
	59	02	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Contrats de plan Etat-régions (FFPPS)	53.510.000
	61	02	Dépenses de rémunération des actions de formation. Programme national de formation professionnelle (FFPPS)	154.041.000
	62	02	Dépenses de rémunération des actions de formation. Actions en faveur des jeunes à la charge de l'Etat (FFPPS)	1.774.000
	63	02	Dépenses de rémunération des actions de formation. Stagiaires AFPA	151.940.000
	70	02	Dépenses de rémunération des actions de formation. Versement à l'UNEDIC au titre de l'allocation formation reclassement et de l'allocation de fin de formation	38.110.000
	80	01	Frais de gestion du CNASEA	32.280.000
	90	02	Actions expérimentales	"
<b>43-71</b>			<b>Formation professionnelle des adultes</b>	<b>710.508.800</b>
	10	01	Subvention à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)	702.418.000
	20	01	Subvention à divers organismes	6.480.800
	30	01	Association pour la formation professionnelle des adultes. Contrats de plan Etat-régions. Programmation 2000-2006	1.610.000
<b>43-72</b>			<b>Fonds social européen (F.S.E.)</b>	<b>"</b>
	10	03	Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions nationales antérieures au 1er janvier 2000	"
	20	03	Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions déconcentrées antérieures au 1er janvier 2000	"
	30	03	Concours au titre du programme LEONARDO. Actions nationales	"
	41	03	Concours du F.S.E. Objectif 1 : régions en retard de développement. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)	"
	42	03	Concours du F.S.E. Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)	"

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
	43	03	Concours du F.S.E. PIC EQUAL. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)	"
	50	03	Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions nationales	"
	60	03	Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions déconcentrées	"
<b>4ème partie - Action économique. Encouragements et interventions</b>				
<b>44-01</b>			<b>Programme "nouveaux services-nouveaux emplois"</b>	<b>3.219.712.813</b>
	10	03	Nouveaux services-nouveaux emplois (Crédit à répartir)	3.197.048.813
	20	03	Versement au CNASEA	"
	30	03	Mesures d'accompagnement des projets dans le cadre du programme "nouveaux services-nouveaux emplois"	22.664.000
<b>44-70</b>			<b>Dispositifs d'insertion des publics en difficulté</b>	<b>3.563.571.000</b>
	11	03	Programme en faveur des chômeurs de longue durée (fonctionnement)	193.310.000
	12	03	Programme en faveur des chômeurs de longue durée dans les DOM (fonctionnement)	"
	13	03	Programme en faveur des chômeurs de longue durée (rémunération au titre du livre IX du code du travail)	198.050.000
	14	03	Programme de lutte contre le chômage de longue durée : mesures d'accompagnement de la globalisation	3.510.000
	31	03	Primes des contrats initiative emploi	353.530.000
	32	03	Exonérations des cotisations sociales des contrats initiative emploi	427.920.000
	41	03	Contrats emploi solidarité	1.015.620.000
	42	03	Contrats emplois consolidés	999.000.000
	43	03	Emplois de ville	6.710.000
	51	03	Insertion par l'économique: entreprises d'insertion et entreprises de travail temporaire d'insertion	61.280.000
	52	03	Fonds départemental pour l'insertion	8.395.200
	53	03	Insertion par l'économique: exonérations de cotisations sociales	57.920.000
	54	03	Participation de l'Etat au cofinancement du F.S.E. aux entreprises d'insertion	31.710.000
	55	03	Concours du F.S.E. aux entreprises d'insertion	"
	56	03	Insertion par l'économique : associations intermédiaires	5.350.000
	61	03	Trajectoire d'accès à l'emploi (fonctionnement)	18.350.000
	63	03	Jeunes en insertion : bourses d'accès à l'emploi	75.534.000
	72	03	Exonérations de cotisations sociales des contrats de retour à l'emploi (soldes de paiement)	9.910.000
	80	03	Réseau d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes	79.911.800
	91	03	Actions des contrats de plan Etat-régions consacrés à l'emploi. Programmation 2000-2006	17.560.000
<b>44-71</b>			<b>Reclassement des travailleurs handicapés</b>	<b>957.160.000</b>
	10	03	Mesures en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés	7.332.000

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
	30	03	Ateliers protégés et centres de distribution du travail à domicile	38.728.000
	40	03	Garantie de ressources	911.100.000
<b>44-73</b>			<b>Relations du travail et amélioration des conditions de travail</b>	<b>32.935.292</b>
	11	01	Formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales et actions d'études et de recherche syndicales	12.488.843
	12	01	Aide à la négociation et à la participation	5.001.062
	30	01	Groupements et associations d'intérêt général et sociétés et fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit	355.255
	40	01	Formation des conseillers prud'hommes	6.453.622
	50	01	Conseiller du salarié	1.329.551
	60	01	Amélioration des conditions du travail	2.719.082
	80	01	Subventions à des organismes internationaux	"
	90	01	Actions en matière de santé et sécurité du travail et directives européennes	4.587.877
<b>44-77</b>			<b>Compensation de l'exonération des cotisations sociales</b>	<b>731.850.000</b>
	10	04	Exonération de cotisations sociales au titre de l'incitation à la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998)	"
	20	04	Exonération de cotisations sociales au titre de l'incitation à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (loi du 11 juin 1996)	"
	30	04	Réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires	"
	41	04	Exonération de cotisations sociales pour l'embauche du deuxième au cinquantième salarié dans les entreprises situées en zone de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine	33.540.000
	42	04	Exonération de cotisations sociales en faveur des cinquante premiers salariés des entreprises situées dans les zones franches	243.920.000
	43	04	Exonération de cotisations sociales au titre de la zone franche de Corse	27.440.000
	50	04	Exonération de cotisations sociales des correspondants locaux de la presse régionale ou départementale	90.000
	60	04	Exonération de cotisations sociales au profit des secteurs de production dans les DOM	350.630.000
	70	04	Exonération de cotisations sociales au titre de l'article L. 241-14 du Code de la sécurité sociale	76.230.000
	81	04	Exonération de cotisations d'allocations familiales	"
	82	04	Exonération de cotisations sociales des travailleurs indépendants créant ou reprenant une activité (loi du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle)	"
<b>44-79</b>			<b>Promotion de l'emploi et adaptations économiques</b>	<b>637.769.000</b>
	11	04	Promotion de l'emploi: subventions diverses	233.300
	12	04	Promotion de l'emploi: ingénierie, études, audits, conseils	2.022.000



Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
	13	04	Promotion de l'emploi: encouragement au développement d'entreprises nouvelles	52.117.000
	14	04	Promotion de l'emploi: conventions pour la promotion de l'emploi	2.418.000
	15	04	Promotion de l'emploi: dotations déconcentrées pour la promotion de l'emploi	8.081.700
	16	04	Promotion de l'emploi: aides au conseil	1.506.000
	17	04	Promotion de l'emploi: aides au conseil dans le cadre de la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998)	38.976.000
	18	04	Promotion de l'emploi: chèques conseil	6.045.000
	20	04	Accompagnement des restructurations: allocations temporaires dégressives	4.570.000
	31	05	Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions d'allocations spéciales du FNE (pré-retraites)	250.020.000
	32	05	Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des contrats de solidarité (pré-retraites progressives)	192.090.000
	33	04	Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions de conversion . Association pour la gestion des conventions de conversion	"
	34	05	Accompagnement des restructurations: conventions sociales de la sidérurgie	16.420.000
	35	05	Accompagnement des restructurations: mesures spéciales en faveur de l'emploi	"
	40	04	Accompagnement des restructurations: allocation spécifique pour privation partielle d'emploi	20.580.000
	50	04	Accompagnement des restructurations: dotation globale déconcentrée	42.690.000
	81	04	Aides aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (soldes de paiement et Mayotte)	"
			<b>6ème partie - Action sociale. Assistance et solidarité</b>	
<b>46-71</b>			<b>Fonds national de chômage</b>	<b>1.120.400.000</b>
	50	05	Subvention de l'Etat au fonds de solidarité	1.117.350.000
	60	05	Versements à l'UNEDIC au titre des allocations complémentaires	3.050.000
	70	05	Validation des points de retraite des demandeurs d'emplois et pré-retraités	"

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Dépenses en capital</b>					
<b>Titre V - Investissements exécutés par l'Etat</b>					
<b>7ème partie - Equipements administratif et divers</b>					
<b>57-92</b>			<b>Equipements administratif et divers</b>	<b>10.670.000</b>	<b>4.575.000</b>
	10	01	Administration centrale	460.000	252.000
	30	01	Equipements administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	9.300.000	4.010.000
	40	01	Acquisitions immobilières au profit des organismes de formation professionnelle pour adultes	"	"
	60	01	Equipement administratif de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP)	910.000	313.000
	70	01	Equipement des restaurants administratifs et inter-administratifs au titre des oeuvres sociales	"	"
<b>Titre VI - Subventions d'investissement accordées par l'Etat</b>					
<b>6ème partie - Equipement culturel et social</b>					
<b>66-00</b>			<b>Dotation en capital du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale</b>	<b>12.293.000</b>	<b>12.293.000</b>
	20	02	Programme national de formation professionnelle	"	"
	30	02	Contrats de plan Etat-régions	12.293.000	12.293.000
<b>66-71</b>			<b>Formation professionnelle des adultes</b>	<b>51.997.000</b>	<b>52.697.000</b>
	10	01	Opérations d'intérêt national, hors association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)	"	700.000
	30	01	Investissements dans les D.O.M. et les T.O.M.	"	"
	40	01	Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.). Investissements d'intérêt national	42.690.000	42.690.000
	50	01	Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.). Opérations d'intérêt régional - Contrats de plan Etat-régions	9.307.000	9.307.000
	60	01	Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.). Opérations d'intérêt régional, hors contrats de plan Etat-régions	"	"
<b>66-72</b>			<b>Agence nationale pour l'emploi et divers</b>	<b>10.140.000</b>	<b>6.720.000</b>
	20	01	A.N.P.E. Moyens opérationnels	10.140.000	6.720.000
	50	03	Ateliers protégés (soldes de paiement)	"	"
	60	01	Expérimentation d'amélioration des conditions de travail (soldes de paiement)	"	"
<b>66-73</b>			<b>Fonds social européen</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	10	03	Concours du Fonds social européen (FSE) au titre de l'initiative communautaire EQUAL. Actions nationales	"	"

<b>Chapitres</b>	<b>Articles</b>	<b>Agrégats</b>	<b>Intitulés</b>	<b>Autorisations de programme</b>	<b>Crédits de paiement</b>
	20	03	Concours du Fonds social européen (FSE) au titre de l'initiative communautaire EQUAL. Actions déconcentrées	"	"



## **II. Analyse des crédits**



## **Dépenses ordinaires**

## Chapitre 31-61 : Rémunérations principales

Articles	Crédits
01 <b>Ministre et secrétaires d'Etat</b>	<b>176.979</b>
02 <b>Administration centrale</b>	<b>27.315.984</b>
10 <b>Services déconcentrés</b>	<b>208.867.941</b>
40 <b>Nouvelle bonification indiciaire. Services déconcentrés</b>	<b>1.073.319</b>
50 <b>Nouvelle bonification indiciaire. Administration centrale</b>	<b>233.689</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>237.667.912</b>



## Chapitre 31-61

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 01 - Ministre et secrétaires d'Etat</b>	<b>176.979</b>
6412	§10	Traitement Crédits de rémunération de la ministre, de la secrétaire d'Etat à la formation professionnelle et du secrétaire d'Etat à l'économie solidaire	141.856
64211	§20	Indemnités représentatives de frais	30.918
644118	§81	Indemnités résidentielles en métropole	4.205
64432	§90	Supplément familial de traitement	"
		<b>Article 02 - Administration centrale</b>	<b>27.315.984</b>
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	<b>27.403.235</b>
		<i>Ajustements :</i>	<b>-87.251</b>
		<i>Ajustement pour tenir compte de la situation réelle des personnels</i>	<b>-87.251</b>
6412	§11	Personnels titulaires. - Rémunérations principales <i>Dépense annuelle théorique</i>	19.367.923
		<i>Ajustements</i>	19.394.793
		<b>Dépense annuelle correspondant aux 830 emplois détaillés en 3ème partie</b>	<b>-26.870</b>
			<b>19.394.793</b>
64132	§20	Personnels contractuels. - Rémunérations principales <i>Dépense annuelle théorique</i>	6.704.575
		<i>Ajustements</i>	6.764.956
		<b>Dépense annuelle correspondant aux 194 emplois détaillés en 3ème partie</b>	<b>-60.381</b>
			<b>6.764.956</b>
64131	§30	Personnels contractuels sur emplois vacants de titulaires	"
64141	§40	Auxiliaires sur emplois vacants de titulaires	"
64282	§50	Personnels en congé de formation professionnelle	83.157
644118	§81	Indemnités résidentielles en métropole et D.O.M.	780.230
644138	§83	Indemnités résidentielles à l'étranger	68.275
64432	§90	Supplément familial de traitement	311.824
		<b>Article 10 - Services déconcentrés</b>	<b>208.867.941</b>
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	<b>205.892.364</b>
		<i>Ajustements :</i>	<b>2.975.577</b>
		<i>Ajustement pour tenir compte de la situation réelle des personnels</i>	<b>2.975.577</b>
6412	§11	Personnels titulaires. - Rémunérations principales <i>Dépense annuelle théorique</i>	177.608.266
		<i>Ajustements</i>	174.979.751
		<b>Dépense annuelle correspondant aux 8.429 emplois détaillés en 3ème partie</b>	<b>2.628.515</b>
			<b>174.979.751</b>
64191	§14	Majoration de traitement pour affectation outre-mer	2.892.353
64132	§20	Personnels contractuels. - Rémunérations principales <i>Dépense annuelle théorique</i>	22.709.843
		<i>Ajustements</i>	22.362.781
		<b>Dépense annuelle correspondant aux 771 emplois détaillés en 3ème partie</b>	<b>347.062</b>
			<b>22.362.781</b>
64282	§50	Personnels en congé de formation professionnelle	593.139

## Chapitre 31-61

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
644118	§81	Indemnités résidentielles en métropole et D.O.M.	2.003.181
644128	§82	Indemnités résidentielles dans les T.O.M. et nouvelle-Calédonie	22.905
644138	§83	Indemnités résidentielles à l'étranger	101.038
64432	§90	Supplément familial de traitement	2.937.216
<b>Article 40 - Nouvelle bonification indiciaire. Services déconcentrés</b>			<b>1.073.319</b>
64487	§10	Services déconcentrés	1.073.319
		Nouvelle bonification indiciaire - Encadrement supérieur	244.702
		Nouvelle bonification indiciaire - Autres personnels	828.617
		Décret n° 91-1308 du 26 décembre 1991 et arrêté du même jour	
		Décret n° 94-421 du 27 mai 1994 et arrêté du même jour	
		Décret n°96-975 du 6 novembre 1996 et arrêté du même jour	
		Décret n° 99-1175 du 29 décembre 1999 et arrêté du même jour	
		Nouvelle bonification indiciaire - Ville	"
		Décret n° 2001-1092 du 20 novembre 2001 et arrêté du même jour	
<b>Article 50 - Nouvelle bonification indiciaire. Administration centrale</b>			<b>233.689</b>
64487	§10	Administration centrale	233.689
		Nouvelle bonification indiciaire - Encadrement supérieur	140.574
		Nouvelle bonification indiciaire - Autres personnels	93.115
		Décret n°91-1282 du 19 décembre 1991 et arrêté du même jour	
		Décret n° 93-137 du 28 janvier 1993 et arrêté du même jour	
		Décret n° 94-448 du 31 mai 1994 et arrêté du même jour	
		Décret n° 97-18 du 13 janvier 1997 et arrêté du même jour	
		Décret n° 99-1176 du 29 décembre 1999 et arrêté du même jour	
		Arrêté du 12 mars 1998	

## Chapitre 31-61

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique (valeur du point d'indice majoré : 52,0638 €)

§		<b>Dépense annuelle théorique</b>
---	--	-----------------------------------

#### Article 02 - Administration centrale

#### § 11 Personnels titulaires. - Rémunérations principales

**830 emplois :**

**19.394.793**

Effectifs	Désignation	Indices			
		Bruts ou échelles-lettres	Majorés ou échelles-lettres	Majorés moyens	
93	<i>Personnel de direction et corps des administrateurs civils</i>				3.655.760
1	Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle	Gr.E	Gr.E		67.371
1	Délégué adjoint à l'emploi et à la formation professionnelle	Gr.C-Gr.E	Gr.C-Gr.E		63.323
3	Directeurs généraux et directeurs	Gr.C-Gr.E	Gr.C-Gr.E		189.969
5	Chefs de service d'administration centrale	Gr.B bis	Gr.B bis		282.575
14	Directeurs adjoints et sous-directeurs	901-Gr.B	733-Gr.B		635.046
4	Directeurs de projet	901-Gr.B	733-Gr.B		181.442
16	Administrateurs civils hors classe	801-Gr.B	657-Gr.B		694.112
21	Administrateurs civils de 1ère classe	701-966	581-782	682	745.658
22	Administrateurs civils de 2ème classe	427-750	378-618	498	570.411
6	Conseillers d'administration du ministère de l'emploi et de la solidarité	759-1015	625-820	723	225.853
3	<i>Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle</i>				141.887
1	Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B bis	782-Gr.B bis		48.615
2	Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B	782-Gr.B		93.272
4	<i>Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle</i>				168.076
1	Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.B	671-Gr.B		43.747
3	Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.A	671-Gr.A		124.329
25	<i>Corps de l'inspection du travail</i>				826.671
3	Directeurs du travail	801-Gr.A	657-Gr.A		123.236
13	Directeurs adjoints du travail	650-966	542-782	662	448.062
9	Inspecteurs du travail	450-852	394-695	545	255.373
382	<i>Personnel administratif</i>				9.117.832
19	Attachés principaux d'administration centrale de 1ère classe	864-966	705-782	744	735.974
33	Attachés principaux d'administration centrale de 2ème classe	504-821	433-672	553	950.113
116	Attachés d'administration centrale	379-780	348-641	495	2.989.504
43	Secrétaires administratifs de classe exceptionnelle d'administration centrale	425-612	376-513	445	996.241
43	Secrétaires administratifs de classe supérieure d'administration centrale	384-579	351-488	420	940.273
128	Secrétaires administratifs de classe normale d'administration centrale	298-544	290-462	376	2.505.727
252	<i>Personnel administratif d'exécution</i>				4.209.411
34	Adjoints administratifs principaux de 1ère classe d'administration centrale (NEI)	396-449	359-393	376	665.584

## Chapitre 31-61

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique (valeur du point d'indice majoré : 52,0638 €)

§					<b>Dépense annuelle théorique</b>
68	Adjoints administratifs principaux de 2ème classe d'administration centrale (échelle 5)	267-427	271-378	325	1.150.610
123	Adjoints administratifs d'administration centrale (échelle 4)	259-382	266-351	309	1.978.789
7	Agents administratifs de 1ère classe d'administration centrale (échelle 3)	251-364	263-337	300	109.334
20	Agents administratifs de 2ème classe d'administration centrale (échelle 2)	245-343	262-323	293	305.094
9	<i>Personnel technique</i>				257.926
1	Ingénieur de 1ère classe des télécommunications	772-852	634-695	665	34.623
1	Ingénieur de 2ème classe des télécommunications	427-750	378-618	498	25.928
1	Ingénieur du génie sanitaire	473-901	411-733	572	29.781
1	Chargé d'études documentaires principal de 1ère classe relevant du ministère chargé de l'équipement	864-966	705-782	744	38.736
5	Chargés d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	379-780	348-641	495	128.858
22	<i>Personnel du service intérieur</i>				342.425
1	Chef de garage (échelle 5)	267-427	271-378	325	16.921
4	Conducteurs d'automobile hors catégorie (échelle 4)	259-382	266-351	309	64.351
5	Conducteurs d'automobile de 1ère catégorie (échelle 3)	251-364	263-337	300	78.096
12	Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie (échelle 2)	245-343	262-323	293	183.057
36	<i>Personnel ouvrier</i>				582.391
2	Inspecteurs de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle d'administration centrale (NEI)	396-449	359-393	376	39.152
2	Inspecteurs de service intérieur et du matériel de 1ère classe d'administration centrale (échelle 5)	267-427	271-378	325	33.842
2	Inspecteurs de service intérieur et du matériel de 2ème classe d'administration centrale (échelle 4)	259-382	266-351	309	32.176
1	Agent principal des services techniques de 2ème catégorie	390-544	356-462	409	21.295
14	Agents des services techniques de 2ème classe d'administration centrale (échelle 2)	245-343	262-323	293	213.566
8	Agents des services techniques de 1ère classe d'administration centrale (échelle 3)	251-364	263-337	300	124.954
1	Maître ouvrier principal d'administration centrale	351-479	327-415	371	19.316
3	Maîtres ouvriers d'administration centrale (échelle 5)	267-427	271-378	325	50.763
2	Ouvriers professionnels d'administration centrale (échelle 3)	251-364	263-337	300	31.239
1	Ouvrier professionnel principal d'administration centrale (échelle 4)	259-382	266-351	309	16.088
4	<i>Personnel social</i>				92.414
1	Conseiller technique de service social des administrations de l'Etat	461-660	403-550	477	24.835
1	Assistant de service social principal	422-638	374-533	454	23.637
1	Infirmière en chef ou infirmier en chef de l'Etat	422-638	374-533	454	23.637
1	Infirmière ou infirmier de l'Etat	322-558	307-472	390	20.305
<b>Total : 830</b>				<b>Total :</b>	<b>19.394.793</b>

§ 20      Personnels contractuels. - Rémunérations principales

## Chapitre 31-61

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique (valeur du point d'indice majoré : 52,0638 €)

§					<b>Dépense annuelle théorique</b>
<b>194 emplois :</b>					<b>6.764.956</b>
Effectifs	Désignation	Indices			
		Bruts ou échelles- lettres	Majorés ou échelles- lettres	Majorés moyens	
187	<i>Personnel administratif et technique</i>				6.661.296
1	Agent contractuel	Gr.A	Gr.A		47.951
10	Agents contractuels	Gr.B	Gr.B		525.580
1	Agent contractuel hors catégorie	Gr.C	Gr.C		59.275
30	Agents contractuels hors catégorie	901-Gr.B	733-Gr.B		1.360.812
73	Agents contractuels de 1ère catégorie	471-966	410-782	596	2.265.192
24	Agents contractuels de 2ème catégorie	379-780	348-641	495	618.518
3	Agents contractuels de 3ème catégorie	245-500	262-430	346	54.043
2	Chargés de mission	Gr.B	Gr.B		105.116
4	Chargés de mission	Gr.A	Gr.A		191.804
37	Chargés de mission	730-1015	603-820	712	1.371.569
2	Médecins de catégorie normale	523-901	447-733	590	61.436
7	<i>Personnel des cabinets La dotation en personnel des cabinets correspond à l'effectif d'un ministre soit 7 emplois; elle n'est inscrite que partiellement sous la présente rubrique</i>				103.660
3	Agents contractuels	244-282	261-280	271	42.328
2	Agents contractuels	337	318	318	33.113
2	Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie contractuels	244-282	261-280	271	28.219
<b>Total : 194</b>				<b>Total :</b>	<b>6.764.956</b>

#### Article 10 - Services déconcentrés

#### § 11 Personnels titulaires. - Rémunérations principales

<b>8.429 emplois :</b>					<b>174.979.751</b>
Effectifs	Désignation	Indices			
		Bruts ou échelles- lettres	Majorés ou échelles- lettres	Majorés moyens	
21	<i>Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle</i>				987.270
4	Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B bis	782-Gr.B bis		194.458
17	Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B	782-Gr.B		792.812
96	<i>Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle</i>				4.057.518
5	Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.B bis	671-Gr.B bis		228.625
25	Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.B	671-Gr.B		1.093.661
66	Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.A	671-Gr.A		2.735.232
1.285	<i>Corps de l'inspection du travail</i>				39.801.274
6	Directeurs du travail (échelon fonctionnel) (nouveau grade)	Gr.B	Gr.B		315.348
87	Directeurs du travail	801-Gr.A	657-Gr.A		3.573.826
343	Directeurs adjoints du travail	650-966	542-782	662	11.821.919
849	Inspecteurs du travail	450-852	394-695	545	24.090.181

## Chapitre 31-61

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique (valeur du point d'indice majoré : 52,0638 €)

§					Dépense annuelle théorique
29	<i>Corps de l'inspection de la formation professionnelle</i>				982.914
16	Chefs de service de la formation professionnelle	701-1006	581-813	697	580.616
4	Inspecteurs principaux de 1ère classe de la formation professionnelle	852-966	695-782	739	153.901
4	Inspecteurs principaux de 2ème classe de la formation professionnelle	563-821	476-672	574	119.539
5	Inspecteurs de la formation professionnelle	379-780	348-641	495	128.858
54	<i>Corps des attachés statistiques</i>				1.473.719
4	Attachés principaux de 1ère classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	864-966	705-782	744	154.942
10	Attachés principaux de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	504-821	433-672	553	287.913
40	Attachés de l'Institut national de la statistique et des études économiques	379-780	348-641	495	1.030.864
13	<i>Corps des contrôleurs statistiques</i>				254.488
13	Contrôleurs de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	298-544	290-462	376	254.488
2.827	<i>Corps des contrôleurs du travail</i>				58.732.706
571	Contrôleurs du travail de classe exceptionnelle	425-612	376-513	445	13.229.152
585	Contrôleurs du travail de classe supérieure	384-579	351-488	420	12.792.076
	Dont 2 contrôleurs au titre du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.				
1.671	Contrôleurs du travail de classe normale	298-544	290-462	376	32.711.478
6	<i>Personnel technique</i>				154.630
6	Chargés d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	379-780	348-641	495	154.630
34	<i>Personnel administratif</i>				876.234
34	Attachés d'administration centrale	379-780	348-641	495	876.234
4.034	<i>Personnel administratif d'exécution</i>				67.153.662
511	Adjoints administratifs principaux de 1ère classe des services déconcentrés (NEI)	396-449	359-393	376	10.003.331
1.040	Adjoints administratifs principaux de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 5)	267-427	271-378	325	17.597.565
1.932	Adjoints administratifs des services déconcentrés (échelle 4)	259-382	266-351	309	31.081.464
181	Agents administratifs de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	300	2.827.065
370	Agents administratifs de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	293	5.644.237
24	<i>Personnel de service</i>				379.445
1	Inspecteur de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle de corps commun (NEI)	396-449	359-393	376	19.576
1	Inspecteur de service intérieur et du matériel de 1ère classe de corps commun (échelle 5)	267-427	271-378	325	16.921
1	Inspecteur de service intérieur et du matériel de 2ème classe de corps commun (échelle 4)	259-382	266-351	309	16.088
1	Ouvrier professionnel principal des services déconcentrés (échelle 4)	259-382	266-351	309	16.088
1	Maître ouvrier des services déconcentrés (échelle 5)	267-427	271-378	325	16.921
2	Ouvriers professionnels des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	300	31.239
3	Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie (échelle 2)	245-343	262-323	293	45.765

## Chapitre 31-61

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique (valeur du point d'indice majoré : 52,0638 €)

§					<b>Dépense annuelle théorique</b>
	9 Agents des services techniques de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	300	140.573
	5 Agents des services techniques de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	293	76.274
	6 <i>Personnel social</i>				125.891
	6 Assistants de service social	322-593	307-499	403	125.891
	<b>Total : 8.429</b>				<b>Total : 174.979.751</b>

§ 20 Personnels contractuels. - Rémunérations principales

**771 emplois :**

**22.362.781**

Effectifs	Désignation	Indices			
		Bruts ou échelles-lettres	Majorés ou échelles-lettres	Majorés moyens	
	50 <i>Personnel contractuel de l'inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre</i>				1.713.499
	1 Médecin chef de service	Gr.B	Gr.B		52.558
	16 Médecins hors catégorie	901-1015	733-820	777	647.258
	33 Médecins de catégorie normale	523-901	447-733	590	1.013.683
	721 <i>Personnel administratif contractuel</i>				20.649.282
	399 Agents contractuels de 1ère catégorie	471-966	410-782	596	12.380.980
	20 Agents contractuels hors catégorie	901-Gr.B	733-Gr.B		907.208
	261 Agents contractuels de 2ème catégorie	379-780	348-641	495	6.726.383
	6 Agents contractuels de 3ème catégorie	245-500	262-430	346	108.085
	35 Agents contractuels de 4ème catégorie	178-336	261-317	289	526.626
	<b>Total : 771</b>				<b>Total : 22.362.781</b>

## Chapitre 31-61

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>231.297.360</b>
Modifications des crédits		-1.599.108
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>229.698.252</b>
Engagements à l'administration centrale	220.769.501	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paiements		219.638.945
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>10.059.307</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>240.402.687</b>
Modifications des crédits		-1.514.322
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>238.888.365</b>
Engagements à l'administration centrale	228.812.533	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paiements		227.495.521
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>11.392.844</b>



## Chapitre 31-62 : Indemnités et allocations diverses

Articles	Crédits
02 Administration centrale	9.369.337
10 Services déconcentrés	48.027.066
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>57.396.403</b>

## Chapitre 31-62

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 02 - Administration centrale</b>	<b>9.369.337</b>
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	<i>7.495.652</i>
		<b>Ajustements :</b>	<b>1.873.685</b>
		<i>Ajustement pour tenir compte de la situation réelle des personnels</i>	<i>1.348.834</i>
		<i>Aménagement indemnitaire</i>	<i>524.851</i>
64212	§11	Indemnités pour sujétions particulières des personnels des cabinets ministériels Décret n°2001-1148 du 5 décembre 2001	919.885
642528	§12	Indemnités de technicité du personnel de l'inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre (IMTMO) <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Décret n°96-815 du 13 septembre 1996 et arrêté du même jour	7.196 <b>7.196</b>
642528	§13	Prime de technicité aux fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Décret n°2000-1139 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour	61.742 <i>57.169</i> <i>4.573</i> <b>57.169</b>
64224	§15	Indemnités de fonction des directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et aux directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Décret n°2000-1138 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour	42.686 <i>118.148</i> <i>-75.462</i> <b>118.148</b>
642418	§18	Prime d'activité des fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Décret n°2000-1141 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour	102.700 <i>117.402</i> <i>-14.702</i> <b>117.402</b>
64221	§21	Indemnités horaires pour travaux supplémentaires Décret n°2002-60 du 14 janvier 2002	30.489
642231	§22	Indemnités forfaitaires. - Régime général <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 et arrêté du même jour Arrêté du 22 février 2002	1.778.886 <i>948.463</i> <i>830.423</i> <b>948.463</b>
64225	§23	Indemnités forfaitaires. - Régimes spéciaux <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	107.936 <i>40.586</i> <i>67.350</i> <b>40.586</b>

## Chapitre 31-62

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		Indemnités des conducteurs d'automobile (décrets n°72-176 du 6 mars 1972 et n° 73-500 du 25 mai 1973, arrêté du 31 décembre 1999 et arrêté du 31 mai 2000)	
64228	§24	Indemnités pour travaux supplémentaires - Personnels contractuels	214.899
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>214.899</b>
642888	§26	Indemnités du délégué et des autres collaborateurs de la délégation interministérielle à l'insertion des jeunes Décrets n°93-873 et n°93-874 du 24 juin 1993 et arrêté du même jour	60.980
64228	§27	Indemnités de fonction	84.609
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>84.609</b>
		Indemnité de fonction des conseillers d'administration : décret n°2001-445 du 23 mai 2001 et arrêté du même jour	
642318	§32	Indemnités pour responsabilité pécuniaire Décret n°92-681 du 20 juillet 1992 et arrêté du 28 mai 1993	762
642331	§34	Indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants Décret n°67-624 du 23 juillet 1967 modifié par le décret n°76-206 du 24 février 1976 et arrêté du 30 août 2001	2.287
64258	§36	Indemnités spéciales des ingénieurs sanitaires Décret n°90-976 du 30 octobre 1990 et arrêté du 24 octobre 2001	5.275
64258	§37	Indemnités spéciales du personnel de l'inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre	5.183
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>5.183</b>
		Décret n°90-282 du 28 mars 1990 et arrêté du 13 juin 1994	
642523	§38	Indemnités aux agents chargés du traitement de l'information Décret n° 71-343 du 29 avril 1971 modifié par le décret n°80-948 du 28 novembre 1980 et le décret n°89-558 du 11 août 1989	81.669
642418	§41	Primes de rendement du personnel titulaire	4.539.315
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	4.014.464
		<i>Ajustements</i>	524.851
		Décret n°50-196 du 6 février 1950, arrêté du 13 mai 1952 modifié	
642388	§51	Indemnités de sujétions spéciales aux personnels des corps d'assistants et conseillers techniques de service social	7.422
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	3.558
		<i>Ajustements</i>	3.864
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>3.558</b>
		Décret n°73-973 du 17 octobre 1973 modifié par le décret n°92-122 du 4 février 1992 et arrêté du 31 décembre 1999	
64488	§52	Complément de rémunération. - Chargés de mission de la formation professionnelle	166.606
64274	§53	Collaborations diverses. - Agents de l'Etat	155.559
64414	§71	Primes spéciales d'installation	56.779
		Décret n°89-259 du 24 avril 1989 modifié par les décrets n°92-97 du 24 janvier 1992 et n°98-1151 du 10 décembre 1998	

## Chapitre 31-62

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
644158	§72	Indemnités d'éloignement Décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953	43.231
64285	§78	Indemnité d'administration et de technicité <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et arrêté du même jour Arrêté du 22 février 2002	698.480 <i>165.692</i> <i>532.788</i> <b>165.692</b>
642887	§79	Indemnité exceptionnelle (Décret n° 97-215 du 10 mars 1997 modifié) Décret n°97-215 du 10 mars 1997 modifié par le décret n°97-1268 du 29 décembre 1997	178.427
64486	§80	Indemnité exceptionnelle pour cessation progressive d'activité Ordonnance n°82-297 du 31 mars 1982	16.334
		<b>Article 10 - Services déconcentrés</b>	<b>48.027.066</b>
		<i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements :</i> <i>Ajustement pour tenir compte de la situation réelle des personnels</i>	<i>26.170.642</i> <i>21.856.424</i> <i>21.856.424</i>
64222	§11	Indemnités horaires pour travaux supplémentaires Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002	274.410
64224	§12	Indemnités forfaitaires <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 et arrêté du même jour Arrêté du 22 février 2002 Prime de rendement des attachés de l'I.N.S.E.E.	1.654.261 <i>188.104</i> <i>1.466.157</i> <b>110.088</b>  78.016
64228	§13	Indemnités spéciales du personnel de l'Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b> Corps de l'inspection médicale : décret n°90-282 du 28 mars 1990 et arrêté du 13 juin 1994. Autre personnel de l'inspection médicale du travail	160.449 <i>151.454</i> <i>8.995</i> <b>143.821</b>  7.633
64224	§14	Indemnités pour travaux supplémentaires. - Personnel contractuel <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	691.400 <b>691.400</b>
64224	§15	Indemnités de fonction des directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et aux directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i>	2.084.983 <i>1.788.957</i> <i>296.026</i>

## Chapitre 31-62

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>1.788.957</b>
		Décret n°2000-1138 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour	
642528	§17	Indemnité de technicité du personnel de l'Inspection médicale du travail et de la main d'oeuvre (IMTMO)	432.318
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	207.513
		<i>Ajustements</i>	224.805
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>207.513</b>
		Décret n°96-815 du 13 septembre 1996 et arrêté du même jour	
642418	§18	Prime d'activité des fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle	8.678.280
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	5.646.289
		<i>Ajustements</i>	3.031.991
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>5.646.289</b>
		Corps de l'inspection du travail (Décret n° 99-787 du 13 septembre 1999 modifié par le décret n°2000-1141 du 24 novembre 2000 . Arrêté du 24 novembre 2000) (tableau a)	
		Corps de l'inspection de la formation professionnelle (Décret n° 99-788 du 13 septembre 1999 modifié par le décret n°2000-1142 du 24 novembre 2000. Arrêté du 13 septembre 1999) (tableau b)	
642418	§19	Prime d'activité des fonctionnaires du corps des contrôleurs du travail	10.420.316
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	6.866.156
		<i>Ajustements</i>	3.554.160
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>6.866.156</b>
		Décret n°97-530 du 26 mai 1997 - Arrêté du 26 mai 1997	
642318	§21	Indemnités pour responsabilité pécuniaire	3.811
		Décret n°92-681 du 20 juillet 1992 et arrêté du 28 mai 1993	
642523	§22	Indemnités aux agents chargés du traitement de l'information	838.789
		Décret n°72-1012 du 7 novembre 1972 modifié et arrêté du 31 décembre 1999	
642528	§23	Prime de technicité aux fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle	3.004.777
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>3.004.777</b>
642528	§24	Prime de technicité aux fonctionnaires du corps des contrôleurs du travail	3.447.787
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	2.370.354
		<i>Ajustements</i>	1.077.433
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>2.370.354</b>
		Décret n°2001-479 du 30 mai 2001 et arrêté du même jour	
642331	§30	Indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants	6.098
		Décret n°67-624 du 23 juillet 1967 modifié par le décret n°76-206 du 24 février 1976 et arrêté du 30 août 2001	
642388	§51	Indemnités de sujétions spéciales aux personnels des corps d'assistants et conseillers techniques de service social	19.805
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	6.588
		<i>Ajustements</i>	13.217
		<b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	<b>6.588</b>

## Chapitre 31-62

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		Décret n°73-973 du 17 octobre 1973 modifié par le décret n°92-122 du 4 février 1992 et arrêté du 31 décembre 1999	
642522	§52	Indemnités de langues étrangères	"
642381	§53	Indemnités journalières de sujétions spéciales aux inspecteurs et contrôleurs du travail placés en situation de renfort saisonnier Décret n°2001-193 du 27 février 2001 et arrêté du même jour	30.490
642888	§54	Indemnité de gestion aux corps des attachés d'administration centrale et des chargés d'études documentaires affectés dans les services déconcentrés <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	198.410
			125.661
			72.749
			125.661
		Décret n°2002-83 du 17 janvier 2002 et arrêté du même jour	
64414	§61	Prime spéciale d'installation Décret n°89-259 du 24 avril 1989 modifié par les décrets n°92-97 du 24 janvier 1992 et n°98-1151 du 10 décembre 1998	194.372
644158	§62	Indemnités d'éloignement Décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953	815.602
644188	§63	Autres indemnités résidentielles	9.909
64284	§74	Indemnité compensatoire pour frais de transport pour service en Corse (décret 89-251 du 20 avril 1989) Arrêté du 22 février 2001	84.609
64285	§78	Indemnité d'administration et de technicité <i>Dépense annuelle théorique</i> <i>Ajustements</i> <b>Dépense annuelle détaillée en 3ème partie</b>	13.883.059
			1.772.168
			12.110.891
			1.772.168
		Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 et arrêté du même jour Arrêté du 22 février 2002	
642887	§79	Indemnité exceptionnelle (Décret n° 97-215 du 10 mars 1997 modifié)	433.260
64486	§80	Indemnité exceptionnelle pour cessation progressive d'activité Ordonnance n°82-297 du 31 mars 1982	659.871

## Chapitre 31-62

### Éléments de calcul de la dépense annuelle théorique

§		<b>Dépense annuelle théorique</b>
---	--	---

#### Article 02 - Administration centrale

§ 12 Indemnités de technicité du personnel de l'inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre (IMTMO)

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
2	Médecins de catégorie normale	3.597,8	7.196

**Total : 7.196**

§ 13 Prime de technicité aux fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
3	Directeurs du travail	2.286,74	6.860
13	Directeurs adjoints du travail	2.286,74	29.728
9	Inspecteurs du travail	2.286,74	20.581

**Total : 57.169**

§ 15 Indemnités de fonction des directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et aux directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	21.342,86	21.343
2	Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	19.818,37	39.637
1	Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	16.007,15	16.007
3	Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	13.720,41	41.161

**Total : 118.148**

§ 18 Prime d'activité des fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
25	<i>Corps de l'inspection du travail</i>		117.402
3	Directeurs du travail	6.743,85	20.232
13	Directeurs adjoints du travail	4.857,03	63.141
9	Inspecteurs du travail	3.781,04	34.029

**Total : 117.402**

§ 22 Indemnités forfaitaires. - Régime général

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (assimilé hors échelle E)	7.078	7.078
1	Délégué adjoint à l'emploi et à la formation professionnelle	7.078	7.078
3	Directeurs généraux et directeurs (hors échelle C_E)	6.260	18.780
5	Chefs de service	5.445	27.225

## Chapitre 31-62

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique

§			<b>Dépense annuelle théorique</b>
	14 Directeurs adjoints et sous-directeurs	5.442	76.188
	4 Directeurs de projet	5.442	21.768
	16 Administrateurs civils hors-classe	3.476	55.616
	21 Administrateurs civils de 1ère classe	2.759	57.939
	22 Administrateurs civils de 2ème classe	2.028	44.616
	19 Attachés d'administration principaux 1ère classe	3.018	57.342
	33 Attachés d'administration principaux 2ème classe	2.241	73.953
	116 Attachés d'administration centrale	2.012	233.392
	1 Chargé d'études documentaires principal de 1ère classe	3.018	3.018
	5 Chargés d'études documentaires	2.012	10.060
	1 Ingénieur de 1ère classe des télécommunications	2.028	2.028
	1 Ingénieur de 2ème classe des télécommunications	2.028	2.028
	43 Secrétaires administratifs de classe exceptionnelle	1.809	77.787
	43 Secrétaires administratifs de classe supérieure	1.768	76.024
	55 Secrétaires administratifs de classe normale (à partir du 8ème échelon)	1.662	91.410
	1 Infirmière en chef ou infirmier en chef de l'Etat	1.809	1.809
	1 Infirmière ou infirmier de l'Etat	1.662	1.662
	1 Agent principal des services techniques de 2ème classe	1.662	1.662
			<b>Total :</b>
			<b>948.463</b>

#### § 23 Indemnités forfaitaires. - Régimes spéciaux

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Conducteur de ministre	2.733,11	2.733
4	Conducteurs de directeur	2.185,2	8.741
5	Chauffeurs de cabinet	2.185,2	10.926
10	Chauffeurs de direction	1.642,03	16.420
1	Chef de garage	883	883
1	Chauffeur de voitures utilitaires	883	883
			<b>Total :</b>
			<b>40.586</b>

#### § 24 Indemnités pour travaux supplémentaires - Personnels contractuels

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Agent contractuel hors catégorie	3.018	3.018
73	Agents contractuels de 1ère catégorie	2.241	163.593
24	Agents contractuels de 2ème catégorie	2.012	48.288
			<b>Total :</b>
			<b>214.899</b>

#### § 27 Indemnités de fonction

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
6	Conseillers d'administration	14.101,53	84.609
			<b>Total :</b>
			<b>84.609</b>

#### § 37 Indemnités spéciales du personnel de l'inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
2	Médecins de catégorie normale	2.591,63	5.183



## Chapitre 31-62

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique

§		<b>Dépense annuelle théorique</b>
---	--	---

**Total :** **5.183**

§ 51 Indemnités de sujétions spéciales aux personnels des corps d'assistants et conseillers techniques de service social

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Assistant de service social principal	1.553	1.553
1	Conseiller technique de service social des administrations de l'Etat	2.005	2.005

**Total :** **3.558**

§ 78 Indemnité d'administration et de technicité

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
73	Secrétaires administratifs de classe normale d'administration centrale	549	40.077
34	Adjoint administratifs principaux de 1ère classe d'administration centrale (NEI)	444	15.096
68	Adjoint administratifs principaux de 2ème classe d'administration centrale (échelle 5)	438	29.784
123	Adjoint administratifs d'administration centrale (échelle 4)	433	53.259
7	Agents administratifs de 1ère classe d'administration centrale (échelle 3)	419	2.933
20	Agents administratifs de 2ème classe d'administration centrale (échelle 2)	408	8.160
2	Inspecteurs de service intérieur et du matériel	433	866
2	Inspecteurs de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle	444	888
2	Inspecteurs de service intérieur et du matériel de 1ère classe d'administration centrale	438	876
8	Agents des services techniques de 1ère classe	419	3.352
14	Agents des services techniques de 2ème classe	408	5.712
1	Maître ouvrier principal d'administration centrale	457	457
3	Maîtres ouvriers d'administration centrale (échelle 5)	438	1.314
2	Ouvriers professionnels d'administration centrale (échelle 3)	419	838
1	Ouvrier professionnel principal d'administration centrale (échelle 4)	433	433
3	Agents contractuels de 3ème catégorie (inférieur à l'indice brut 380)	549	1.647

**Total :** **165.692**

#### Article 10 - Services déconcentrés

§ 12 Indemnités forfaitaires

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
54	<i>a) Indemnités aux attachés de l'I.N.S.E.E. - Indemnité forfaitaire</i>		59.448
4	Attachés principaux de 1ère classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	1.372	5.488
10	Attachés principaux de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	1.372	13.720

## Chapitre 31-62

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique

§				<b>Dépense annuelle théorique</b>
	40 Attachés de l'Institut national de la statistique et des études économiques	1.006	40.240	
	<i>13 b) Indemnités aux contrôleurs de l'I.N.S.E.E.</i>			<i>10.400</i>
	13 Contrôleurs de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	800	10.400	
	<i>34 c) Attachés d'administration centrale</i>			<i>34.204</i>
	34 Attachés d'administration centrale	1.006	34.204	
	<i>6 d) Corps des chargés d'études documentaires</i>			<i>6.036</i>
	6 Chargés d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	1.006	6.036	
	<b>Total :</b>			<b>110.088</b>

#### § 13 Indemnités spéciales du personnel de l'Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Médecin-chef de service	3.658,78	3.659
16	Médecins hors catégorie	3.414,86	54.638
33	Médecins de catégorie normale	2.591,63	85.524
	<b>Total :</b>		<b>143.821</b>

#### § 14 Indemnités pour travaux supplémentaires. - Personnel contractuel

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
20	Agents contractuels hors catégorie	1.372	27.440
399	Agents contractuels de 1ère catégorie	1.006	401.394
261	Agents contractuels de 2ème catégorie	1.006	262.566
	<b>Total :</b>		<b>691.400</b>

#### § 15 Indemnités de fonction des directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et aux directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle groupe 1	21.343	21.343
3	Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle groupe 2	19.818	59.454
17	Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle groupe 3	18.293,88	310.996
5	Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle groupe 1	18.293,88	91.469
25	Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle groupe 2	16.007	400.175
66	Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle groupe 3	13.720	905.520
	<b>Total :</b>		<b>1.788.957</b>

#### § 17 Indemnité de technicité du personnel de l'Inspection médicale du travail et de la main d'oeuvre (IMTMO)

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
1	Médecin chef de service	6.585,8	6.586

## Chapitre 31-62

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique

§				<b>Dépense annuelle théorique</b>
	16 Médecins hors catégorie	5.137,53	82.200	
	33 Médecins de catégorie normale	3.597,8	118.727	
	<b>Total :</b>			<b>207.513</b>

#### § 18 Prime d'activité des fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total	
1.285	<i>a) Corps de l'inspection du travail</i>			5.503.246
93	Directeur du travail	6.743,89	627.182	
343	Directeur adjoint du travail	4.857,03	1.665.961	
849	Inspecteur du travail	3.781,04	3.210.103	
29	<i>b) Corps de l'inspection de la formation professionnelle</i>			143.043
16	Chefs de service de la formation professionnelle	5.595,79	89.533	
4	Inspecteurs principaux de 1ère classe de la formation professionnelle	4.349,37	17.397	
4	Inspecteurs principaux de 2ème classe de la formation professionnelle	4.349,37	17.397	
5	Inspecteurs de la formation professionnelle	3.743,23	18.716	
	<b>Total :</b>			<b>5.646.289</b>

#### § 19 Prime d'activité des fonctionnaires du corps des contrôleurs du travail

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total	
571	Contrôleurs du travail de classe exceptionnelle	2.711,15	1.548.067	
585	Contrôleurs du travail de classe supérieure	2.665,57	1.559.358	
1.671	Contrôleurs du travail de classe normale	2.249,39	3.758.731	
	<b>Total :</b>			<b>6.866.156</b>

#### § 23 Prime de technicité aux fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total	
1.285	<i>a) Corps de l'inspection du travail (Décret n°2000-1139 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour)</i>			2.938.461
93	Directeurs du travail	2.286,74	212.667	
343	Directeurs adjoints du travail	2.286,74	784.352	
849	Inspecteurs du travail	2.286,74	1.941.442	
29	<i>b) Corps de l'inspection de la formation professionnelle (Décret n° 2000-1140 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour)</i>			66.316
16	Chefs de service de la formation professionnelle	2.286,74	36.588	
4	Inspecteurs principaux de 1ère classe de la formation professionnelle	2.286,74	9.147	
4	Inspecteurs principaux de 2ème classe de la formation professionnelle	2.286,74	9.147	
5	Inspecteurs de la formation professionnelle	2.286,74	11.434	
	<b>Total :</b>			<b>3.004.777</b>

#### § 24 Prime de technicité aux fonctionnaires du corps des contrôleurs du travail

## Chapitre 31-62

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique

§				<b>Dépense annuelle théorique</b>
---	--	--	--	---

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
571	Contrôleurs du travail de classe exceptionnelle	838,47	478.766
585	Contrôleurs du travail de classe supérieure	838,47	490.505
1.671	Contrôleurs du travail de classe normale	838,47	1.401.083
<b>Total :</b>			<b>2.370.354</b>

§ 51 Indemnités de sujétions spéciales aux personnels des corps d'assistants et conseillers techniques de service social

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
6	Assistants de service social	1.098	6.588
<b>Total :</b>			<b>6.588</b>

§ 54 Indemnité de gestion aux corps des attachés d'administration centrale et des chargés d'études documentaires affectés dans les services déconcentrés

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
34	Attachés d'administration centrale	3.141,52	106.812
6	Chargés d'études documentaires	3.141,52	18.849
<b>Total :</b>			<b>125.661</b>

§ 78 Indemnité d'administration et de technicité

Effectifs	Désignation	Taux moyen	Total
511	Adjoints administratifs principaux de 1ère classe des services déconcentrés (NEI)	444	226.884
1.040	Adjoints administratifs principaux de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 5)	438	455.520
1.932	Adjoints administratifs des services déconcentrés (échelle 4)	433	836.556
181	Agents administratifs de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	419	75.839
370	Agents administratifs de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	408	150.960
1	Inspecteur de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle	444	444
1	Inspecteur de service intérieur et du matériel de 1ère classe de corps commun (échelle 5)	438	438
1	Inspecteur de service intérieur et du matériel de 2ème classe de corps commun (échelle 4)	433	433
1	Maître ouvrier des services déconcentrés (échelle 5)	438	438
1	Ouvrier professionnel principal des services déconcentrés (échelle 4)	433	433
2	Ouvriers professionnels des services déconcentrés (échelle 3)	419	838
9	Agents des services techniques de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	419	3.771
5	Agents des services techniques de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	408	2.040
6	Agents contractuels	549	3.294
35	Agents contractuels de 4ème catégorie	408	14.280
<b>Total :</b>			<b>1.772.168</b>

## Chapitre 31-62

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>42.593.550</b>
Modifications des crédits		-58.420
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>42.535.130</b>
Engagements à l'administration centrale	42.492.471	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paiements		42.374.289
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>160.841</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>50.401.608</b>
Modifications des crédits		-161.249
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>50.240.359</b>
Engagements à l'administration centrale	50.240.351	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paiements		50.060.782
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>179.577</b>

## Chapitre 31-96 : Autres rémunérations

Articles	Crédits
02 Administration centrale	3.391.842
10 Services déconcentrés	5.195.401
30 Remboursement de dépenses de personnel	3.823.430
Total pour le chapitre	12.410.673

## Chapitre 31-96

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 02 - Administration centrale</b>	<b>3.391.842</b>
64162	§61	Agents contractuels à temps incomplet	35.826
64161	§62	Ingénieurs de haute technicité	1.554.346
64133	§63	Agents contractuels à temps complet rémunérés sur crédits	792.735
64133	§64	Contractuels rémunérés sur crédits répondant à un besoin occasionnel	559.057
64483	§71	Allocation pour perte d'emploi	106.713
64133	§72	Contractuels rémunérés sur crédits répondant à un besoin saisonnier	45.735
64274	§73	Collaborations - Fonctionnement des comités et commissions	221.205
64274	§74	Vacations ingénieurs conseils et chargés d'études	76.225
64275	§75	Collaborations diverses. - Agents de droit privé	"
		<b>Article 10 - Services déconcentrés</b>	<b>5.195.401</b>
64162	§33	Rémunération des apprentis	12.134
64162	§61	Agents contractuels à temps incomplet	1.448.266
64133	§62	Contractuels rémunérés sur crédits répondant à un besoin occasionnel	430.668
64483	§71	Allocations pour perte d'emploi	30.490
64133	§72	Contractuels rémunérés sur crédits répondant à un besoin saisonnier	552.628
64272	§76	Vacations. - Médecins de la première section de la C.O.T.O.R.E.P.	2.705.970
64272	§77	Vacations. - Membres non fonctionnaires des C.O.T.O.R.E.P. et fonctionnement des conseils, commissions et groupes de travail régionaux et départementaux	15.245
		<b>Article 30 - Remboursement de dépenses de personnel</b>	<b>3.823.430</b>
64198	§10	Remboursement aux autres administrations	3.823.430

## Chapitre 31-96

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>8.906.931</b>
Modifications des crédits <i>dont fonds de concours</i>		304.898 "
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>9.211.829</b>
Engagements à l'administration centrale	2.851.710	////
Délégations de crédits	6.307.369	////
Paiements		8.795.444
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>416.385</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>9.234.697</b>
Modifications des crédits <i>dont fonds de concours</i>		" "
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>9.234.697</b>
Engagements à l'administration centrale	2.855.052	////
Délégations de crédits	6.370.631	////
Paiements		8.701.781
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>532.916</b>



## Chapitre 32-97 : Participation aux charges de pensions

Articles	Crédits
10 Pensions civiles	65.700.001
Total pour le chapitre	65.700.001

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>64.043.832</b>
Modifications des crédits		-64.043.832
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>"</b>
Engagements à l'administration centrale	n.r.	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		"
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>63.784.669</b>
Modifications des crédits		-63.784.669
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>"</b>
Engagements à l'administration centrale	n.r.	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		"
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

## Chapitre 33-90 : Cotisations sociales. Part de l'Etat

Articles	Crédits
02 Administration centrale	4.205.828
10 Services déconcentrés	30.764.812
Total pour le chapitre	34.970.640

## Chapitre 33-90

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
<b>Article 02 - Administration centrale</b>			<b>4.205.828</b>
64618	§10	Sécurité sociale - Agents titulaires et ouvriers de l'Etat	1.246.287
64621	§21	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance maladie sur la totalité du salaire	1.047.387
646221	§23	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur le salaire plafonné	471.883
646222	§24	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur la totalité du salaire	136.923
64632	§32	Sécurité sociale. - Ensemble des risques. - Agents non titulaires employés à temps incomplet ou de manière occasionnelle	222.260
64633	§40	Sécurité sociale des personnels militaires	3.370
64658	§50	Cotisation aux régimes de retraites complémentaires et organismes de prévoyance collective	529.738
65115	§60	Taxe pour les transports	541.560
63332	§70	Cotisation patronale versée au F.N.A.L. au titre des personnels non titulaires	6.420
64655	§90	Affiliation rétroactive aux assurances sociales	"
<b>Article 10 - Services déconcentrés</b>			<b>30.764.812</b>
64618	§10	Sécurité sociale - Agents titulaires et ouvriers de l'Etat	17.691.621
64621	§21	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance maladie sur la totalité du salaire	2.548.267
646221	§23	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur le salaire plafonné	1.461.259
646222	§24	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur la totalité du salaire	293.644
64632	§32	Sécurité sociale. - Ensemble des risques. - Agents non titulaires employés à temps incomplet ou de manière occasionnelle	4.301.755
64633	§40	Sécurité sociale des personnels militaires	4.445
64658	§50	Cotisation aux régimes de retraites complémentaires et organismes de prévoyance collective	1.611.157
65115	§60	Taxe pour les transports	2.573.998
63332	§70	Cotisation patronale versée au F.N.A.L. au titre des personnels non titulaires	29.655
64655	§90	Affiliation rétroactive aux assurances sociales	249.011

## Chapitre 33-90

### Analyse des crédits par article et paragraphe

#### Dispositifs et textes

---

chapitre 33-90 Cotisations sociales. Part de l'Etat

*Récapitulation des cotisations tous articles confondus*

§	Désignation	Crédits votés
§ 10	Sécurité sociale - Agents titulaires et ouvriers de l'Etat	18.937.908
§ 21	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance maladie sur la totalité du salaire	3.595.654
§ 23	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur le salaire plafonné	1.933.142
§ 24	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur la totalité du salaire	430.567
§ 32	Sécurité sociale. - Ensemble des risques. - Agents non titulaires employés à temps incomplet ou de manière occasionnelle	4.524.015
§ 40	Sécurité sociale des personnels militaires	7.815
§ 50	Cotisation aux régimes de retraites complémentaires et organismes de prévoyance collective	2.140.895
§ 60	Taxe pour les transports	3.115.558
§ 70	Cotisation patronale versée au F.N.A.L. au titre des personnels non titulaires	36.075
§ 90	Affiliation rétroactive aux assurances sociales	249.011
<b>Total :</b>		<b>34.970.640</b>

§10 Sécurité sociale. Agents titulaires et ouvriers de l'Etat :

décret n°96-1165 du 26 décembre 1996, décret n°97-1249 du 29 décembre 1997 et articles D 712-38, D 712-40, D 712-41, D 712-54-1 du code de la sécurité sociale

§21 Agents permanents non titulaires. Cotisation d'assurance maladie sur la totalité du salaire :

article L 242-1, article R 242-1 et article D 242-3 du code de la sécurité sociale

§23 Agents permanents non titulaires. Cotisation d'assurance vieillesse sur le salaire plafonné :

articles L 242-1 et D 242-4 du code de la sécurité sociale et décret n°2001-1069 du 16 novembre 2001

§24 Agents permanents non titulaires. Cotisation d'assurance vieillesse sur la totalité du salaire :

articles L 242-1 et D 242-4 du code de la sécurité sociale

§32 Sécurité sociale. Ensemble des risques. Agents non titulaires employés à temps incomplet ou de manière occasionnelle :

décret n°86-83 du 17 janvier 1986 et articles D 242-3, D 242-4, D 242-6-1 et D 242-7 du code de la sécurité sociale

§40 Sécurité sociale des personnels militaires :

articles D 713-15 et D 713-17 du code de la sécurité sociale

§50 Cotisations aux régimes de retraites complémentaires et organismes de prévoyance collective :

décret n°70-1277 du 23 décembre 1970 et arrêté du 30 décembre 1991

§60 Taxe pour les transports :

loi n°92-1376 du 30 décembre 1992 (article 115-1 de la loi de finances pour 1993) et décret n°92-1463 du 31 décembre 1992

§70 Cotisations patronales versées au F.N.A.L. personnels non titulaires :

article L 834-1 du code de la sécurité sociale

§90 Affiliation rétroactive aux assurances sociales :

article L 65 du code des pensions civiles et militaires de retraite (PCMR) et article D 173-16 du code de la sécurité sociale.

## Chapitre 33-90

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>15.869.572</b>
Modifications des crédits <i>dont fonds de concours</i>		16.697.713 "
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>32.567.285</b>
Engagements à l'administration centrale	5.841.367	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		33.223.267
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>-655.982</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>34.026.398</b>
Modifications des crédits <i>dont fonds de concours</i>		-199.181 "
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>33.827.217</b>
Engagements à l'administration centrale	5.280.216	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		34.425.583
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>-598.366</b>

## Chapitre 33-91 : Prestations sociales versées par l'Etat

Articles	Crédits
02 Administration centrale	1.239.566
10 Services déconcentrés	7.836.506
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>9.076.072</b>

## Chapitre 33-91

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
<b>Article 02 - Administration centrale</b>			<b>1.239.566</b>
64428	§10	Prise en charge des trajets domicile-travail	456.650
647115	§21	Allocation d'adoption	"
647111	§22	Allocation pour jeune enfant	35.552
647117	§23	Allocation d'éducation spéciale	18.137
647116	§24	Complément familial	27.031
647113	§25	Allocations familiales	375.204
647114	§26	Allocation de parent isolé	"
647112	§27	Allocation parentale d'éducation	61.661
647119	§28	Allocation de rentrée scolaire	18.161
647118	§29	Allocation de soutien familial	29.762
647213	§31	Congés de longue durée	86.368
64724	§32	Allocation d'invalidité temporaire	"
64726	§33	Capital-décès	"
64728	§39	Autres risques maladie	"
64738	§40	Accidents de service	27.515
64748	§50	Accidents du travail	"
64276	§60	Contrôles médicaux obligatoires	"
64713	§71	Allocation de présence parentale	"
64761	§72	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée et allocation de garde d'enfant à domicile dans les DOM	"
64712	§75	Congés de naissance ou d'adoption	"
6475	§79	Autres prestations familiales indexées sur le point fonction publique	"
647881	§81	Autres prestations sociales indexées sur le point fonction publique	"
647882	§82	Autres prestations sociales non indexées sur le point fonction publique	"
64783	§91	Revenu de remplacement du congé de fin d'activité	103.525
<b>Article 10 - Services déconcentrés</b>			<b>7.836.506</b>
64428	§10	Prise en charge des trajets domicile-travail	423.579
647115	§21	Allocation d'adoption	"
647111	§22	Allocation pour jeune enfant	248.041
647117	§23	Allocation d'éducation spéciale	64.490
647116	§24	Complément familial	286.510
647113	§25	Allocations familiales	2.828.752



## Chapitre 33-91

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
647114	§26	Allocation de parent isolé	"
647112	§27	Allocation parentale d'éducation	423.644
647119	§28	Allocation de rentrée scolaire	265.807
647118	§29	Allocation de soutien familial	237.509
647213	§31	Congés de longue durée	1.303.291
64724	§32	Allocation d'invalidité temporaire	88.441
64726	§33	Capital-décès	149.405
64728	§39	Autres risques maladie	"
64738	§40	Accidents de service	66.165
64748	§50	Accidents du travail	36.224
64276	§60	Contrôles médicaux obligatoires	47.824
64713	§71	Allocation de présence parentale	"
64761	§72	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée et allocation de garde d'enfant à domicile dans les DOM	"
64712	§75	Congés de naissance ou d'adoption	"
6475	§79	Autres prestations familiales indexées sur le point fonction publique	"
647881	§81	Autres prestations sociales indexées sur le point fonction publique	45.504
647882	§82	Autres prestations sociales non indexées sur le point fonction publique	"
64783	§91	Revenu de remplacement du congé de fin d'activité	1.321.320

## Chapitre 33-91

### Analyse des crédits par article et paragraphe

#### Dispositifs et textes

---

chapitre 33-91 Prestations sociales versées par l'Etat

*Récapitulatif des prestations tous articles confondus*

§	Désignation	Crédits votés
§ 10	Prise en charge des trajets domicile-travail	880.229
§ 21	Allocation d'adoption	"
§ 22	Allocation pour jeune enfant	283.593
§ 23	Allocation d'éducation spéciale	82.627
§ 24	Complément familial	313.541
§ 25	Allocations familiales	3.203.956
§ 26	Allocation de parent isolé	"
§ 27	Allocation parentale d'éducation	485.305
§ 28	Allocation de rentrée scolaire	283.968
§ 29	Allocation de soutien familial	267.271
§ 31	Congés de longue durée	1.389.659
§ 32	Allocation d'invalidité temporaire	88.441
§ 33	Capital-décès	149.405
§ 39	Autres risques maladie	"
§ 40	Accidents de service	93.680
§ 50	Accidents du travail	36.224
§ 60	Contrôles médicaux obligatoires	47.824
§ 71	Allocation de présence parentale	"
§ 72	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée et allocation de garde d'enfant à domicile dans les DOM	"
§ 75	Congés de naissance ou d'adoption	"
§ 79	Autres prestations familiales indexées sur le point fonction publique	"
§ 81	Autres prestations sociales indexées sur le point fonction publique	45.504
§ 82	Autres prestations sociales non indexées sur le point fonction publique	"
§ 91	Revenu de remplacement du congé de fin d'activité	1.424.845
<b>Total :</b>		<b>9.076.072</b>

§10 Prise en charge des trajets domicile-travail :  
loi n°82-684 du 4 août 1982 modifiée et décret n°82-887 du 18 octobre 1982

§21 Allocation d'adoption :  
loi n°96-604 du 5 juillet 1996 et circulaire n°6B-02-150 du 21 janvier 2002

*§22 Allocation pour jeune enfant :*

articles L 531-1, L 531-2, R 531-1 à 15, D 531-1 du code de la sécurité sociale et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§23 Allocation d'éducation spéciale :*

articles L 541-1 à L 541-3, R 541-1 à R 541-7, D 541-1 et D 541-2 et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§24 Complément familial :*

articles L 522-1 à L 522-2, R 522-1 à R 522-6, D 522-1 du code de la sécurité sociale et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§25 Allocations familiales :*

articles L 521-1 à L 521-3, R 521-1, D 521-1 du code de la sécurité sociale et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§26 Allocation de parent isolé :*

articles L 524-1 à L 524-4, R 524-1 à R 524-13, D 524-1 du code de la sécurité sociale et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§27 Allocation parentale d'éducation :*

articles L 532-1 à L 532-5, R 532-1 à R 532-6, D 532-1 à D 532-5 du code de la sécurité sociale, circulaire n°6B-01-99 du 15 mars 2001 et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§28 Allocation de rentrée scolaire :*

décret n°2001-719 du 31 juillet 2001, articles L 543-1, R 543-1 à R 543-7, D 543-1 du code de la sécurité sociale, circulaire 6B-01-481 du 31 juillet 2001 et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§29 Allocation de soutien familial :*

articles L 523-1 à L 523-3, R 523-1 à R 523-8, D 523-1 du code de la sécurité sociale et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§31 Congé de longue durée :*

article 34 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984

*§32 Allocation d'invalidité temporaire :*

articles L 712 -1, L 712-3, L 712-13 et D 712-13 à D 712-18 du code de la sécurité sociale

*§33 Capital-décès :*

articles L 712 -1, L 712-3, D 712-19 à D 712-24 du code de la sécurité sociale

*§39 Autres risques maladie*

*§50 Accidents du travail :*

décret n°86-83 du 17 janvier 1986

*§71 Allocation de présence parentale :*

articles L 544-1 à L 544-8, R 544-1 à R 544-3 et D 544-1 à D 544-7 du code de la sécurité sociale, circulaire Budget/Fonction publique n°6B-01-296 et FP/4 n°2013 du 3 octobre 2001 et circulaire du 21 janvier 2002 précitée.

*§72 Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée et allocation de garde d'enfant à domicile dans les DOM :*

articles L 842-1 à L 842-3, articles L 841-1 à L 841-4, R 841-1, D 841-1 à D 841-5 du code de la sécurité sociale, circulaire n°6B-01-2 du 15 janvier 2001 et circulaire du 21 janvier 2002 précitée

*§75 Congés de naissance ou d'adoption :*

circulaire n°6B-90 du 25 juillet 1979

*§91 Revenu de remplacement du congé de fin d'activité :*

loi n°96-1093 du 16 décembre 1996 modifiée en dernier lieu par la loi de finances pour 2002.

Chapitre 33-91

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>8.880.116</b>
Modifications des crédits		-72.167
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>8.807.949</b>
Engagements à l'administration centrale	813.718	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		6.864.401
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>1.943.548</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>9.453.232</b>
Modifications des crédits		-83.070
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>9.370.162</b>
Engagements à l'administration centrale	802.568	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		6.881.205
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>2.488.957</b>

## Chapitre 33-92 : Autres dépenses d'action sociale

Articles	Crédits
20 Administration centrale	1.611.742
30 Services déconcentrés	4.916.125
Total pour le chapitre	6.527.867

## Chapitre 33-92

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 20 - Administration centrale</b>	<b>1.611.742</b>
	§10	Services médico-sociaux	30.500
	§20	Aide aux parents	132.342
	§50	Restauration	610.000
	§60	Actions en faveur des agents	221.600
6484	§71	Actions en faveur des agents handicapés	2.000
	§80	Subventions aux associations, mutuelles et autres organismes	615.300
		<b>Article 30 - Services déconcentrés</b>	<b>4.916.125</b>
	§10	Services médico-sociaux	750.000
	§20	Aide aux parents	1.430.625
	§50	Restauration	2.050.000
6484	§71	Actions en faveur des agents handicapés	28.000
6152	§74	Information et actions de sensibilisation	40.000
6488	§76	Autres actions à caractère social	17.500
	§80	Subventions aux associations et organismes	600.000

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>6.097.961</b>
Modifications des crédits		182.560
<i>dont reports</i>		47.795
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>6.280.521</b>
Engagements à l'administration centrale	1.640.081	////
Déléguations de crédits	4.640.440	////
Palements		6.169.590
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>110.931</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>6.250.410</b>
Modifications des crédits		200.869
<i>dont reports</i>		110.931
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>6.451.279</b>
Engagements à l'administration centrale	1.738.935	////
Déléguations de crédits	4.712.344	////
Palements		6.213.769
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>237.510</b>

## Chapitre 34-94 : Statistiques et études générales

Articles	Crédits
11 Statistiques et études. Administration centrale	5.967.736
12 Statistiques et études. Services déconcentrés	1.979.388
20 Programmes d'études et de recherche	622.090
30 Conseil supérieur de la prud'homie	91.469
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>8.660.683</b>



## Chapitre 34-94

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
<b>Article 11 - Statistiques et études. Administration centrale</b>			<b>5.967.736</b>
6141	§10	Statistiques et frais d'enquête	2.869.531
6141	§20	Contrats d'études (hors formation professionnelle)	1.924.347
6142	§40	Contrats d'études de la formation professionnelle	305.898
6141	§50	Evaluation	614.351
6111	§70	Travaux d'impression de documents pour les enquêtes statistiques	183.338
6114	§80	Abonnements et achats de banques de données pour les enquêtes statistiques	70.271
<b>Article 12 - Statistiques et études. Services déconcentrés</b>			<b>1.979.388</b>
<b>Article 20 - Programmes d'études et de recherche</b>			<b>622.090</b>
6141	§10	Conventions d'études et de recherche avec le centre d'études de l'emploi	411.661
6141	§20	Autres conventions d'études et de recherche	210.429
<b>Article 30 - Conseil supérieur de la prud'homie</b>			<b>91.469</b>
6142	§10	Contrats d'études	68.600
6068	§20	Fournitures liées aux études, enquêtes et frais de fichiers	"
61638	§30	Frais de déplacements	"
61511	§40	Abonnement et documentation	15.200
6111	§50	Travaux d'impression	7.669

**Chapitre 34-94**  
**Analyse des crédits**

**Grille d'analyse** (consommation provisoire au 31 décembre 2001- source ACCT)

<b>Exécution 2001</b>	<b>Administration centrale</b>	<b>Services déconcentrés</b>	<b>Total</b>
Dépenses logistiques	15 287	nd	15 287
Dépenses liées à l'activité	42 337	Nd	42 337
Dépenses spécifiques (1) <i>dont Budget de recherche</i>	5 338 451	2 040 618	7 379 069
<b>Total</b>	<b>5 380 788</b>	<b>2 040 618</b>	<b>7 421 407</b>

(1) Activités de statistiques et d'études sur les dispositifs gérés par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité -section Emploi-

## Chapitre 34-94

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>8.570.684</b>
Modifications des crédits		2.196.962
<i>dont reports</i>		2.993.060
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>10.767.646</b>
Engagements à l'administration centrale	6.902.740	////
Déléguations de crédits	1.769.827	////
Paievements		6.599.506
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>4.168.140</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>8.616.418</b>
Modifications des crédits		3.928.359
<i>dont reports</i>		4.168.139
<i>dont fonds de concours</i>		115.400
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>12.544.777</b>
Engagements à l'administration centrale	8.072.216	////
Déléguations de crédits	2.132.479	////
Paievements		7.436.694
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>5.108.083</b>

## Chapitre 34-98 : Administration centrale. - Moyens de fonctionnement

Articles		Crédits
10	Ministre, secrétaire d'Etat et cabinets ministériels	470.574
20	Administration générale	21.627.921
30	Télécommunications	1.064.766
40	Modernisation des services	174.317
50	Communication et information	9.653.493
70	Mission pour la formation de l'encadrement supérieur	76.225
81	Système d'information	20.720.383
82	Administration centrale. Téléphonie	364.904
83	Centre de traitement de l'information	453.347
84	Crédit formation individualisé	2.757.194
91	Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue	296.503
92	Commission nationale de la certification professionnelle	865.533
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>58.525.160</b>

Chapitre 34-98

Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Ministre, secrétaire d'Etat et cabinets ministériels</b>	<b>470.574</b>
	§20	Achats de services et autres dépenses	470.574
	§50	Déplacements temporaires	"
		<b>Article 20 - Administration générale</b>	<b>21.627.921</b>
	§10	Matériel, mobilier et fournitures	1.937.921
	§20	Achats de services et autres dépenses	2.370.000
	§30	Locaux	14.000.000
	§40	Véhicules	500.000
	§50	Déplacements temporaires	1.650.000
	§60	Autres déplacements	190.000
	§90	Informatique et télématique	980.000
		<b>Article 30 - Télécommunications</b>	<b>1.064.766</b>
		<b>Article 40 - Modernisation des services</b>	<b>174.317</b>
		<b>Article 50 - Communication et information</b>	<b>9.653.493</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>1.356.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>11.009.493</b>
		<b>Article 51 - Actions de communication interne</b>	<b>457.350</b>
61888	§29	Prestations de services	457.350
		<b>Article 52 - Actions de communication externe</b>	<b>3.900.000</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>975.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>4.875.000</b>
61884	§23	Etudes et honoraires	915.000
61888	§29	Prestations de services	2.985.000
		<b>Article 53 - Information</b>	<b>5.296.143</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>381.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>5.677.143</b>
2184	§11	Achat de mobilier	7.622
6063	§14	Fournitures de bureau et petit matériel	7.622
61511	§18	Abonnement et documentation	396.368
61888	§19	Abonnements à des banques de données	60.980
6172	§21	Routage et affranchissement	915.000

## Chapitre 34-98

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
61884	§23	Etudes et honoraires	305.000
6111	§24	Travaux d'impression	1.524.000
6152	§25	Publicité et information	152.449
6152	§26	Prestations de service : audiovisuel et multimédia	1.677.000
61888	§29	Autres prestations de service	250.102
<b>Article 70 - Mission pour la formation de l'encadrement supérieur</b>			<b>76.225</b>
<b>Article 81 - Système d'information</b>			<b>20.720.383</b>
21818	§32	Agencements, installations (y compris aménagement et câblages de locaux)	"
	§90	Informatique et télématique	
218328	§91	Achat de matériel	893.097
612121	§92	Location de matériel	"
612221	§93	Crédit-bail de matériel	1.449.790
61712	§94	Coûts de réseaux de télécommunication	4.039.899
61341	§95	Entretien de matériel	922.317
202	§96	Logiciels	1.079.339
6114	§97	Prestations de service	11.848.104
61821	§98	Formation	487.837
6064	§99	Fournitures et documentation	"
<b>Article 82 - Administration centrale. Téléphonie</b>			<b>364.904</b>
21818	§32	Agencements, installations (y compris aménagement et câblages de locaux)	"
218328	§91	Achat de matériel	95.904
61218	§92	Location de matériel	"
61341	§95	Entretien de matériel	152.000
6114	§97	Prestations de service	117.000
6064	§99	Fournitures et documentation	"
<b>Article 83 - Centre de traitement de l'information</b>			<b>453.347</b>
	§90	Informatique et télématique	453.347
<b>Article 84 - Crédit formation individualisé</b>			<b>2.757.194</b>
	§90	Informatique et télématique	
218328	§91	Achat de matériel	"

## Chapitre 34-98

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
612121	§92 Location de matériel	"
612221	§93 Crédit-bail de matériel	"
61712	§94 Coûts de réseaux de télécommunication	"
61341	§95 Entretien de matériel	"
202	§96 Logiciels	"
6114	§97 Prestations de service	2.757.194
61821	§98 Formation	"
6064	§99 Fournitures et documentation	"
	<b>Article 91 - Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue</b>	<b>296.503</b>
§10	Matériel, mobilier et fournitures	51.681
§20	Achats de services et autres dépenses	141.016
§30	Locaux	30.580
§50	Déplacements temporaires	57.979
§90	Informatique et télématique	15.247
	<b>Article 92 - Commission nationale de la certification professionnelle</b>	<b>865.533</b>
§10	Matériel, mobilier et fournitures	255.626
§20	Achats de services et autres dépenses	255.626
§50	Déplacements temporaires	199.281
§90	Informatique et télématique	155.000

## Chapitre 34-98

### Analyse des crédits

1) **Grille d'analyse** (consommation au 31 décembre 2001 - source ACCT)

Exécution 2001	Administration centrale
Dépenses immobilières	11 483 330
- dont locations	8 344 272
- dont agencement	670 139
- dont entretien	141 765
- dont fluides	147 603
- dont nettoyage	577 088
- dont gardiennage	224833
- dont impôts	25 119
Matériels, mobiliers, fournitures	897 717
Dépenses logistiques	6 278 015
Dépenses liées à l'activité	3 810 753
Dépenses spécifiques (1)	4 070 547
<b>Total</b>	<b>26 540 362</b>
Effectifs logés (2)	1 345
Surface en m <sup>2</sup> (SHON)*	39 723

\* 1,4 m<sup>2</sup> Shon = 1 m<sup>2</sup> utile

- (1) Modification du périmètre du chapitre 3498 suite à l'intégration des crédits de communication et d'information de l'administration centrale (ancien chapitre 3497)
- (2) Données provisoires

2) **Tableau d'information relatif au parc automobile prévu en fin d'exercice 2001**

Désignation	Administration centrale
<i>Véhicules de tourisme et assimilés :</i>	
- puissance fiscale inférieure ou égale à 4 CV	2
- puissance fiscale supérieure à 4 CV et inférieure ou égale à 7 CV	34
- puissance fiscale supérieure à 7 CV	6
<i>Autres véhicules immatriculés :</i>	
- véhicules utilitaires	5
- motocycles et cycles	3
- véhicules de transport en commun	
- divers (engins spéciaux, etc.)	

3) **Dépenses informatiques de l'année :**

Décomposition par nature de la dépense	Achat de matériel (dont Crédit-bail)	Maintenance du matériel	Réseaux de données	Droits d'usage des logiciels et progiciels	Prestations de service	Formation	Fournitures	Aménagement/câblage
Année 2002	2 347 461	923 842	4 039 899	1 079 339	15 213 645	492 411	4 574	0

Evolution stock/flux	Mesures de continuité	Mesures nouvelles	Total	Nombre d'écrans	dont micros	Nombre de positions de travail à informatiser	Valeur d'achat du patrimoine grand et moyen système	Valeur d'achat du patrimoine équipement de réseaux	Age moyen des micros
Année 2001	18 953 224	9 558 553	28 511 777	10 450	10 450	0	5 036 000	2 698 347	3 ans
Année 2002	20 445 966	3 655 205	24 101 171	11 148	11 148	0	5 428 000	2 949 347	

Personnels ayant une activité majoritairement informatique	Nombre catégorie A ou assimilés	Nombre catégorie B	Nombre catégorie C	Somme des rémunérations, indemnités, primes
Année 2001	97	94	222	
Année 2002	108	94	223	



## Chapitre 34-98

### Prévision de rattachement des fonds de concours

<b>Code du fonds de concours</b>		<b>Montants</b>
	<b>Article 52 - Actions de communication externe</b>	<b>975.000</b>
36-1-4-088	Contribution de la Communauté européenne et notamment du FSE à des actions de communication et d'information	975.000
	<b>Article 53 - Information</b>	<b>381.000</b>
36-2-6-739	Recettes provenant de la cession de documents, d'espaces publicitaires dans des publications autres que les bulletins officiels, de l'organisation de colloques et séminaires et des services rendus en matière de conception et d'élaboration de banques de données.	381.000
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>1.356.000</b>

## Chapitre 34-98

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>54.241.360</b>
Modifications des crédits		10.784.919
<i>dont reports</i>		7.958.563
<i>dont fonds de concours</i>		36.539
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>65.026.279</b>
Engagements à l'administration centrale	65.773.526	////
Déléguations de crédits	17.233.366	////
Paievements		52.592.500
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>12.433.779</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>61.688.495</b>
Modifications des crédits		13.423.900
<i>dont reports</i>		12.433.780
<i>dont fonds de concours</i>		35.265
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>75.112.395</b>
Engagements à l'administration centrale	66.358.330	////
Déléguations de crédits	21.728.343	////
Paievements		56.850.685
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>18.261.710</b>

En LFI 2002, regroupement des chapitres 34-97 et 34-98

## Chapitre 36-61 : Subventions aux établissements publics et autres organismes

Articles		Crédits
10	Subvention à l'agence nationale pour l'emploi	1.165.240.000
20	Centre d'études de l'emploi	5.361.151
30	Centre d'études et de recherches sur les qualifications	2.326.715
50	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)	11.284.942
70	Autres organismes	2.251.490
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>1.186.464.298</b>

## Chapitre 36-61

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Subvention à l'agence nationale pour l'emploi</b>	<b>1.165.240.000</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>9.025.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>1.174.265.000</b>
62411	§10	Subvention	1.156.215.000
62411	§20	Versement à l'ANPE au titre des dépenses liées au dispositif RMI	9.025.000
		<b>Article 20 - Centre d'études de l'emploi</b>	<b>5.361.151</b>
		<b>Article 30 - Centre d'études et de recherches sur les qualifications</b>	<b>2.326.715</b>
		<b>Article 50 - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)</b>	<b>11.284.942</b>
		<b>Article 70 - Autres organismes</b>	<b>2.251.490</b>

**Chapitre 36-61**  
**Analyse des crédits**

**article 10 Subvention à l'agence nationale pour l'emploi**

*I Textes institutifs*

- ◆ Ordonnance n° 67-578 du 13 juillet 1967 créant une agence nationale pour l'emploi (abrogée)
- ◆ Ordonnance n° 86-1286 du 20 décembre 1986

*II Historique des trois dernières années :*

	2000	2001	2002
<b>Budget (TTC)</b>	2 318 841 936	1 802 386 437	2 239 574 000
<b>Subventions (TTC)</b>	969 247 984	1 050 449 954	1 165 240 000
<b>Effectifs</b>	16 990	17 223	21 223 dont 3650 emplois financés par l'UNEDIC pour la mise en œuvre du PARE

*III Equilibre simplifié du budget de l'établissement pour 2002*

	Ressources (TTC)		Dépenses (TTC)
<b>Subventions</b>	1 171 960 000	<b>Personnel</b>	875 069 000
Dont subvention d'investissement	6 720 000		
<b>Ressources propres</b>	1 066 114 000	<b>Fonctionnement</b>	1 357 785 000
Prélèvement sur fonds de roulement	1 500 000	Dont sur subventions	
		<b>TVA</b>	
		<b>Investissement</b>	6 720 000
<b>Total</b>	2 239 574 000		2 239 574 000

*IV Description des emplois*

<b>Personnels</b>	<b>Effectifs 2001 (17 223)</b>	<b>Effectifs 2002 (21 223)</b>
<b>Effectifs grille statutaire</b>	<b>17 191</b>	<b>21 191</b>
Assistant de gestion	1 333	1 336
Conseiller adjoint	2 722	3 379
Conseiller	7 014	8 941
Conseiller principal	4 407	5 552
Administrateur de classe normale	1 268	1 492
Administrateur de 1 <sup>ère</sup> classe	389	433
Administrateur hors classe	58	58
<b>Effectifs hors grille statutaire</b>	<b>32</b>	<b>32</b>
Directeur général : hors échelle C/E	1	1
Chef de service : hors échelle Gr. B bis	4	4
Sous-directeur : 901/hors échelle B	13	13
Conseiller technique de direction : administrateur hors classe	8	8
Informaticien : hors échelle B	6	6

*V Présentation des crédits du chapitre 3661 article 10*

- ◆ § 10 Subvention : 1 156 215 000 €
- ◆ § 20 Versement à l'ANPE au titre des dépenses liées au dispositif RMI : 9 025 000 €

## article 20 Centre d'études de l'emploi

### I Textes institutifs

- ◆ Décret n° 86-399 du 12 mars 1986 portant organisation et fonctionnement du Centre d'études de l'emploi modifié par le décret n° 93-632 du 26 mars 1993

### II Historique des trois dernières années :

	2000	2001	2002
<b>Budget (HT)</b>	5 494 453	5 808 764	6 460 371
<b>Subventions (TTC)</b>	3 674 021	5 302 710	5 684 343
<b>Effectifs</b>	76	76	76

### III Equilibre simplifié du budget de l'établissement pour 2002

	Ressources (TTC)	Dépenses (HT)
<b>Subventions</b>	5 684 343	<b>Personnel</b> 4 500 698
		Dont rémunérations et indemnités (sur subventions) 3 232 689
		Dont cotisations sociales (sur subventions) 1 255 728
		Dont provisions titularisations 12 281
<b>Ressources propres</b>	776 028	<b>Fonctionnement</b> 900 949
Dont convention d'étude DARES		<b>Investissement</b>
		<b>TVA</b> 1 058 724
<b>Total</b>	6 460 371	6 460 371

### IV Description des emplois 2002

Personnels	Effectifs
Chercheurs (dont le directeur)	35
Ingénieurs et techniciens	28
Administratifs	13

## article 30 Centre d'études et de recherches sur les qualifications

### I Textes institutifs

- ◆ Décret n° 85-634 du 25 juin 1985 érigeant le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) en établissement public national à caractère administratif

### II Missions :

Le CEREQ est un établissement public qui dépend du Ministère de l'éducation nationale et du Ministère de l'emploi et de la solidarité. Pôle public d'expertise au service des acteurs de la formation et de l'emploi, le Cereq travaille pour ses deux ministères de tutelle, effectue des études également pour d'autres ministères (ceux de l'agriculture et de la jeunesse et des sports notamment), mène des actions en partenariat avec les collectivités territoriales ou avec des organismes étrangers, conduit aussi des études pour des entreprises, des branches professionnelles ou des organisations syndicales.

Auprès de ces différents partenaires, le Cereq concilie production de statistiques, recherches, études et accompagnement d'actions. Il formule des avis et des propositions destinés à éclairer les choix de politiques de formation à l'échelon régional, national ou international.

### II Historique des trois dernières années :

	2000	2001	2002
<b>Budget (HT)</b>	8 723 617	9 751 108	8 893 737
<b>Subventions (TTC)</b>	2 210 510	2 286 735	2 326 715
<b>Effectifs</b>	114	115	116

### III Equilibre simplifié du budget de l'établissement pour 2002 (Prévision de budget à valider par le conseil d'administration)

	Ressources (HT)		Dépenses (HT)	
<b>Subventions Emploi</b>	1 962 972	<b>Personnel</b>		6 232 033
Education nationale	5 833 628	Dont rémunérations et indemnités des personnels des centres associés (sur subventions)		343 087
CNASEA	17 332			
<b>Ressources propres</b>	851 131	<b>Fonctionnement</b>		2 661 704
(dont 10 670 € de taxe d'apprentissage)		Dont sur subventions répartis :		1 635 141
		Fonctionnement du centre		1 241 088
		Fonctionnement des centres associés		390 053
		<b>TVA</b> sur subvention (personnel, fonctionnement du centre et des centres associés)		1 541 966
Produits financiers	228 674			
<b>Total</b>	8 893 737			8 893 737

### IV Description des emplois

Personnels permanents	Effectifs (154)
Personnel titulaire	109
Personnel contractuel	8
Personnel des centres associés	24,5
Personnel mis à disposition	12,5

**article 50 Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)**

*I Textes institutifs*

- ◆ Loi du 27 décembre 1973
- ◆ Décret n° 74-318 du 22 avril 1974

*Missions* : Intervention en entreprise centrées sur les relations entre le travail et la santé, les nouvelles technologies, l'organisation du travail et le temps de travail, les évolutions du travail, et Diffusion des innovations en matière de transformation du travail et de son organisation

*II Historique des trois dernières années :*

	2000	2001	2002
<b>Budget (TTC)</b>	12 179 658	12 414 766	12 825 171
<b>Subventions (TTC)</b>	10 485 895	10 946 738	11 284 942
<b>Effectifs</b>	78	81	81

*III Equilibre simplifié du budget de l'établissement pour 2002*

	Ressources (TTC)	Dépenses (TTC)
<b>Subventions</b>	11 284 842	<b>Personnel</b> 4 409 870
		Dont rémunérations et indemnités (sur subventions) 3 298 823
		Dont cotisations sociales (sur subventions) 1 111 047
<b>Ressources propres</b>	1 540 229	<b>Fonctionnement</b> 2 952 561
		Subventions aux Aract 4 733 835
		<b>Investissement</b> 426 857
		<b>TVA</b> 301 948
<b>Total</b>	12 825 071	12 825 071

*IV Description des emplois*

Personnels	Effectifs
<b>Agents contractuels</b>	
Catégorie A	52
Catégorie B	20
Catégorie C	3
<b>Fonctionnaires détachés</b>	
Catégorie A	5
Catégorie B	1

**article 70 Autres organismes**

*I Groupement d'intérêt public pour le développement de l'assistance technique et de la coopération internationales dans les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle*

- ◆ Arrêté interministériel du 28 octobre 1997 approuvant la convention constitutive
- ◆ Budget ouvert en loi de finances initiale : 1 810 059 €

*II Agence nationale de lutte contre l'illettrisme*

- ◆ Arrêté interministériel du 17 octobre 2000 approuvant la convention constitutive en groupement d'intérêt public
- ◆ Budget ouvert en loi de finances initiale : 197 513 €

*III Groupement d'intérêt public Agence Socrates/Leonardo da Vinci*

- ◆ Arrêté interministériel du 21 août 2000 approuvant la convention constitutive en groupement d'intérêt public
- ◆ Budget prévu en loi de finances initiale : 243 918 €



## Chapitre 36-61

### Prévision de rattachement des fonds de concours

<b>Code du fonds de concours</b>		<b>Montants</b>
	<b>Article 10 - Subvention à l'agence nationale pour l'emploi</b>	<b>9.025.000</b>
36-1-6-766	Participation des collectivités locales au financement de la rémunération des agents mis à disposition du dispositif d'insertion du RMI.	9.025.000
36-1-4-927	Contribution du Fonds social européen au financement du plan national d'action pour l'emploi.	"
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>9.025.000</b>

## Chapitre 36-61

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>993.030.031</b>
Modifications des crédits		83.302.533
<i>dont reports</i>		4.500.082
<i>dont fonds de concours</i>		62.185.509
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.076.332.564</b>
Engagements à l'administration centrale	1.073.844.890	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paievements		1.073.844.890
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>2.487.674</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>1.072.491.566</b>
Modifications des crédits		24.561.455
<i>dont reports</i>		2.487.674
<i>dont fonds de concours</i>		4.830.388
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.097.053.021</b>
Engagements à l'administration centrale	1.095.499.582	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paievements		1.095.499.582
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>1.553.439</b>

## Chapitre 37-61 : Services déconcentrés. Moyens de fonctionnement

Articles		Crédits
11	Services déconcentrés. Dotation globale	71.531.255
12	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation antérieure au 1er janvier 2000	"
13	Services déconcentrés. Coordonnateurs emploi-formation et secrétariat	2.504.340
14	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006	"
15	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. Objectif 1 : régions en retard de développement (crédits à répartir)	"
16	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation , de formation et d'emploi (crédits à répartir)	"
17	Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. PIC EQUAL (crédits à répartir)	"
60	Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et autres formations	10.087.021
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>84.122.616</b>

**Chapitre 37-61**

**Présentation détaillée des crédits**

Compte	§		Crédits
		<b>Article 11 - Services déconcentrés. Dotation globale</b>	<b>71.531.255</b>
	§10	Déplacements	4.000.000
	§20	Mobilier, matériel et fournitures	7.000.000
	§30	Dépenses immobilières	24.000.000
	§40	Entretien et maintenance immobilières	6.000.000
	§50	Formation	800.000
	§60	Services et autres dépenses	12.000.000
	§70	Informatique et télématique	10.181.255
	§80	Communication et documentation	5.850.000
	§90	Véhicules	1.700.000
		<b>Article 12 - Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation antérieure au 1er janvier 2000</b>	<b>"</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>14.500.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>14.500.000</b>
62311	§11	Objectif 1. - Régions en retard de développement: subventions de fonctionnement	"
61888	§12	Objectif 1. - Régions en retard de développement: biens et services de consommation	"
62311	§21	Objectif 2. - Régions en déclin industriel: subvention de fonctionnement	"
61888	§22	Objectif 2. - Régions en déclin industriel: biens et services de consommation	"
62311	§31	Objectif 3. - Intégration des personnes exposées à l'exclusion du marché du travail: subventions de fonctionnement	"
61888	§32	Objectif 3. - Intégration des personnes exposées à l'exclusion du marché du travail: biens et services de consommation	"
62311	§41	Objectif 4. - Adaptation des travailleurs aux mutations industrielles: subventions de fonctionnement	"
61888	§42	Objectif 4. - Adaptation des travailleurs aux mutations industrielles: biens et services de consommation	"
62311	§51	Objectif 5b. - Développement des zones rurales: subventions de fonctionnement	"
61888	§52	Objectif 5b. - Développement des zones rurales: biens et services de consommation	"
	§60	Programmes d'initiative communautaire (P.I.C.)	
62311	§61	P.I.C. emploi: subventions de fonctionnement	"
61888	§62	P.I.C. emploi: biens et services de consommation	"
62311	§63	P.I.C. ADAPT: subventions de fonctionnement	"

## Chapitre 37-61

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
61888	§64	P.I.C. ADAPT: biens et services de consommation	"
62311	§65	P.I.C. régionaux: subventions de fonctionnement	"
61888	§66	P.I.C. régionaux: biens et services de consommation	"
62411	§81	Autres programmes: subventions de fonctionnement	"
61888	§82	Autres programmes: biens et services de consommation	"
62311	§91	LEONARDO: subventions de fonctionnement	"
61888	§92	LEONARDO: biens et services de consommation	"
<b>Article 13 - Services déconcentrés. Coordonnateurs emploi-formation et secrétariat</b>			<b>2.504.340</b>
<b>Article 14 - Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006</b>			"
<i>Rattachements de fonds de concours</i>			<i>23.502.000</i>
<b>Total :</b>			<b>23.502.000</b>
62311	§11	Objectif 1. - Régions en retard de développement: subventions de fonctionnement	"
61888	§12	Objectif 1. - Régions en retard de développement: biens et services de consommation	"
62311	§21	Objectif 2. - Reconversion économique et sociale des zones en difficulté structurelle : subvention de fonctionnement	"
61888	§22	Objectif 2. - Reconversion économique et sociale des zones en difficulté structurelle : biens et services de consommation	"
62311	§31	Objectif 3. - Soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi : subventions de fonctionnement	"
61888	§32	Objectif 3. - Soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi : biens et services de consommation	"
62311	§41	PIC Equal : subventions de fonctionnement	"
61888	§42	PIC Equal : biens et services de consommation	"
<b>Article 15 - Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. Objectif 1 : régions en retard de développement (crédits à répartir)</b>			"
62311	§10	Crédits à répartir	"
<b>Article 16 - Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation , de formation et d'emploi (crédits à répartir)</b>			"
62411	§10	Crédits à répartir	"

## Chapitre 37-61

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 17 - Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006. PIC EQUAL (crédits à répartir)</b>	"
62411	§10	Crédits à répartir	"
		<b>Article 60 - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et autres formations</b>	<b>10.087.021</b>
	§10	Matériel, mobilier et fournitures	455.000
	§20	Achats de services et autres dépenses	1.225.000
	§30	Locaux	1.485.935
	§40	Véhicules	47.000
	§50	Dépenses liées à la préparation de concours et d'examen	320.000
	§70	Dépenses liées à des activités d'enseignement	6.298.533
	§80	Dépenses d'action sociale	65.553
	§90	Informatique et télématique	190.000

## Chapitre 37-61

### Analyse des crédits

**Grille d'analyse** (consommation provisoire au 31 décembre 2001 - source ACCT)

Exécution	Services déconcentrés (y compris la région Centre)	I.N.T.E.F.P. (service opérationnel)	Total
Dépenses immobilières	29 088 336	1 003 544	30 091 880
- dont locations	20 108 742	408 729	20 517 471
- dont agencement	1 801 706	124 435	1 926 141
- dont entretien	2 024 833	239 473	2 264 306
- dont fluides	2 056 413	90 364	2 146 777
- dont nettoyage	3 050 316	264 979	3 315 295
- dont gardiennage	Nd	Nd	Nd
- dont impôts	46 326	0	46 326
Matériels, mobiliers, fournitures	6 393 971	457 859	6 851 830
Dépenses logistiques (1)	17 361 177	1 255 793	18 616 970
Dépenses liées à l'activité	6 302 574	6 185 920	12 488 494
Dépenses spécifiques (2)	571 057	0	571 057
<b>Total</b>	<b>59 717 115</b>	<b>8 903 116</b>	<b>68 620 231</b>
Effectifs logés	11 010	495	11 505
Surface en m <sup>2</sup> (SHON) **	233 322	12 620	245 942

(1) hors dépenses éventuelles d'informatique

(2) Intégration des crédits de communication et d'information des services déconcentrés suite à la suppression du chapitre 3497 article 30

\*\*1,4 m<sup>2</sup> Shon = 1m<sup>2</sup> utile

**Tableau d'information relatif au parc automobile constaté au 1<sup>er</sup> janvier 2002**

Désignation	Services déconcentrés	Services opérationnels	Total
<i>Véhicules de tourisme et assimilés :</i>			
- puissance fiscale inférieure ou égale à 4 CV	85	2	87
- puissance fiscale supérieure à 4 CV et inférieure ou égale à 7 CV	523	6	529
- puissance fiscale supérieure à 7 CV	2		2
<i>Autres véhicules immatriculés :</i>			
- véhicules utilitaires		1	1
- motocycles et cycles	10		10
- véhicules de transport en commun		2	2
- divers (engins spéciaux, etc.)		1	1

## Chapitre 37-61

### Prévision de rattachement des fonds de concours

Code du fonds de concours		Montants
	<b>Article 12 - Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation antérieure au 1er janvier 2000</b>	<b>14.500.000</b>
36-1-4-863	Contribution du fonds social européen et de l'Union européenne à l'assistance technique des organismes publics ou privés gestionnaires des fonds européens.	14.500.000
	<b>Article 14 - Concours du Fonds social européen. Assistance technique. Programmation 2000-2006</b>	<b>23.502.000</b>
36-1-4-863	Contribution du fonds social européen et de l'Union européenne à l'assistance technique des organismes publics ou privés gestionnaires des fonds européens.	23.502.000
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>38.002.000</b>



## Chapitre 37-61

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>65.934.200</b>
Modifications des crédits		55.924.732
<i>dont reports</i>		35.245.465
<i>dont fonds de concours</i>		24.566.717
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>121.858.932</b>
Engagements à l'administration centrale	5.570.692	////
Délégations de crédits	84.805.389	////
Paielements		79.345.367
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>42.513.565</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>64.253.355</b>
Modifications des crédits		54.353.468
<i>dont reports</i>		42.513.565
<i>dont fonds de concours</i>		12.512.031
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>118.606.823</b>
Engagements à l'administration centrale	7.924.840	////
Délégations de crédits	87.131.590	////
Paielements		73.657.701
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>44.949.122</b>

## Chapitre 37-62 : Elections prud'homales

Articles	Crédits
<b>10 Elections prud'homales</b>	<b>167.694</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>167.694</b>

Chapitre 37-62

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>167.694</b>
Modifications des crédits		47.248.668
<i>dont reports</i>		34.946.032
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>47.416.362</b>
Engagements à l'administration centrale	27.363.592	////
Déléguations de crédits	37.756	////
Paievements		3.218.936
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>44.197.426</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>167.694</b>
Modifications des crédits		69.656.411
<i>dont reports</i>		44.197.426
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>69.824.105</b>
Engagements à l'administration centrale	31.425.915	////
Déléguations de crédits	143.447	////
Paievements		8.824.932
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>60.999.173</b>

## Chapitre 37-63 : Dotation globalisée expérimentale de la région Centre

Articles	Crédits
10 Personnel. Rémunérations d'activité et charges sociales	12.050.115
20 Dotation globale de fonctionnement	2.834.026
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>14.884.141</b>

## Chapitre 37-63

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Personnel. Rémunérations d'activité et charges sociales</b>	<b>12.050.115</b>
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	<i>11.959.955</i>
		<i>Ajustements :</i>	<i>90.160</i>
		<i>Ajustement pour tenir compte de la situation réelle des personnels</i>	<i>90.160</i>
		<b>Article 11 - Rémunérations principales</b>	<b>8.251.833</b>
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	<i>8.161.673</i>
		<i>Ajustements :</i>	<i>90.160</i>
		<i>Ajustement pour tenir compte de la situation réelle des personnels</i>	<i>90.160</i>
6412	§11	Personnels titulaires. - Rémunérations principales	6.992.617
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	<i>6.902.143</i>
		<i>Ajustements</i>	<i>90.474</i>
		<b>Dépense annuelle correspondant aux 335 emplois détaillés en 3ème partie</b>	<b>6.902.143</b>
64132	§20	Personnels contractuels. - Rémunérations principales	990.982
		<i>Dépense annuelle théorique</i>	<i>991.296</i>
		<i>Ajustements</i>	<i>-314</i>
		<b>Dépense annuelle correspondant aux 34 emplois détaillés en 3ème partie</b>	<b>991.296</b>
64487	§40	Nouvelle bonification indiciaire	122.175
64282	§50	Personnels en congé de formation professionnelle	24.100
644118	§81	Indemnités résidentielles en métropole et D.O.M.	"
64432	§90	Supplément familial de traitement	121.959
		<b>Article 12 - Indemnités et allocations diverses</b>	<b>1.820.644</b>
64222	§11	Indemnités horaires pour travaux supplémentaires Décret n°2002-60 du 14 janvier 2002	"
64224	§12	Indemnités forfaitaires Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 et arrêté du même jour. Arrêté du 22 février 2002	49.835
64228	§13	Indemnités spéciales du personnel de l'Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre Corps de l'inspection médicale : décret n°90-282 du 28 mars 1990 et arrêté du 13 juin 1994	5.184
64224	§14	Indemnités pour travaux supplémentaires. - Personnel contractuel	39.512
64224	§15	Indemnités de fonction des directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et aux directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle Décret n°2000-1138 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour	120.593
642528	§17	Indemnité de technicité du personnel de l'Inspection médicale du travail et de la main d'oeuvre (IMTMO) Décret n°96-815 du 13 septembre 1996 et arrêté du même jour	7.196
642418	§18	Prime d'activité des fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle	317.023

## Chapitre 37-63

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		Corps de l'inspection du travail (décret n°99-787 du 13 septembre 1999 modifié par le décret n°2000-1141 du 24 novembre 2000 et arrêté du même jour)	
		Corps de l'inspection de la formation professionnelle (décret n°99-788 du 13 septembre 1999 modifié par le décret n°2000-1142 du 24 novembre 2000 et arrêté du 13 septembre 1999)	
642418	§19	Prime d'activité des fonctionnaires du corps des contrôleurs du travail Décret n°97-530 du 26 mai 1997 et arrêté du même jour	398.002
642318	§21	Indemnités pour responsabilité pécuniaire Décret n°92-681 du 20 juillet 1992 et arrêté du 28 mai 1993	"
642523	§22	Indemnités aux agents chargés du traitement de l'information Décret n°72-1012 du 7 novembre 1972 modifié et arrêté du 31 décembre 1999	43.586
642528	§23	Prime de technicité aux fonctionnaires des corps de l'inspection du travail et de la formation professionnelle	114.336
642528	§24	Prime de technicité aux fonctionnaires du corps des contrôleurs du travail Décret n°2001-479 du 30 mai 2001 et arrêté du même jour	135.375
642331	§30	Indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants Décret n°67-624 du 23 juillet 1967 modifié par le décret n°76-206 du 24 février 1976 et arrêté du 30 août 2001	"
642388	§51	Indemnités de sujétions spéciales aux personnels des corps d'assistants et conseillers techniques de service social Décret n°73-973 du 17 octobre 1973 modifié par le décret n°92-122 du 4 février 1992, modifié par le décret n°2001-1111 du 23 novembre 2001 et arrêté du 31 décembre 1999	3.211
642522	§52	Indemnités de langues étrangères	"
642381	§53	Indemnités journalières de sujétions spéciales aux inspecteurs et contrôleurs du travail placés en situation de renfort saisonnier Décret n°2001-193 du 27 février 2001 et arrêté du même jour	"
642888	§54	Indemnité de gestion aux corps des attachés d'administration centrale et des chargés d'études documentaires affectés dans les services déconcentrés Décret n°2002-83 du 17 janvier 2002 et arrêté du même jour	18.953
64414	§61	Prime spéciale d'installation Décret n°89-259 du 24 avril 1989 modifié par les décrets n°92-97 du 24 janvier 1992 et n°98-1151 du 10 décembre 1998	"
644158	§62	Indemnités d'éloignement Décret n°53-1266 du 22 décembre 1953	"
644188	§63	Autres indemnités résidentielles	9.909
64285	§78	Indemnité d'administration et de technicité Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et arrêté du même jour Arrêté du 22 février 2002	544.783
642887	§79	Indemnité exceptionnelle (Décret n° 97-215 du 10 mars 1997 modifié)	13.146

## Chapitre 37-63

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
64486	§80	Indemnité exceptionnelle pour cessation progressive d'activité Ordonnance n°82-297 du 31 mars 1982	"
<b>Article 13 - Autres rémunérations</b>			<b>372.973</b>
64133	§20	Rémunération des personnels de secrétariat des coordonnateurs emploi-formation : contractuels à temps complet rémunérés sur crédits	87.293
64162	§33	Rémunération des apprentis	1.220
64162	§61	Agents contractuels à temps incomplet	115.861
64133	§62	Contractuels rémunérés sur crédits répondant à un besoin occasionnel	16.769
64483	§71	Allocations pour perte d'emploi	2.439
64133	§72	Contractuels rémunérés sur crédits répondant à un besoin saisonnier	31.853
64272	§76	Vacations. - Médecins de la première section de la C.O.T.O.R.E.P.	116.623
64272	§77	Vacations. - Membres non fonctionnaires des C.O.T.O.R.E.P. et fonctionnement des conseils, commissions et groupes de travail régionaux et départementaux	915
<b>Article 14 - Cotisations sociales - Part de l'Etat</b>			<b>1.171.807</b>
64618	§10	Sécurité sociale - Agents titulaires et ouvriers de l'Etat	691.367
64621	§21	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance maladie sur la totalité du salaire	117.181
646221	§23	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur le salaire plafonné	58.590
646222	§24	Agents permanents non titulaires. - Cotisation d'assurance vieillesse sur la totalité du salaire	11.718
64632	§32	Sécurité sociale. - Ensemble des risques. - Agents non titulaires employés à temps incomplet ou de manière occasionnelle	140.617
64633	§40	Sécurité sociale des personnels militaires	"
64658	§50	Cotisation aux régimes de retraites complémentaires et organismes de prévoyance collective	70.308
65115	§60	Taxe pour les transports	82.026
63332	§70	Cotisation patronale versée au F.N.A.L. au titre des personnels non titulaires	"
64655	§90	Affiliation rétroactive aux assurances sociales	"
<b>Article 15 - Prestations sociales versées par l'Etat</b>			<b>249.919</b>
64428	§10	Prise en charge des trajets domicile-travail	"
647115	§21	Allocation d'adoption	"
647111	§22	Allocation pour jeune enfant	"
647117	§23	Allocation d'éducation spéciale	4.998
647116	§24	Complément familial	4.998

## Chapitre 37-63

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
647113	§25	Allocations familiales	67.478
647114	§26	Allocation de parent isolé	"
647112	§27	Allocation parentale d'éducation	7.498
647119	§28	Allocation de rentrée scolaire	7.498
647118	§29	Allocation de soutien familial	7.498
647213	§31	Congés de longue durée	54.982
64724	§32	Allocation d'invalidité temporaire	"
64726	§33	Capital-décès	"
64728	§39	Autres risques maladie	"
64738	§40	Accidents de service	"
64748	§50	Accidents du travail	"
64276	§60	Contrôles médicaux obligatoires	2.499
64713	§71	Allocation de présence parentale	"
64712	§75	Congés de naissance ou d'adoption	"
6475	§79	Autres prestations familiales indexées sur le point fonction publique	"
647881	§81	Autres prestations sociales indexées sur le point fonction publique	"
647882	§82	Autres prestations sociales non indexées sur le point fonction publique	"
64783	§91	Revenu de remplacement du congé de fin d'activité	92.470
		<b>Article 16 - Autres dépenses d'action sociale</b>	<b>182.939</b>
	§10	Services médico-sociaux	15.500
	§20	Aide aux parents	40.439
	§50	Restauration	79.000
6484	§71	Actions en faveur des agents handicapés	2.500
6152	§74	Information et actions de sensibilisation	1.200
6488	§76	Autres actions à caractère social	300
	§80	Subventions aux associations et organismes	44.000
		<b>Article 20 - Dotation globale de fonctionnement</b>	<b>2.834.026</b>



## Chapitre 37-63

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique (valeur du point d'indice majoré : 52,0638 €)

§		<b>Dépense annuelle théorique</b>
---	--	-----------------------------------

#### Article 11 - Rémunérations principales

#### § 11 Personnels titulaires. - Rémunérations principales

		<b>335 emplois :</b>			<b>6.902.143</b>
Effectifs	Désignation	Indices			
		Bruts ou échelles-lettres	Majorés ou échelles-lettres	Majorés moyens	
1	Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B	782-Gr.B		46.636
6	Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.A	671-Gr.A		248.658
	<i>47 Corps de l'inspection du travail</i>				<i>1.444.303</i>
2	Directeurs du travail	801-Gr.A	657-Gr.A		82.157
14	Directeurs adjoints du travail	650-966	542-782	662	482.528
31	Inspecteurs du travail	450-852	394-695	545	879.618
	<i>3 Corps de l'inspection de la formation professionnelle</i>				<i>77.315</i>
3	Inspecteurs de la formation professionnelle	379-780	348-641	495	77.315
	<i>111 Corps des contrôleurs du travail</i>				<i>2.290.600</i>
20	Contrôleurs du travail de classe exceptionnelle	425-612	376-513	445	463.368
20	Contrôleurs du travail de classe supérieure	384-579	351-488	420	437.336
71	Contrôleurs du travail de classe normale	298-544	290-462	376	1.389.896
	<i>1 Personnel technique</i>				<i>25.772</i>
1	Chargé d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	379-780	348-641	495	25.772
	<i>164 Personnel administratif d'exécution</i>				<i>2.732.622</i>
27	Adjoints administratifs principaux de 1ère classe des services déconcentrés (NEI)	396-449	359-393	376	528.552
42	Adjoints administratifs principaux de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 5)	267-427	271-378	325	710.671
50	Adjoints administratifs des services déconcentrés (échelle 4)	259-382	266-351	309	804.386
7	Agents administratifs de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	300	109.334
38	Agents administratifs de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	293	579.679
	<i>1 Personnel de service</i>				<i>15.255</i>
1	Agent des services techniques de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	293	15.255
	<i>1 Personnel social</i>				<i>20.982</i>
1	Assistant de service social	322-593	307-499	403	20.982
<b>Total : 335</b>				<b>Total :</b>	<b>6.902.143</b>

#### § 20 Personnels contractuels. - Rémunérations principales

## Chapitre 37-63

### Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique (valeur du point d'indice majoré : 52,0638 €)

§					<b>Dépense annuelle théorique</b>
<b>34 emplois :</b>					<b>991.296</b>
Effectifs	Désignation	Indices			
		Bruts ou échelles- lettres	Majorés ou échelles- lettres	Majorés moyens	
2	<i>Personnel contractuel de l'inspection médicale du travail et de la main d'oeuvre</i>				61.436
2	Médecins de catégorie normale	523-901	447-733	590	61.436
32	<i>Personnel administratif contractuel</i>				929.860
20	Agents contractuels de 1ère catégorie	471-966	410-782	596	620.601
12	Agents contractuels de 2ème catégorie	379-780	348-641	495	309.259
<b>Total : 34</b>				<b>Total :</b>	<b>991.296</b>

**Chapitre 37-63**

**Eléments d'information sur l'exécution**

**Exercices 2000 et 2001**

**Sans objet**

## Chapitre 37-91 : Frais de justice et de réparations civiles

Articles	Crédits
<b>10</b> <b>Mise en jeu de la responsabilité de l'Etat</b>	<b>762.245</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>762.245</b>

## Chapitre 37-91

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Mise en jeu de la responsabilité de l'Etat</b>	<b>762.245</b>
6183	§11	Honoraires et frais de justice	76.224
63831	§12	Réparations civiles	426.858
63831	§13	Réparations des accidents causés par des véhicules appartenant à l'administration	45.735
64744	§14	Rentes accidents du travail	213.428

## Chapitre 37-91

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>762.245</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>762.245</b>
Engagements à l'administration centrale	713.995	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paiements		544.509
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>217.736</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>762.245</b>
Modifications des crédits		152.449
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>914.694</b>
Engagements à l'administration centrale	904.023	////
Déléguations de crédits	10.671	////
Paiements		703.340
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>211.354</b>

## **Chapitre 43-06 : Dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage**

<b>Articles</b>	<b>Crédits</b>	
<b>10</b>	<b>Application de la loi de décentralisation du 7 janvier 1983</b>	<b>532.859.730</b>
<b>20</b>	<b>Application de la loi du 23 juillet 1987 portant rénovation de l'apprentissage</b>	<b>17.708.536</b>
<b>40</b>	<b>Application de la loi du 1er décembre 1988 relative aux compétences de la collectivité territoriale de Mayotte en matière de formation professionnelle et d'apprentissage</b>	<b>224.349</b>
<b>50</b>	<b>Application de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle: actions qualifiantes</b>	<b>305.567.023</b>
<b>60</b>	<b>Enveloppe de rééquilibrage au titre de l'aménagement du territoire</b>	<b>9.201.100</b>
<b>70</b>	<b>Actions décentralisées en faveur des jeunes (fonctionnement)</b>	<b>223.900.486</b>
<b>80</b>	<b>Actions décentralisées en faveur des jeunes (rémunérations)</b>	<b>213.391.530</b>
<b>90</b>	<b>Frais de gestion du CNASEA</b>	<b>4.378.248</b>
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>1.307.231.002</b>

## Chapitre 43-06

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Application de la loi de décentralisation du 7 janvier 1983</b>	<b>532.859.730</b>
62311	§10	Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue	532.859.730
		<b>Article 20 - Application de la loi du 23 juillet 1987 portant rénovation de l'apprentissage</b>	<b>17.708.536</b>
62311	§10	Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue	17.708.536
		<b>Article 40 - Application de la loi du 1er décembre 1988 relative aux compétences de la collectivité territoriale de Mayotte en matière de formation professionnelle et d'apprentissage</b>	<b>224.349</b>
62351	§15	Subventions aux collectivités territoriales des Territoires d'outre-mer et autres territoires à statut spécial	224.349
		<b>Article 50 - Application de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle: actions qualifiantes</b>	<b>305.567.023</b>
62311	§10	Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue	305.567.023
		<b>Article 60 - Enveloppe de rééquilibrage au titre de l'aménagement du territoire</b>	<b>9.201.100</b>
62311	§10	Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue	9.201.100
		<b>Article 70 - Actions décentralisées en faveur des jeunes (fonctionnement)</b>	<b>223.900.486</b>
62311	§10	Actions de formation alternée (mobilisation et pré-qualification)	223.900.486
		<b>Article 80 - Actions décentralisées en faveur des jeunes (rémunérations)</b>	<b>213.391.530</b>
63215	§11	Rémunérations des stagiaires	213.391.530
		<b>Article 90 - Frais de gestion du CNASEA</b>	<b>4.378.248</b>
61888	§10	Versements au CNASEA	4.378.248



**Chapitre 43-06**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

**Dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage**

Dispositifs résultant de textes	Texte de référence	Article	Exécution n-2 (2000)	Indicateurs d'activité
Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue	Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat	10	494,68 M€	nd
Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue	Loi n° 83-572 du 23 juillet 1987 portant rénovation de l'apprentissage	20	16,45 M€	nd
Formation professionnelle et apprentissage Mayotte	Loi n°88-1089 du 1 <sup>er</sup> décembre 1988 relative aux compétences de la collectivité territoriale de Mayotte en matière de formation professionnelle et d'apprentissage.	40	0,21M€	nd
Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue	Loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle : article 50	50	283,90 M€	nd
Enveloppe de rééquilibrage au titre de l'aménagement du territoire	Circulaire DGEFP n° 98/03 du 8/01/98	60	8,55 M€	nd
Actions décentralisées en faveur des jeunes - fonctionnement	Loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle : article 50	70	208,02 M€	nd
Actions décentralisées en faveur des jeunes - rémunérations		80	198,26 M€	nd
Frais de gestion du CNASEA	Le Centre national d'aménagement des structures et des exploitations agricoles (CNASEA) assure pour le compte de l'Etat le paiement de la rémunération due aux bénéficiaires, principalement pour les stagiaires de la formation professionnelle.	90	4,07 M€	nd

## Chapitre 43-06

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>1.214.144.291</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.214.144.291</b>
Engagements à l'administration centrale	1.214.144.291	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		1.214.144.291
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>1.255.947.936</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.255.947.936</b>
Engagements à l'administration centrale	1.255.947.936	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		1.255.947.936
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

## Chapitre 43-70 : Financement de la formation professionnelle

Articles	Crédits	
11	Formation en alternance. Primes des contrats d'apprentissage	786.030.000
12	Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats d'apprentissage	824.750.000
21	Formation en alternance. Primes des contrats de qualification	"
22	Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats de qualification	423.700.000
31	Formation en alternance. Primes des contrats de qualification en faveur des adultes	2.900.000
32	Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats de qualification en faveur des adultes	31.710.000
41	Dépenses de fonctionnement des organismes. Subventions à divers organismes (FFPPS)	2.943.000
42	Dépenses de fonctionnement des organismes. Subvention au Centre INFFO	4.965.000
43	Validation des acquis de l'expérience	3.616.100
51	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Politique contractuelle (FFPPS)	41.543.000
52	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Ingénieurs (FFPPS)	10.574.000
53	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Catégoriels (FFPPS)	17.422.000
54	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. International, communautaire et FORE et formation aux technologies de l'information et de la communication (FFPPS)	5.787.000
55	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Organisations syndicales (FFPPS)	11.030.000
56	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions hors champ de la décentralisation de 1993. CIBC (FFPPS)	"
57	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions hors champ de la décentralisation de 1993. APP (FFPPS)	16.163.000
58	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions en faveur des jeunes à la charge de l'Etat (FFPPS)	4.232.000
59	Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Contrats de plan Etat-régions (FFPPS)	53.510.000
61	Dépenses de rémunération des actions de formation. Programme national de formation professionnelle (FFPPS)	154.041.000
62	Dépenses de rémunération des actions de formation. Actions en faveur des jeunes à la charge de l'Etat (FFPPS)	1.774.000
63	Dépenses de rémunération des actions de formation. Stagiaires AFPA	151.940.000

	<b>Articles</b>	<b>Crédits</b>
<b>70</b>	<b>Dépenses de rémunération des actions de formation. Versement à l'UNEDIC au titre de l'allocation formation reclassement et de l'allocation de fin de formation</b>	<b>38.110.000</b>
<b>80</b>	<b>Frais de gestion du CNASEA</b>	<b>32.280.000</b>
<b>90</b>	<b>Actions expérimentales</b>	<b>"</b>
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>2.619.020.100</b>

## Chapitre 43-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 11 - Formation en alternance. Primes des contrats d'apprentissage</b>	<b>786.030.000</b>
63214	§11	Aide à l'embauche d'apprentis (secteur privé)	116.840.000
63214	§12	Aide à l'embauche d'apprentis (secteur public non industriel et commercial)	1.180.000
63214	§13	Indemnité de soutien à l'effort de formation d'apprentis	668.010.000
		<b>Article 12 - Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats d'apprentissage</b>	<b>824.750.000</b>
62431	§10	Mesures en faveur des apprentis	824.750.000
		<b>Article 21 - Formation en alternance. Primes des contrats de qualification</b>	<b>"</b>
632225	§10	Prime à l'embauche des jeunes en contrat de qualification	<b>"</b>
		<b>Article 22 - Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats de qualification</b>	<b>423.700.000</b>
62431	§10	Mesures en faveur des jeunes	423.700.000
		<b>Article 31 - Formation en alternance. Primes des contrats de qualification en faveur des adultes</b>	<b>2.900.000</b>
632225	§10	Primes de contrat de qualification en faveur des adultes - aide à l'embauche	2.900.000
		<b>Article 32 - Formation en alternance. Exonération des cotisations sociales des contrats de qualification en faveur des adultes</b>	<b>31.710.000</b>
62431	§10	Contrat de qualification adultes	31.710.000
		<b>Article 41 - Dépenses de fonctionnement des organismes. Subventions à divers organismes (FFPPS)</b>	<b>2.943.000</b>
62411	§10	Institut national de formation et d'application - France International (INFA-FI)	2.943.000
62411	§20	Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE)	<b>"</b>
62411	§30	Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (AFIJ)	<b>"</b>
		<b>Article 42 - Dépenses de fonctionnement des organismes. Subvention au Centre INFFO</b>	<b>4.965.000</b>
62411	§10	Centre d'information sur la formation permanente (I.N.F.F.O.)	4.965.000

## Chapitre 43-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 43 - Validation des acquis de l'expérience</b>	<b>3.616.100</b>
63214	§10	Validation des acquis de l'expérience	3.616.100
		<b>Article 51 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Politique contractuelle (FFPPS)</b>	<b>41.543.000</b>
62541	§10	Engagements de développement de la formation (EDDF)	41.296.000
6141	§20	Contrats d'études prospectives (CEP)	207.000
62541	§30	Autres dépenses	40.000
62541	§40	Contrats de plan Etat-régions : subventions (solde de paiement)	"
		<b>Article 52 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Ingénieurs (FFPPS)</b>	<b>10.574.000</b>
632281	§10	Centre d'études supérieures industrielles (C.E.S.I.)	3.660.000
632224	§20	Nouvelles filières d'ingénieurs (N.F.I.)	4.474.000
63214	§30	Programmes ingénieurs et cadres supérieurs (P.I.C.S.)	2.440.000
		<b>Article 53 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Catégoriels (FFPPS)</b>	<b>17.422.000</b>
63214	§10	Détenus	6.350.000
6358	§20	Réfugiés	"
63214	§30	Illettrés	11.072.000
63214	§50	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 54 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. International, communautaire et FORE et formation aux technologies de l'information et de la communication (FFPPS)</b>	<b>5.787.000</b>
632241	§10	Communautaire	760.000
63214	§20	International	2.900.000
632241	§30	Formation ouverte et ressources éducatives (FORE)	2.127.000
		<b>Article 55 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Organisations syndicales (FFPPS)</b>	<b>11.030.000</b>
61828	§10	Organisations syndicales	11.030.000
		<b>Article 56 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions hors champ de la décentralisation de 1993. CIBC (FFPPS)</b>	<b>"</b>
6141	§10	Bilans	"

## Chapitre 43-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
632231	§20	Accompagnement	"
		<b>Article 57 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions hors champ de la décentralisation de 1993. APP (FFPPS)</b>	<b>16.163.000</b>
632241	§10	Ateliers pédagogiques personnalisés (APP)	16.163.000
		<b>Article 58 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions en faveur des jeunes à la charge de l'Etat (FFPPS)</b>	<b>4.232.000</b>
62351	§15	Subventions aux collectivités territoriales des Territoires d'outre-mer et autres territoires à statut spécial	4.232.000
		<b>Article 59 - Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Contrats de plan Etat-régions (FFPPS)</b>	<b>53.510.000</b>
63214	§10	Formation professionnelle continue	47.770.000
63214	§20	Apprentissage	2.700.000
63214	§31	Politique contractuelle	1.390.000
63214	§32	Financement d'actions de formation spécifiques dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme	1.270.000
63214	§33	Fonctionnement des ateliers pédagogiques personnalisés	380.000
		<b>Article 61 - Dépenses de rémunération des actions de formation. Programme national de formation professionnelle (FFPPS)</b>	<b>154.041.000</b>
632224	§10	Versements au CNASEA	154.041.000
		<b>Article 62 - Dépenses de rémunération des actions de formation. Actions en faveur des jeunes à la charge de l'Etat (FFPPS)</b>	<b>1.774.000</b>
632224	§10	Crédit de formation individualisé : mobilité (CFI) - versements au CNASEA	"
63215	§20	Mayotte	1.774.000
		<b>Article 63 - Dépenses de rémunération des actions de formation. Stagiaires AFPA</b>	<b>151.940.000</b>
632224	§10	Rémunération des stagiaires	151.850.000
632241	§20	Rémunérations et cotisations sociales. Saint-Pierre-et- Miquelon	90.000
		<b>Article 70 - Dépenses de rémunération des actions de formation. Versement à l'UNEDIC au titre de l'allocation formation reclassement et de l'allocation de fin de formation</b>	<b>38.110.000</b>
632213	§10	Versements à l'UNEDIC au titre de l'AFR	15.240.000

## Chapitre 43-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
632213	§20	Versements à l'UNEDIC au titre de l'AFF	22.870.000
		<b>Article 80 - Frais de gestion du CNASEA</b>	<b>32.280.000</b>
61888	§10	Versements au CNASEA	32.280.000
		<b>Article 90 - Actions expérimentales</b>	"
63214	§10	Actions expérimentales	"



**Chapitre 43-70**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

**Financement de la formation professionnelle**

Dispositifs résultant de textes	Texte de référence	Article	Exécution n-2 (2000)	Indicateurs d'activité
Primes apprentissage	Titre 1 <sup>er</sup> du Livre I du Code du travail <u>Indemnités compensatrice forfaitaires</u> : Article L 118-7 du Code du travail. Décret 98-1310 du 31 décembre 98. Article 119 de la LFI 2001 n°2000-1352 du 30/12/00	11	745,70 M€	Entrées : 232 800
Exonérations apprentissage	Articles L 118-5 et 6 du Code du travail	12	800,84 M€	
Primes des contrats de qualification jeunes	Articles L 122-1 et suivants, L 981-1 et suivants. <u>Aides forfaitaires</u> : décret 2000-1323 du 26 décembre 2000 abrogeant le décret 98-909 du 12 octobre 1998.	21	42,79 M€	Entrées : 131 600
Exonérations qualification jeunes	Article L 981-4 du Code du travail	22	366,96 M€ (y compris les dépenses au titre des contrats de qualification adultes)	
Primes des contrats de qualification adultes	Article 25 de la loi 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions : expérimentation de l'élargissement du contrat de qualification aux adultes Le décret 98-1036 du 18 novembre 1998 Circulaire DGEFP 99/37 du 30/11/99 Circulaire DGEFP 2000/11 du 29/3/00	31	4,46 M€	Entrées : 6 677
Exonérations qualification adultes	Article 121 de la loi de finances pour 2001 n° 2000-1352 du 30/12/2000 (prolongation de l'expérimentation) Article 143 de la loi de finance n°2001-1275 du 28/12/01 pérennisant le dispositif et modifiant l'aide accordée par l'Etat	32	-	
Subventions à l'INFA-FI et au FNEGE		41	3,56 M€	nd
Subvention au centre INFFO		42	4,28 M€	nd
Politique contractuelle	Circulaire DGEFP 99-23 du 4 mai 1999 Circulaire DGEFP 99-28 du 5 juillet 1999	51	46,95 M€	183 282 salariés
Ingénieurs	Circulaire DGEFP 97-16 du 30/5/97	52	13,31 M€	
Catégoriels	Livre IX du Code du travail Programme IRILL : circulaire DGEFP 97-1 du 6/1/97 - circulaires DGEFP 99-15 et 99-16 du 16/3/99 et 18/3/99	53	20,5 M€ 8,70 M€ 2,36 M€ 8,87 M€	Effectifs en formation : Détenus : 7 635 Réfugiés : 1 243 Illettrés : 18 704
International, communautaire et FORE	Circulaire DGEFP 2001-22 du 20/07/01 relative aux formations ouverte et/ou à distance « FOAD »	54	2,85 M€	nd
Organisations syndicales	Circulaire secrétariat général à la formation professionnelle n°94 du 14/1/75 fixant les règles particulières concernant les conventions d'aide à la formation des syndicalistes participant à différentes instances de la formation professionnelle	55	11,13 M€	26 285 militants formés
CIBC		56	2,97 M€	nd
APP	Circulaire DGEFP 99/37 du 30/11/99	57	19,75 M€	65 600 personnes formées
Jeunes à la charge de l'Etat fonctionnement Mayotte Corse		58	3,56 M€	nd

Contrats de plan Etat-Régions	Circulaire n ° 11 317 du Premier ministre du 31 juillet 1998 Circulaire du ministère de l'intérieur, du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement et du secrétariat d'Etat au budget du 14 décembre 2000 Circulaire DGEFP n° 2000-32 du 22/12/2000	59	44,91 M€	nd
Rémunérations du PNFP	L 961-1 à L961-7 du CT – R 961-5 à R 961-15 du CT – D. 88-368 du 15 avril 1988	61	143,27 M€	Entrées :42 186
Jeunes à la charge de l'Etat rémunération Mayotte Corse		62	1,81 M€	nd
Stagiaires AFPA rémunérations	L 961-1 à L961-7 du CT – R 961-5 à R 961-15 du CT – D. 88-368 du 15 avril 1988 - Circulaire DE/DFP du 12 septembre 1991	63	137,30 M€	Entrées : 62 253
AFR  AFF	Convention Etat-UNEDIC du 26/6/90 et avenant n° 5 du 1 <sup>er</sup> juillet 1998 La convention d'assurance chômage du 01/01/01 (article 10 § 2-3 ) prévoit la suppression de l'AFR à partir du 01/07/01 . L'article 3 de la loi 01-624 du 17/07/01 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel. Decret n°01-1158 du 06/12/01 pris pour l'application de l'article L.351-10-2 du code du travail et relatif à l'allocation de fin de formation (AFF).	70	354,13 ME	Entrées : 208 800
Frais de gestion du CNASEA	Convention Etat-CNASEA du 28 janvier 1992	80	32 ,87 M€	nd
Actions expérimentales		90	0,73 M€	nd

**article 41 Dépenses de fonctionnement des organismes. Subventions à divers organismes (FFPPS)**

- § 20 Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE)  
F.F.P.S.: Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale

**article 56 Dépenses de fonctionnement des actions de formation. Actions hors champ de la décentralisation de 1993. CIBC (FFPPS)**

- § 20 Accompagnement  
C.I.B.C.: centres interinstitutionnels de bilan de compétences

Chapitre 43-70

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et délégués (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>2.771.106.185</b>
Modifications des crédits		175.641.711
<i>dont reports</i>		163.636.691
<i>dont fonds de concours</i>		12.074.384
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>2.946.747.896</b>
Engagements à l'administration centrale	2.671.488.935	////
Délégués de crédits	167.432.326	////
Paievements		2.804.185.549
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>142.562.347</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégués (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>2.828.138.125</b>
Modifications des crédits		162.394.286
<i>dont reports</i>		142.562.348
<i>dont fonds de concours</i>		25.000
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>2.990.532.411</b>
Engagements à l'administration centrale	2.702.960.792	////
Délégués de crédits	157.223.263	////
Paievements		2.809.578.031
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>180.954.380</b>

## Chapitre 43-71 : Formation professionnelle des adultes

Articles	Crédits
<b>10</b> Subvention à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)	<b>702.418.000</b>
<b>20</b> Subvention à divers organismes	<b>6.480.800</b>
<b>30</b> Association pour la formation professionnelle des adultes. Contrats de plan Etat-régions. Programmation 2000-2006	<b>1.610.000</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>710.508.800</b>

## Chapitre 43-71

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Subvention à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)</b>	<b>702.418.000</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>27.440.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>729.858.000</b>
62421	§22	Subventions aux organismes à financement public prédominant (y compris CEA, AFPA, GIP et fondations)	702.418.000
		<b>Article 20 - Subvention à divers organismes</b>	<b>6.480.800</b>
62421	§10	Subventions aux organismes gestionnaires des centres collectifs	1.480.800
62421	§30	Subventions aux organismes de formation professionnelle associés	"
62421	§40	Subventions à des organismes privés non lucratifs réalisant des actions de promotion sociale	5.000.000
		<b>Article 30 - Association pour la formation professionnelle des adultes. Contrats de plan Etat-régions. Programmation 2000-2006</b>	<b>1.610.000</b>
632241	§10	Subventions	1.610.000

**Chapitre 43-71**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Formation professionnelle des adultes**

<b>Dispositifs résultant de textes</b>	<b>Texte de référence</b>	<b>Article</b>	<b>Exécution n-2 (2000)</b>	<b>Indicateurs d'activité</b>
Subvention à l'AFPA	Décret 49-39 du 11 janvier 1949 relatif à la formation professionnelle accélérée Décret du 3 novembre 1967	10	682,08 M€	60 900 000 d'heures de formation dispensées
Subventions à divers organismes	Décret 46-2511 du 9 novembre 1946 relatif aux centres de formation professionnelle	20	6,34 M€	
Contrats de plan Etat-Régions-AFPA	Décret 46-2511 du 9 novembre 1946 relatif aux centres de formation professionnelle	30	0,37 M€	

## Chapitre 43-71

### Prévision de rattachement des fonds de concours

<b>Code du fonds de concours</b>		<b>Montants</b>
	<b>Article 10 - Subvention à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)</b>	<b>27.440.000</b>
36-1-4-637	Contribution du F.S.E au financement d'actions de formation menées par l'association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.).	27.440.000
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>27.440.000</b>

Chapitre 43-71

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>667.472.106</b>
Modifications des crédits		24.239.677
<i>dont reports</i>		440.578
<i>dont fonds de concours</i>		17.068.476
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>691.711.783</b>
Engagements à l'administration centrale	689.178.293	////
Délégations de crédits	365.878	////
Paievements		688.794.190
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>2.917.593</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>697.080.754</b>
Modifications des crédits		-4.133.083
<i>dont reports</i>		2.900.892
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>692.947.671</b>
Engagements à l'administration centrale	688.793.929	////
Délégations de crédits	640.285	////
Paievements		688.837.438
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>4.110.233</b>



## Chapitre 43-72 : Fonds social européen (F.S.E.)

Articles		Crédits
10	Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions nationales antérieures au 1er janvier 2000	"
20	Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions déconcentrées antérieures au 1er janvier 2000	"
30	Concours au titre du programme LEONARDO. Actions nationales	"
41	Concours du F.S.E. Objectif 1 : régions en retard de développement. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)	"
42	Concours du F.S.E. Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)	"
43	Concours du F.S.E. PIC EQUAL. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)	"
50	Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions nationales	"
60	Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions déconcentrées	"
	<b>Total pour le chapitre</b>	"

Chapitre 43-72

Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions nationales antérieures au 1er janvier 2000</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	26.760.000
		<b>Total :</b>	<b>26.760.000</b>
62421	§30	Objectif 3. - Intégration des personnes exposées à l'exclusion du marché du travail: subventions	"
62421	§40	Objectif 4. - Adaptation des travailleurs aux mutations industrielles: subventions	"
	§60	Programmes d'initiative communautaire (P.I.C.)	
62421	§61	P.I.C. emploi: subventions	"
62421	§63	P.I.C. ADAPT: subventions	"
62421	§70	Actions antérieures au 1er janvier 1994. Subventions	"
62421	§80	Autres programmes: subventions	"
		<b>Article 20 - Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions déconcentrées antérieures au 1er janvier 2000</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	260.425.000
		<b>Total :</b>	<b>260.425.000</b>
62541	§10	Objectif 1. - Régions en retard de développement: subventions	"
62541	§20	Objectif 2. - Régions en déclin industriel: subventions	"
62541	§30	Objectif 3. - Intégration des personnes exposées à l'exclusion du marché du travail: subventions	"
62541	§40	Objectif 4. - Adaptation des travailleurs aux mutations industrielles: subventions	"
62541	§50	Objectif 5b. - Développement des zones rurales: subventions	"
	§60	Programmes d'initiative communautaire (P.I.C.)	
62541	§61	P.I.C. emploi: subventions	"
62541	§63	P.I.C. ADAPT: subventions	"
62541	§65	P.I.C. régionaux: subventions	"
62541	§70	Actions antérieures au 1er janvier 1994. Subventions	"
62541	§80	Autres programmes: subventions	"
		<b>Article 30 - Concours au titre du programme LEONARDO. Actions nationales</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	2.815.000
		<b>Total :</b>	<b>2.815.000</b>
62421	§22	Subventions aux organismes à financement public prédominant (y compris CEA, AFPA, GIP et fondations)	"

## Chapitre 43-72

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 41 - Concours du F.S.E. Objectif 1 : régions en retard de développement. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>14.037.450</i>
		<b>Total :</b>	<b>14.037.450</b>
§10		Crédits à répartir	"
		<b>Article 42 - Concours du F.S.E. Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>126.314.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>126.314.000</b>
§10		Crédits à répartir	"
		<b>Article 43 - Concours du F.S.E. PIC EQUAL. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)</b>	"
§10		Crédits à répartir	"
		<b>Article 50 - Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions nationales</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>16.484.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>16.484.000</b>
62541	§31	Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi . Subventions	"
62541	§41	PIC EQUAL . Subventions	"
		<b>Article 60 - Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions déconcentrées</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>487.585.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>487.585.000</b>
62311	§12	Objectif 1 : régions en retard de développement . Subventions	"
62311	§22	Objectif 2 : reconversion économique et sociale des zones en difficulté structurelle . Subventions	"
62311	§32	Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi . Subventions	"
62623	§42	PIC EQUAL . Subventions aux entreprises d'assurance	"

**Prévision de rattachement des fonds de concours**

<b>Code du fonds de concours</b>		<b>Montants</b>
	<b>Article 10 - Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions nationales antérieures au 1er janvier 2000</b>	<b>26.760.000</b>
36-1-4-087	Concours du F.S.E à divers programmes en cofinancement.	26.760.000
	<b>Article 20 - Concours du F.S.E. aux organismes privés et publics agissant sur leur ressources propres. Actions déconcentrées antérieures au 1er janvier 2000</b>	<b>260.425.000</b>
36-1-4-087	Concours du F.S.E à divers programmes en cofinancement.	260.425.000
	<b>Article 30 - Concours au titre du programme LEONARDO. Actions nationales</b>	<b>2.815.000</b>
36-1-4-979	Participation de l'Union européenne à la formation professionnelle dans le cadre du projet LEONARDO.	2.815.000
	<b>Article 41 - Concours du F.S.E. Objectif 1 : régions en retard de développement. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)</b>	<b>14.037.450</b>
36-1-4-087	Concours du F.S.E à divers programmes en cofinancement.	14.037.450
	<b>Article 42 - Concours du F.S.E. Objectif 3 : soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi. Programmation 2000-2006 (crédits à répartir)</b>	<b>126.314.000</b>
36-1-4-087	Concours du F.S.E à divers programmes en cofinancement.	126.314.000
	<b>Article 50 - Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions nationales</b>	<b>16.484.000</b>
36-1-4-087	Concours du F.S.E à divers programmes en cofinancement.	16.484.000
	<b>Article 60 - Concours du F.S.E. Programmation 2000-2006 : actions déconcentrées</b>	<b>487.585.000</b>
36-1-4-087	Concours du F.S.E à divers programmes en cofinancement.	485.451.000
36-1-4-830	Participation du Fonds social européen (F.S.E.) au financement des structures d'accueil pour les jeunes.	2.134.000
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>934.420.450</b>

Chapitre 43-72

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		"
Modifications des crédits		1.163.808.379
<i>dont reports</i>		340.515.394
<i>dont fonds de concours</i>		847.379.930
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.163.808.379</b>
Engagements à l'administration centrale	87.438.152	////
Déléguations de crédits	628.145.534	////
Palements		536.059.911
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>627.748.468</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		"
Modifications des crédits		978.108.712
<i>dont reports</i>		627.748.468
<i>dont fonds de concours</i>		485.420.816
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>978.108.712</b>
Engagements à l'administration centrale	55.910.250	////
Déléguations de crédits	608.805.559	////
Palements		380.070.796
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>598.037.916</b>

## Chapitre 44-01 : Programme "nouveaux services-nouveaux emplois"

Articles	Crédits
10 Nouveaux services-nouveaux emplois (Crédit à répartir)	3.197.048.813
20 Versement au CNASEA	"
30 Mesures d'accompagnement des projets dans le cadre du programme "nouveaux services-nouveaux emplois"	22.664.000
Total pour le chapitre	3.219.712.813

## Chapitre 44-01

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Nouveaux services-nouveaux emplois (Crédit à répartir)</b>	<b>3.197.048.813</b>
	§10	Crédits à répartir	3.197.048.813
		<b>Article 20 - Versement au CNASEA</b>	<b>"</b>
632225	§10	Versements au CNASEA	"
		<b>Article 30 - Mesures d'accompagnement des projets dans le cadre du programme "nouveaux services-nouveaux emplois"</b>	<b>22.664.000</b>
62311	§10	Accompagnement des projets dans le cadre des programmes en faveur de l'emploi des jeunes - dépenses non déconcentrées	5.666.000
62321	§20	Accompagnement des projets dans le cadre des programmes en faveur de l'emploi des jeunes - dépenses déconcentrées	16.998.000
62311	§30	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"

**Chapitre 44-01**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Programme "Nouveaux services –emplois jeunes"**

Dispositifs résultant de textes	Texte de référence	Articles	Exécution n-2 (2000)	Indicateurs d'activité
Programme "Nouveaux services - emplois jeunes "	Loi 97-940 du 16 octobre 1997 Décret 97-954 du 17 octobre 1997 Décret 2001-837 du 14/09/01 modifiant le décret 97-954 du 17/10/97 relatif au développement d'activité pour l'emploi des jeunes Circulaire 2001-33 du 29/09/01 relative au plan de consolidation des " emplois-jeunes"	10	1 088,88 M€ (transferts aux ministères de l'Education Nationale de l'Intérieur et de la Justice)	225 000 postes occupés au 31/12/99
	Circulaire DGEFP 99/19 du 12/04/99	20 30	1 646,45 M€(CNASEA) 14,54 M€	



## Chapitre 44-01

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>3.253.262.028</b>
Modifications des crédits		-1.538.862.646
<i>dont reports</i>		184.472.877
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.714.399.382</b>
Engagements à l'administration centrale	1.648.789.815	////
Délégations de crédits	18.333.693	////
Paievements		1.660.996.579
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>53.402.803</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>3.355.357.135</b>
Modifications des crédits		-1.431.790.586
<i>dont reports</i>		53.402.803
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.923.566.549</b>
Engagements à l'administration centrale	1.900.604.718	////
Délégations de crédits	16.904.409	////
Paievements		1.911.134.519
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>12.432.030</b>

## Chapitre 44-70 : Dispositifs d'insertion des publics en difficulté

Articles	Crédits	
11	Programme en faveur des chômeurs de longue durée (fonctionnement)	193.310.000
12	Programme en faveur des chômeurs de longue durée dans les DOM (fonctionnement)	"
13	Programme en faveur des chômeurs de longue durée (rémunération au titre du livre IX du code du travail)	198.050.000
14	Programme de lutte contre le chômage de longue durée : mesures d'accompagnement de la globalisation	3.510.000
31	Primes des contrats initiative emploi	353.530.000
32	Exonérations des cotisations sociales des contrats initiative emploi	427.920.000
41	Contrats emploi solidarité	1.015.620.000
42	Contrats emplois consolidés	999.000.000
43	Emplois de ville	6.710.000
51	Insertion par l'économique: entreprises d'insertion et entreprises de travail temporaire d'insertion	61.280.000
52	Fonds départemental pour l'insertion	8.395.200
53	Insertion par l'économique: exonérations de cotisations sociales	57.920.000
54	Participation de l'Etat au cofinancement du F.S.E. aux entreprises d'insertion	31.710.000
55	Concours du F.S.E. aux entreprises d'insertion	"
56	Insertion par l'économique : associations intermédiaires	5.350.000
61	Trajectoire d'accès à l'emploi (fonctionnement)	18.350.000
63	Jeunes en insertion : bourses d'accès à l'emploi	75.534.000
72	Exonérations de cotisations sociales des contrats de retour à l'emploi (soldes de paiement)	9.910.000
80	Réseau d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes	79.911.800
91	Actions des contrats de plan Etat-régions consacrés à l'emploi. Programmation 2000-2006	17.560.000
<b>Total pour le chapitre</b>		<b>3.563.571.000</b>

## Chapitre 44-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 11 - Programme en faveur des chômeurs de longue durée (fonctionnement)</b>	<b>193.310.000</b>
	§10	Stages d'insertion et de formation à l'emploi. Versements à l'AFPA et à l'ANPE	
632241	§11	Stages d'insertion et de formation à l'emploi. Versements à l'AFPA	"
632231	§12	Stages d'insertion et de formation à l'emploi. Versements à l'ANPE	11.700.000
632231	§20	Stage d'accès à l'entreprise	17.310.000
6141	§30	Evaluation, innovation	"
632228	§40	Stages d'insertion et de formation à l'emploi. Versements au CNASEA	164.300.000
		<b>Article 12 - Programme en faveur des chômeurs de longue durée dans les DOM (fonctionnement)</b>	<b>"</b>
632288	§10	Programmes en faveur des chômeurs de longue durée dans les D.O.M.	"
6141	§20	Evaluation, innovation	"
		<b>Article 13 - Programme en faveur des chômeurs de longue durée (rémunération au titre du livre IX du code du travail)</b>	<b>198.050.000</b>
632213	§10	Versements à l'UNEDIC au titre de la rémunération et des charges annexes des stagiaires Livre IX	44.590.000
61888	§20	Versements à l'UNEDIC au titre des frais de gestion pour la rémunération des stagiaires Livre IX	1.140.000
632224	§30	Versements au CNASEA au titre de la rémunération des stagiaires Livre IX	151.843.000
63214	§40	Rémunération des stagiaires Livre IX. Mayotte	427.000
63214	§50	Rémunération des stagiaires Livre IX St Pierre et Miquelon	50.000
		<b>Article 14 - Programme de lutte contre le chômage de longue durée : mesures d'accompagnement de la globalisation</b>	<b>3.510.000</b>
63211	§10	Mesures d'accompagnement de la globalisation au niveau national	"
63211	§20	Mesures d'accompagnement de la globalisation au niveau régional	"
	§30	Mesures d'accompagnement de la globalisation au niveau départemental	
63211	§31	Actions d'accompagnement des SIFE collectifs	"
63211	§33	Actions de parrainage	3.510.000
63211	§34	Autres actions	"

## Chapitre 44-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
62311	§40	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 31 - Primes des contrats initiative emploi</b>	<b>353.530.000</b>
632231	§10	Aides forfaitaires versées aux employeurs	353.530.000
		<b>Article 32 - Exonérations des cotisations sociales des contrats initiative emploi</b>	<b>427.920.000</b>
62431	§10	Mesures en faveur des chômeurs de longue durée	427.920.000
		<b>Article 41 - Contrats emploi solidarité</b>	<b>1.015.620.000</b>
632225	§10	Contrats emploi solidarité. - Versement au CNASEA	997.320.000
63211	§20	Contrats emplois solidarité. Mayotte	"
632225	§30	Mesures d'accompagnement des bénéficiaires de C.E.S	18.300.000
		<b>Article 42 - Contrats emplois consolidés</b>	<b>999.000.000</b>
632225	§10	Emplois consolidés - Versements au CNASEA	999.000.000
63211	§20	Emplois consolidés à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon	"
		<b>Article 43 - Emplois de ville</b>	<b>6.710.000</b>
63211	§10	Aide de l'Etat pour la rémunération des emplois de ville (soldes de paiement)	6.710.000
		<b>Article 51 - Insertion par l'économique: entreprises d'insertion et entreprises de travail temporaire d'insertion</b>	<b>61.280.000</b>
62541	§10	Entreprises d'insertion	48.480.000
62541	§20	Entreprises de travail temporaire d'insertion	12.800.000
62311	§30	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 52 - Fonds départemental pour l'insertion</b>	<b>8.395.200</b>
62541	§10	Fonds départemental pour l'insertion	8.395.200
		<b>Article 53 - Insertion par l'économique: exonérations de cotisations sociales</b>	<b>57.920.000</b>
62431	§10	Versements aux organismes de sécurité sociale	57.920.000
		<b>Article 54 - Participation de l'Etat au cofinancement du F.S.E. aux entreprises d'insertion</b>	<b>31.710.000</b>
62541	§10	Participation de l'Etat au cofinancement du F.S.E aux entreprises d'insertion	31.710.000

## Chapitre 44-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 55 - Concours du F.S.E. aux entreprises d'insertion</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>25.920.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>25.920.000</b>
62541	§10	Concours du F.S.E aux entreprises d'insertion	"
		<b>Article 56 - Insertion par l'économique : associations intermédiaires</b>	<b>5.350.000</b>
62823	§10	Insertion par l'économique : associations intermédiaires	5.350.000
		<b>Article 61 - Trajectoire d'accès à l'emploi (fonctionnement)</b>	<b>18.350.000</b>
61888	§10	Frais de gestion versés par l'Etat	18.350.000
62311	§20	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 63 - Jeunes en insertion : bourses d'accès à l'emploi</b>	<b>75.534.000</b>
63215	§10	Jeunes en insertion : bourses d'accès à l'emploi	75.534.000
		<b>Article 72 - Exonérations de cotisations sociales des contrats de retour à l'emploi (soldes de paiement)</b>	<b>9.910.000</b>
62431	§10	Mesures en faveur des chômeurs de longue durée (soldes de paiement)	9.910.000
		<b>Article 80 - Réseau d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes</b>	<b>79.911.800</b>
62421	§10	Dispositif d'accueil	57.341.800
62411	§21	Versements à l'A.N.P.E.	"
632288	§30	Trajectoire d'accès à l'emploi	22.570.000
		<b>Article 91 - Actions des contrats de plan Etat-régions consacrés à l'emploi. Programmation 2000-2006</b>	<b>17.560.000</b>
62411	§10	Subventions à l'agence nationale pour l'emploi	1.210.000
62321	§20	Mesures d'accompagnement des projets dans le cadre du programme "nouveaux services-nouveaux emplois"	2.310.000
63211	§31	Mesures d'accompagnement de la globalisation	"
62331	§32	Soutien aux initiatives locales d'insertion par l'économique	1.500.000
632288	§33	Trajectoire d'accès à l'emploi	1.130.000
63217	§41	Mesures en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés	370.000
62541	§42	Subventions aux ateliers protégés	380.000
63212	§51	Ingenierie dans le cadre de l'encouragement au développement d'entreprises nouvelles	670.000

## Chapitre 44-70

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
62541	§52	Convention pour la promotion de l'emploi	4.910.000
62541	§53	Aides au conseil	5.080.000

**Chapitre 44-70**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

**Dispositifs d'insertion des publics en difficulté**

Dispositifs résultant de textes	Texte de référence	Article	Exécution n-2 (2000)	Indicateurs d'activité
Programme CLD - fonctionnement	Article L 322-4-1 du Code du travail Circulaire DGEFP 98/31 du 27/8/98 accompagnement SIFE Circulaire DGEFP 00/02 du 6/1/00(SIFE) Circulaire DGEFP 01/04 du 31/01/01 : gestion et paiement fonctionnement SIFE collectifs	11 et 12 (DOM)	162,08 M€	Entrées : 162 200
Rémunération (LIVRE IX)	<u>Mise en œuvre du programme globalisé</u> applicable aux dispositifs suivants programme CLD, CIE, CES, CEC: Circulaire DGEFP n° 98/21 du 15/6/98 Circulaire DGEFP 99/10 du 22/2/99 Circulaire DGEFP 99/37 du 30/11/99 Circulaire DGEFP 99/8 du 17/2/99 (DOM)	13	243,91 M€	
Ligne d'actions spécifiques	Circulaire DGEFP 01/03 du 30/01/01 (DOM)	14	18,26 M€	
Programme en faveur des cadres	Circulaire DGEFP 00/05 du 11/2/00(DOM) Circulaire DGEFP 00/08 du 8/3/00 Circulaire DGEFP 2000/19 du 28/7/00 Circulaire DGEFP 01/19 du 06/07/01 (redéploiement) Circulaire DGEFP 01/28 du 27/08/01 (complément CES)			
fonctionnement		21	11,47 M€	Entrées : 3 212
Rémunération (LIVRE IX)	Circulaire DGEFP 00/21 du 29/9/00 Circulaire DGEFP 01/36 du 23/10/01 (2eme complément CES et SIFE collectifs)	22	(comprise dans la dépenses du ch 44-70 art 13 )	
Primes C I E	Articles L 322-4-2 à L 322-4-6 du Code du travail Loi 95-881 du 4/8/95 et décret 95-925 du 19/8/95 articles 8 à 10. Décret 96-1181 du 30/12/96 article 138 Circulaire DGEFP 00/08 du 8/3/00 Circulaire DGEFP 2000/19 du 28/7/00 (redéploiement programme globalisé) Article 141 de la Loi de finance pour 2002 n°2001-1275 du 28/12/01 supprimant l'exonération spécifique et modifiant l'aide accordée par l'Etat	31	384,27 M€	Entrées : 140 350
Exonérations C I E	Article L 322-4-6 du Code du travail	32	665,38 M€	
CES	Article L 322-4-7 du Code du travail Décret 90-105 du 30/1/90 Circulaire DGEFP 98/30 du 27/8/98 (accompagnement des CES)	41	1 231,33 M€	Entrées : 369 153
CEV	Article L 322-4-8-1 du code du travail Abrogé par l'article 114 de la loi de finances pour 1998 n° 97-1269 du 30/12/97	43	15,90 M€	
CEC	Article L 322-4-8-1 du code du travail Décret n° 98-1109 du 9/12/98	42	682,69 M€	Entrées : 50 500
E I – E T T I	Article L 322-4-16 du Code du travail 2 circulaires DGEFP relatives à la gestion des crédits FSE objectif 3 : ▪ 01/16 du 12/06/01 ▪ 01/18 du 03/07/01	51	79,28 M€	EI : 13 292 contrats signés sur postes aidés et autres CDD (flux cumulé annuel) ETTI : ? salariés (en équivalents temps plein)
Fonds de soutien à l'insertion par l'économie	Article L 322-4-16-5 du Code du travail Circulaire du 2/6/99	52	5,97 M€	
EI exonérations	Article L 322-4-16 du Code du travail	53	34,40 M€	
TRACE – fonctionnement Opérateurs externes	Loi 98-657 du 29/7/98 de lutte contre les exclusions article 5. Circulaire DGEFP/DIIJ/DSS n° 99/30 du 3/8/99	61	15,24 M€	15 000 entrées opérateurs externes

TRACE – Bourse d'accès à l'emploi	Article 142 de la Loi de finances pour 2002 n°2001-1275 du 28/12/01 prévoit la création d'une bourse d'accès à l'emploi pour les jeunes inscrits dans le programme TRACE	63		
Exonération CRE	Loi 89-90 du 18/12/89 en extinction	72	58,17 M€	
Contrats de plan Etat-Régions – volet emploi	Circulaire du ministère de l'intérieur, de l'aménagement du territoire et de l'environnement et du secrétariat au budget du 14/12/00 Circulaire DGEFP n°2000-32 du 22/12/00	91		



## Chapitre 44-70

### Prévision de rattachement des fonds de concours

<b>Code du fonds de concours</b>		<b>Montants</b>
	<b>Article 55 - Concours du F.S.E. aux entreprises d'insertion</b>	<b>25.920.000</b>
36-1-4-086	Contribution du Fonds social européen (FSE) en faveur des publics en difficulté.	25.920.000
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>25.920.000</b>

## Chapitre 44-70

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>3.941.041.867</b>
Modifications des crédits		-65.334.334
<i>dont reports</i>		168.958.432
<i>dont fonds de concours</i>		42.325.976
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>3.875.707.533</b>
Engagements à l'administration centrale	3.508.632.586	////
Délégations de crédits	208.322.186	////
Paievements		3.681.938.080
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>193.769.453</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>3.585.663.390</b>
Modifications des crédits		378.265.603
<i>dont reports</i>		193.802.293
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>3.963.928.993</b>
Engagements à l'administration centrale	3.391.809.652	////
Délégations de crédits	227.340.290	////
Paievements		3.579.414.367
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>384.514.626</b>

## Chapitre 44-71 : Reclassement des travailleurs handicapés

Articles	Crédits
10 Mesures en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés	7.332.000
30 Ateliers protégés et centres de distribution du travail à domicile	38.728.000
40 Garantie de ressources	911.100.000
Total pour le chapitre	957.160.000

## Chapitre 44-71

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Mesures en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés</b>	<b>7.332.000</b>
63217	§10	Primes de fin de stage	330.000
63217	§20	Subventions en vue de l'achat et de l'installation de l'équipement nécessaire à l'exercice d'une activité indépendante	40.000
63217	§30	Aides financières accordées aux employeurs et aux constructeurs	2.000
63217	§40	Primes aux employeurs formant des apprentis	456.000
63217	§50	Etudes, documentation, contrats, conventions et marchés concernant le reclassement des travailleurs handicapés	110.000
63217	§60	Frais de transport des personnes handicapées répondant à une convocation de la COTOREP	205.000
63217	§70	Programmes départementaux d'insertion	6.189.000
62311	§80	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 30 - Ateliers protégés et centres de distribution du travail à domicile</b>	<b>38.728.000</b>
62541	§30	Subventions à divers organismes intervenant dans l'animation du réseau des ateliers protégés	80.000
62541	§40	Subventions de développement aux ateliers protégés et centres de distribution du travail à domicile	38.038.000
62541	§50	Aides au conseil pour les ateliers protégés et les centres de distribution du travail à domicile	"
62411	§60	Subventions à divers organismes intervenant dans la consolidation du volume d'activité des ateliers protégés	610.000
62311	§70	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 40 - Garantie de ressources</b>	<b>911.100.000</b>
632284	§11	Travailleurs handicapés en centres d'aide par le travail	789.810.000
632284	§12	Travailleurs handicapés en ateliers protégés	121.290.000

**Chapitre 44-71**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

<b>Dispositifs résultant de textes</b>	<b>Texte de référence</b>	<b>Article</b>	<b>Exécution n-2 (2000)</b>	<b>Indicateurs d'activité</b>
Mesures en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés	Loi 87-517 du 10/7/87 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés Circulaire DGEFP 97-29 du 24/12/97(PDITH- § 70)	10	42,01 M€	
AP - CDTD	Art. R 323-63-1 du CT Circulaire DGEFP 99-11 du 25/02/99	30	146,85 M€	Effectifs budgétaires : 14 600
GRTH	Loi 75-534 du 30/6/75 d'orientation en faveur des personnes handicapées Décret n°77-1465 du 25/12/77 relatif à la garantie de ressources des travailleurs handicapés Circulaire DGEFP 96-01 du 10/1/96, 99-12 du 25/2/99 et 2000/25 du 16-10-2000	40	5 345,83 M€	Effectifs budgétaires : 104 050
EPSR	Art. L322-11-II du CT Art R 323-33-12 à 15 du CT	50	26,50 M€	

## Chapitre 44-71

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>853.215.988</b>
Modifications des crédits		26.134.573
<i>dont reports</i>		7.840.691
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>879.350.561</b>
Engagements à l'administration centrale	140.654	////
Déléguations de crédits	873.018.899	////
Paievements		869.931.124
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>9.419.437</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>891.899.926</b>
Modifications des crédits		39.909.241
<i>dont reports</i>		9.419.437
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>931.809.167</b>
Engagements à l'administration centrale	111.513	////
Déléguations de crédits	925.383.561	////
Paievements		921.313.621
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>10.495.546</b>

## Chapitre 44-73 : Relations du travail et amélioration des conditions de travail

Articles		Crédits
11	Formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales et actions d'études et de recherche syndicales	12.488.843
12	Aide à la négociation et à la participation	5.001.062
30	Groupements et associations d'intérêt général et sociétés et fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit	355.255
40	Formation des conseillers prud'hommes	6.453.622
50	Conseiller du salarié	1.329.551
60	Amélioration des conditions du travail	2.719.082
80	Subventions à des organismes internationaux	"
90	Actions en matière de santé et sécurité du travail et directives européennes	4.587.877
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>32.935.292</b>

## Chapitre 44-73

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 11 - Formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales et actions d'études et de recherche syndicales</b>	<b>12.488.843</b>
62421	§22	Subventions aux organismes à financement public prédominant (y compris CEA, AFPA, GIP et fondations)	11.518.100
62823	§62	Subventions aux associations	970.743
		<b>Article 12 - Aide à la négociation et à la participation</b>	<b>5.001.062</b>
6141	§20	Etudes et conseils	732.490
63214	§30	Action de formation en direction des salariés mandatés	4.268.572
		<b>Article 30 - Groupements et associations d'intérêt général et sociétés et fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit</b>	<b>355.255</b>
62421	§22	Subventions aux organismes à financement public prédominant (y compris CEA, AFPA, GIP et fondations)	"
62541	§34	Subventions aux entreprises privées non agricoles	53.500
62823	§62	Subventions aux associations	301.755
		<b>Article 40 - Formation des conseillers prud'hommes</b>	<b>6.453.622</b>
62421	§22	Subventions aux organismes à financement public prédominant (y compris CEA, AFPA, GIP et fondations)	6.100
62823	§62	Subventions aux associations	6.447.522
61828	§70	Formation des assesseurs des tribunaux du travail en Polynésie française et en Nouvelle calédonie	"
		<b>Article 50 - Conseiller du salarié</b>	<b>1.329.551</b>
62541	§11	Versements aux entreprises	609.796
61668	§12	Frais de déplacement	426.857
6468	§13	Cotisation sociale pour le risque accidents du travail	83.847
64235	§14	Indemnité forfaitaire annuelle du conseiller du salarié	209.051
		<b>Article 60 - Amélioration des conditions du travail</b>	<b>2.719.082</b>
		<b>Article 61 - Amélioration des conditions du travail. Actions nationales</b>	<b>1.812.722</b>
62531	§33	Subventions aux entreprises privées agricoles	604.241
62541	§34	Subventions aux entreprises privées non agricoles	604.241
62823	§62	Subventions aux associations	604.240



## Chapitre 44-73

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 62 - Amélioration des conditions du travail.</b>	<b>906.360</b>
		<b>Actions déconcentrées</b>	
62531	§33	Subventions aux entreprises privées agricoles	302.120
62541	§34	Subventions aux entreprises privées non agricoles	302.120
62823	§62	Subventions aux associations	302.120
		<b>Article 80 - Subventions à des organismes internationaux</b>	<b>"</b>
		<b>Article 90 - Actions en matière de santé et sécurité du travail et directives européennes</b>	<b>4.587.877</b>
		<b>Article 91 - Actions en matière de santé</b>	<b>1.428.448</b>
		<b>Article 92 - Actions en matière de sécurité</b>	<b>1.067.143</b>
		<b>Article 93 - Actions générales de prévention</b>	<b>2.092.286</b>

## Chapitre 44-73

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>30.489.803</b>
Modifications des crédits		3.063.603
<i>dont reports</i>		2.446.807
<i>dont fonds de concours</i>		7.000
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>33.553.406</b>
Engagements à l'administration centrale	28.526.313	////
Déléguations de crédits	2.392.626	////
Paievements		26.572.011
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>6.981.395</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>31.404.498</b>
Modifications des crédits		7.001.792
<i>dont reports</i>		6.849.343
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>38.406.290</b>
Engagements à l'administration centrale	27.557.608	////
Déléguations de crédits	2.488.823	////
Paievements		27.700.551
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>10.705.739</b>

## Chapitre 44-77 : Compensation de l'exonération des cotisations sociales

Articles		Crédits
10	Exonération de cotisations sociales au titre de l'incitation à la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998)	"
20	Exonération de cotisations sociales au titre de l'incitation à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (loi du 11 juin 1996)	"
30	Réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires	"
41	Exonération de cotisations sociales pour l'embauche du deuxième au cinquantième salarié dans les entreprises situées en zone de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine	33.540.000
42	Exonération de cotisations sociales en faveur des cinquante premiers salariés des entreprises situées dans les zones franches	243.920.000
43	Exonération de cotisations sociales au titre de la zone franche de Corse	27.440.000
50	Exonération de cotisations sociales des correspondants locaux de la presse régionale ou départementale	90.000
60	Exonération de cotisations sociales au profit des secteurs de production dans les DOM	350.630.000
70	Exonération de cotisations sociales au titre de l'article L. 241-14 du Code de la sécurité sociale	76.230.000
81	Exonération de cotisations d'allocations familiales	"
82	Exonération de cotisations sociales des travailleurs indépendants créant ou reprenant une activité (loi du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle)	"
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>731.850.000</b>

## Chapitre 44-77

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Exonération de cotisations sociales au titre de l'incitation à la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998)</b>	"
62431	§10	Mesures au profit des entreprises réduisant la durée collective du temps de travail	"
		<b>Article 20 - Exonération de cotisations sociales au titre de l'incitation à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (loi du 11 juin 1996)</b>	"
62431	§10	Mesures au profit des entreprises réduisant la durée collective du temps de travail	"
		<b>Article 30 - Réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires</b>	"
62431	§10	Versements à des organismes de sécurité sociale	"
		<b>Article 41 - Exonération de cotisations sociales pour l'embauche du deuxième au cinquantième salarié dans les entreprises situées en zone de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine</b>	<b>33.540.000</b>
62431	§10	Mesures au profit des entreprises situées dans certaines zones prioritaires	33.540.000
		<b>Article 42 - Exonération de cotisations sociales en faveur des cinquante premiers salariés des entreprises situées dans les zones franches</b>	<b>243.920.000</b>
62431	§10	Mesures au profit des entreprises situées dans certaines zones prioritaires	243.920.000
		<b>Article 43 - Exonération de cotisations sociales au titre de la zone franche de Corse</b>	<b>27.440.000</b>
62431	§10	Mesures au profit des entreprises situées dans certaines zones prioritaires de Corse	27.440.000
		<b>Article 50 - Exonération de cotisations sociales des correspondants locaux de la presse régionale ou départementale</b>	<b>90.000</b>
62431	§10	Correspondants locaux de la presse régionale ou départementale	90.000
		<b>Article 60 - Exonération de cotisations sociales au profit des secteurs de production dans les DOM</b>	<b>350.630.000</b>
62431	§10	Mesures au profit des entreprises des secteurs de production dans les DOM	350.630.000

## Chapitre 44-77

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 70 - Exonération de cotisations sociales au titre de l'article L. 241-14 du Code de la sécurité sociale</b>	<b>76.230.000</b>
62431	§10	Exonérations de cotisations sociales en faveur des hôtels, cafés, restaurants	76.230.000
		<b>Article 81 - Exonération de cotisations d'allocations familiales</b>	"
62431	§10	Exonération de cotisations d'allocations familiales	"
		<b>Article 82 - Exonération de cotisations sociales des travailleurs indépendants créant ou reprenant une activité (loi du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle)</b>	"
62431	§10	Travailleurs non salariés non agricoles	"

**Chapitre 44-77**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

**Compensations de l'exonération des cotisations sociales**

Dispositifs résultant de textes	Texte de référence	Article	Exécution n-2 (2000)	Indicateurs d'activité
Exonération au titre de l'incitation à la réduction du temps de travail	Loi 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail	10	846,55 M€	
Exonération au titre de l'aménagement et la réduction du temps de travail	Loi 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail	20	554,08 M€	
Réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires	Article L 241-13 du Code la sécurité sociale Loi de finances pour 1996 n°95-1346 du 30-12-95 - article 113 Loi de finances pour 1998 n°97-1269 du 30-12-97 - article 115	30	276,06 M€	
Exonération pour l'embauche du 2 <sup>ème</sup> au 50 <sup>ème</sup> salariés en ZRR ou ZRU	Loi n°95-115 du 4/2/95 d'orientation pour l'aménagement du territoire Loi 96-987 du 14/11/96 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville - article 15 Loi de finances pour 1998 n°97-1269 du 30-12-97 - article 115	41	62,32 M€	18 650 bénéficiaires en moyenne annuelle
Exonération des 50 premiers salariés en zones franches	Loi 96-987 du 14/11/96 modifiée relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville –art. 12 et 13 Loi 2000-1208 du 13-12-2000 art. 86 et 87 Décret n°96-1155 du 26/12/96 portant délimitation de zones franches urbaines dans certaines communes Décret n° 97-126 du 12/2/97 relatif à l'exonération de charges patronales dans les zones franches urbaines Décret n°97-1323 du 31/12/97 modifiant le décret n°96-1155 du 26/12/96 Loi de finances pour 1998 n°97-1269 du 30-12-97 –art. 115	42	228,89 M€	54 000 bénéficiaires en moyenne annuelle
Exonération zone franche Corse	Loi n°96-1143 du 26/12/96 relative à la zone franche de Corse	43	45,54 M€	22 966 bénéficiaires au 31-12-2000
Exonération correspondants de presse	Loi n°87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social (article 10 modifié par la loi n°93-121 du 27 janvier 1993) et décret n°94-404 portant application de l'article 16 de la loi n°93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social et classement dans l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales des correspondants locaux de presse.	50	0,09 M€	
Exonération DOM	Loi n°94-638 du 25/7/94 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les DOM, à St-Pierre et Miquelon et à Mayotte Loi n°95-882 du 4/8/95 relative à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale Loi n°2000-1207 du 13/12/2000 d'orientation pour l'Outre-mer Décret 2001-276 du 2/04/01 pris pour l'application des articles 2 et 5 de la loi n° 2000-1207 du 13/12/00 et modifiant le code de la sécurité sociale	60	1 174,31 M€	
Exonération au titre de l'article L 241-14 du Code de la sécurité sociale (HCR)	Loi de finances pour 1998 n°97-1269 du 30-12-97 - article 116 Décret 98-241 du 2/4/98 pris pour l'application de la réduction de cotisation	70	28,92 M€	265 000 bénéficiaires au 31-12-2000

	prévue à l'article L 241-14 du code de la sécurité sociale Décret 01-509 du 13-06-01 relative à la réduction forfaitaire dans les hôtels-café-restaurants			
Exonération d'allocations familiales	L - 241-6-4 du Code de la sécurité sociale L - 241-6-2 du Code de la sécurité sociale	81	121,07 M€	
Exonération pour création d'entreprise	Loi 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle Loi 95-116 du 4/2/95 portant DMOS	82	0,16 M€	

Eléments d'information sur l'exécution

Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>1.585.774.677</b>
Modifications des crédits		768.001.561
<i>dont reports</i>		152.449.017
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>2.353.776.238</b>
Engagements à l'administration centrale	2.351.262.817	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paievements		2.351.262.816
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>2.513.422</b>

Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>607.661.783</b>
Modifications des crédits		48.248.127
<i>dont reports</i>		2.513.422
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>655.909.910</b>
Engagements à l'administration centrale	646.063.415	////
Déléguations de crédits	n.r.	////
Paievements		645.173.083
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>10.736.827</b>



## Chapitre 44-79 : Promotion de l'emploi et adaptations économiques

Articles	Crédits	
11	Promotion de l'emploi: subventions diverses	233.300
12	Promotion de l'emploi: ingénierie, études, audits, conseils	2.022.000
13	Promotion de l'emploi: encouragement au développement d'entreprises nouvelles	52.117.000
14	Promotion de l'emploi: conventions pour la promotion de l'emploi	2.418.000
15	Promotion de l'emploi: dotations déconcentrées pour la promotion de l'emploi	8.081.700
16	Promotion de l'emploi: aides au conseil	1.506.000
17	Promotion de l'emploi: aides au conseil dans le cadre de la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998)	38.976.000
18	Promotion de l'emploi: chèques conseil	6.045.000
20	Accompagnement des restructurations: allocations temporaires dégressives	4.570.000
31	Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions d'allocations spéciales du FNE (pré-retraites)	250.020.000
32	Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des contrats de solidarité (pré-retraites progressives)	192.090.000
33	Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions de conversion . Association pour la gestion des conventions de conversion	"
34	Accompagnement des restructurations: conventions sociales de la sidérurgie	16.420.000
35	Accompagnement des restructurations: mesures spéciales en faveur de l'emploi	"
40	Accompagnement des restructurations: allocation spécifique pour privation partielle d'emploi	20.580.000
50	Accompagnement des restructurations: dotation globale déconcentrée	42.690.000
81	Aides aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (soldes de paiement et Mayotte)	"
<b>Total pour le chapitre</b>		<b>637.769.000</b>

## Chapitre 44-79

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 11 - Promotion de l'emploi: subventions diverses</b>	<b>233.300</b>
62541	§10	Subventions aux entreprises	233.300
62311	§20	Subventions aux collectivités locales, territoriales et autres organismes locaux	"
62411	§30	Subventions aux administrations autres que les collectivités locales	"
		<b>Article 12 - Promotion de l'emploi: ingénierie, études, audits, conseils</b>	<b>2.022.000</b>
6141	§10	Ingénierie	1.010.000
6141	§20	Etudes	300.000
6141	§30	Audits	262.000
6141	§40	Conseils	"
6141	§50	Animation de centre de bilan	450.000
		<b>Article 13 - Promotion de l'emploi: encouragement au développement d'entreprises nouvelles</b>	<b>52.117.000</b>
63212	§10	Encouragement au développement d'entreprises nouvelles	52.117.000
62311	§20	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 14 - Promotion de l'emploi: conventions pour la promotion de l'emploi</b>	<b>2.418.000</b>
62541	§10	Actions nationales pour la promotion de l'emploi	2.418.000
		<b>Article 15 - Promotion de l'emploi: dotations déconcentrées pour la promotion de l'emploi</b>	<b>8.081.700</b>
62541	§10	Conventions pour la promotion de l'emploi	6.460.000
63212	§20	Services aux personnes - Aide au montage	921.700
63212	§30	Services aux personnes - Aide au démarrage	700.000
62311	§40	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"
		<b>Article 16 - Promotion de l'emploi: aides au conseil</b>	<b>1.506.000</b>
62541	§10	Aides au conseil	1.506.000
62541	§20	Contrats de plan Etat-régions 2000-2006 : subventions (solde de paiement de la gestion 2000)	"

## Chapitre 44-79

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 17 - Promotion de l'emploi: aides au conseil dans le cadre de la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998)</b>	<b>38.976.000</b>
62311	§10	Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail - actions régionales	3.900.000
62321	§20	Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail - actions départementales	35.000.000
62541	§30	Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail. actions nationales (soldes de paiement)	76.000
		<b>Article 18 - Promotion de l'emploi: chèques conseil</b>	<b>6.045.000</b>
63212	§10	Chèques conseil	6.045.000
		<b>Article 20 - Accompagnement des restructurations: allocations temporaires dégressives</b>	<b>4.570.000</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>4.570.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>9.140.000</b>
632211	§10	Allocations temporaires dégressives	4.570.000
		<b>Article 31 - Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions d'allocations spéciales du FNE (pré-retraites)</b>	<b>250.020.000</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>214.190.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>464.210.000</b>
632216	§10	Dépenses techniques	137.920.000
61888	§20	Dépenses de gestion administrative	6.910.000
632216	§30	Remboursement au titre des conventions de cessations d'activité de certains travailleurs salariés	105.190.000
		<b>Article 32 - Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des contrats de solidarité (pré-retraites progressives)</b>	<b>192.090.000</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>80.800.000</i>
		<b>Total :</b>	<b>272.890.000</b>
632216	§10	Dépenses techniques	189.270.000
61888	§20	Dépenses de gestion administrative	2.820.000
		<b>Article 33 - Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions de conversion . Association pour la gestion des conventions de conversion</b>	<b>"</b>
632215	§10	Participation financière de l'Etat aux conventions de conversion	<b>"</b>

## Chapitre 44-79

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 34 - Accompagnement des restructurations: conventions sociales de la sidérurgie</b>	<b>16.420.000</b>
63218	§11	C.G.P.S. 1979 - Cessations anticipées d'activité - Ouvriers et E.T.A.M.	"
63218	§22	C.G.P.S. 1984 - Cessations anticipées d'activité - Ouvriers et E.T.A.M.	"
63218	§31	C.P.S. 1985 - Cessations anticipées d'activité - Ingénieurs et cadres	"
63218	§42	C.G.P.S. 1987 - Cessations anticipées d'activité - Ouvriers et E.T.A.M.	"
63218	§43	C.P.S. 1987 - Cessations anticipées d'activité - Ingénieurs et cadres	"
61888	§50	Frais de gestion - Cessations anticipées d'activité des paragraphes 22, 31,42 et 43	"
		<b>Article 35 - Accompagnement des restructurations: mesures spéciales en faveur de l'emploi</b>	<b>"</b>
63218	§10	Mesures spéciales	"
		<b>Article 40 - Accompagnement des restructurations: allocation spécifique pour privation partielle d'emploi</b>	<b>20.580.000</b>
63218	§10	Allocation spécifique pour privation partielle d'emploi	20.530.000
63218	§20	Allocation complémentaire au titre de la rémunération mensuelle minimale (art R141-6 du code du travail)	50.000
		<b>Article 50 - Accompagnement des restructurations: dotation globale déconcentrée</b>	<b>42.690.000</b>
63218	§10	Participation au revenu garanti versé aux salariés placés en congé de conversion (décret n° 84-496 du 25 juin 1984)	4.215.000
63218	§20	Participation aux frais de fonctionnement des stages de formation en faveur des salariés placés en congé de conversion (décret n°84-496 du 25 juin 1984)	3.000
63218	§30	Participation au revenu garanti versé aux salariés placés en congé de conversion (décret n°85-597 du 22 août 1985)	6.252.000
63218	§40	Participation aux frais de fonctionnement des stages de formation en faveur des salariés placés en congé de conversion (décret n°85-597 du 22 août 1985)	200.000
63218	§50	Autres dépenses. Conventions d'aménagement du travail. Participation de l'Etat au titre de la compensation financière et cotisations sociales pour favoriser l'embauche des demandeurs d'emploi	"
63218	§60	Conventions de chômage partiel	1.530.000
63218	§71	Conventions de formation FNE - Rémunérations	7.760.000

## Chapitre 44-79

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
63218	§72	Conventions de formation FNE - Fonctionnement	5.180.000
63218	§73	Frais d'expertises	20.000
63218	§80	Conventions d'aide au passage à mi-temps dans le cadre de plans sociaux et conventions d'aide au passage à temps partiel	"
63218	§90	Conventions de cellules de reclassement	17.530.000
		<b>Article 81 - Aides aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (soldes de paiement et Mayotte)</b>	"
63212	§10	Aides aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (soldes de paiement et Mayotte)	"

**Chapitre 44-79**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

**Promotion de l'emploi et adaptations économiques**

Dispositifs résultant de textes	Texte de référence	Article	Exécution n-2 (2000)	Indicateurs d'activité
Subventions diverses Promotion de l'emploi		11	0,15 M€	nd
Promotion de l'emploi : ingénierie, études, audits, conseils.		12	1,82 M€	nd
Promotion de l'emploi EDEN	Art L 351-24 et R 351-41 à R351-49 du CT – 2 arr. du 5-09-01 Circulaire DGEFP 01-31 du 10/09/01	13	30,16 M€	nd
Promotion de l'emploi conventions nationales		14	1,65 M€	nd
Promotion de l'emploi dotations déconcentrées	Circulaire DGEFP 95-15 et 97-8	15	9,90 M€	nd
Promotion de l'emploi Aides au conseil	Circulaire n°93-5 du 9/2/93	16	1,87 M€	
Promotion de l'emploi Appui-conseil RTT	loi n°2000-37 du 19-1-2000 (art.19) – D.2000-74 de 28-1-2000 - Circulaire DGEFP-DRT n° 2000-12 du 5/05/2000 - Circulaire DGEFP-DRT n° 2001-26 du 14/08/2001	17	78,42 M€	13 000 conventions signées
Promotion de l'emploi Chèque conseil	Circulaire DGEFP 94-23 du 1/7/94	18	8,12 M€	45 000 chèquiers délivrés
Accompagnement des restructurations A T D	Art. L 322-4-1°) – R 322-1-2°) R 322-6 du CT – Arr. du 11-9-89	20	13,41 M€	3 012 entrées
Accompagnement des restructurations AS-FNE	Art. L 322-4-2°) – R 322-1-2°) R 322-7 du CT – D.98-1024 du 12-11-99 – Arr. du 1-4-99 LFR pour 2000 n°2000-1353 du 30-12- 2000 (art.49) Circulaire n°93-58 du 30-12-93 Note DGEFP du 13-02-01	31	707,85 M€	8 071 entrées
Cessation d'activité de certains travailleurs salariés CATS	Art. R 322-7-2 du CT – Arrêté du 9-2- 2000 – Circulaire DGEFP n° 2000-23 du 10-9-2000			4512 entrées
Accompagnement des restructurations PRP	Art. L 322-4-3°) – R 322-7 du CT D.98- 1024 du 12-11-99 – Arr. du 20-4-99 circulaires DGEFP n°93-12 du 26-3-93 et du 97-14 du 28-5-97 Note DGEFP du 13-02-01	32	349,36 M€	11 603 entrées
Accompagnement des restructurations conventions de conversion	Art. L 321-5 à L 321-5-2 – D 322-1 à D 322-7 du CT	33	103,47 M€	75 392 entrées
Accompagnement des restructurations conventions de la sidérurgie		34	58,72 M€	nd
Accompagnement des restructurations mesures en faveur de l'emploi		35	0,19 M€	
Accompagnement des restructurations allocation pour privation partielle d'emploi	§ 10 : Art. L 351-25 – R 351-50 à R 351- 53 § 20 : Art L 141-10 à L 141-17 – R 141-6 à R 141-9 Circulaire DE 85-39 du 15/7/85 Circulaire DGEFP 01-21 du 18/7/01	40	23,85 M€	9,76 millions d'heures indemnisées
Accompagnement des restructurations dotation globale déconcentrée	§ 10 et § 30 : Art. L 322-4-4°) – R 322-1- 5°) du CT – Arr. du 22-8-85 – circulaire du 19-9-85 § 20 et § 40 : Art. R 322-1-5°) du CT – Arr. du 22-8-85 – circulaire du 19-9-85 § 60 : Art L 322-11 – D 322-11 à D 322-16 du CT § 71, 72, 73 et 74 : Art. R 322-1-1°) – R 322-2 – R 322-4 du CT circulaire - DE 96-11 du 6 mai 1996	50	36,48 M€	congrés de conversion : 1087 entrées  FNE formation : 3 203 bénéficiaires potentiels Aide passage à temps partiel : 554

	§ 80 : Art. L 322-4-5°)- R 322-7-1 du CT – Arr. du 12-4-1994 circulaire DE 94-22 du 28-6-94 § 90 : art. R 322-1-7°) du CT – Arr. du 11-9-89 Circulaire DE 89-51 du 8-11-89			entrées  Cellule de reclassement : 19 105 entrées
--	--	--	--	---

**article 31    Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions d'allocations spéciales du FNE (pré-retraites)**

§ 20 Dépenses de gestion administrative  
 Frais de gestion résultant du paiement par les ASSEDIC des allocations spéciales versées au titre du § 11

## Chapitre 44-79

### Prévision de rattachement des fonds de concours

Code du fonds de concours		Montants
	<b>Article 20 - Accompagnement des restructurations: allocations temporaires dégressives</b>	<b>4.570.000</b>
36-2-6-083	Contributions patronales aux allocations temporaires dégressives.	4.570.000
	<b>Article 31 - Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des conventions d'allocations spéciales du FNE (pré-retraites)</b>	<b>214.190.000</b>
36-2-6-084	Contribution des bénéficiaires et des entreprises au financement d'allocations spéciales du Fonds national de l'emploi.	214.190.000
	<b>Article 32 - Accompagnement des restructurations: versements à l'UNEDIC au titre des contrats de solidarité (pré-retraites progressives)</b>	<b>80.800.000</b>
36-1-6-849	Contribution des entreprises au financement de la préretraite progressive.	80.800.000
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>299.560.000</b>



## Chapitre 44-79

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>1.293.781.452</b>
Modifications des crédits		321.187.284
<i>dont reports</i>		143.200.074
<i>dont fonds de concours</i>		217.623.954
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.614.968.736</b>
Engagements à l'administration centrale	1.260.758.203	////
Déléguations de crédits	246.325.038	////
Palements		1.458.079.175
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>156.889.561</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>907.592.266</b>
Modifications des crédits		408.579.529
<i>dont reports</i>		156.889.561
<i>dont fonds de concours</i>		195.546.389
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.316.171.795</b>
Engagements à l'administration centrale	975.405.654	////
Déléguations de crédits	236.630.047	////
Palements		1.150.431.937
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>165.739.858</b>

## Chapitre 46-71 : Fonds national de chômage

Articles	Crédits
50 Subvention de l'Etat au fonds de solidarité	1.117.350.000
60 Versements à l'UNEDIC au titre des allocations complémentaires	3.050.000
70 Validation des points de retraite des demandeurs d'emplois et pré-retraités	"
Total pour le chapitre	1.120.400.000

## Chapitre 46-71

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 50 - Subvention de l'Etat au fonds de solidarité</b>	<b>1.117.350.000</b>
62411	§21	Subventions aux établissements publics nationaux administratifs et aux EPSCP (y compris établissements de recherche scientifiques et techniques)	1.117.350.000
		<b>Article 60 - Versements à l'UNEDIC au titre des allocations complémentaires</b>	<b>3.050.000</b>
632211	§10	Dépenses techniques	2.900.000
61888	§20	Dépenses de gestion administrative	150.000
		<b>Article 70 - Validation des points de retraite des demandeurs d'emplois et pré-retraités</b>	<b>"</b>
632288	§10	Validation des points de retraite des demandeurs d'emploi et préretraités	"
632288	§20	Versements à l'association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC)	"
632288	§30	Versements à l'association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (ARRCO)	"

**Chapitre 46-71**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

**Fonds national du chômage**

<b>Dispositifs résultant de textes</b>	<b>Texte de référence</b>	<b>Article</b>	<b>Nomenclature 1998</b>	<b>Exécution n-2 (2000)</b>	<b>Indicateurs d'activité</b>
Subvention de l'Etat au fonds de solidarité	Convention Etat-UNEDIC du 31/3/84	50	Chapitre 46-71 article 50	1519,24M€	AI 29 775 bénéficiaires ASS 449 750 bénéficiaires ASA 21 661 bénéficiaires
Versements à l'UNEDIC au titre des allocations complémentaires		60	Chapitre 46-71 article 60	3,08 M€	
Validation des points de retraite	Convention Etat-AGIRC-ARRCO du 23 mars 2000	70	Chapitre 46-71 article 70	99,09M€	-

## Chapitre 46-71

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>1.395.559.465</b>
Modifications des crédits <i>dont fonds de concours</i>		99.091.861 "
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.494.651.326</b>
Engagements à l'administration centrale	1.621.519.378	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		1.621.411.500
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>-126.760.174</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>1.258.314.188</b>
Modifications des crédits <i>dont fonds de concours</i>		" "
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>1.258.314.188</b>
Engagements à l'administration centrale	1.361.659.652	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		1.361.513.416
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>-103.199.228</b>



## **Dépenses en capital**

## Chapitre 57-92 : Equipements administratif et divers

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

Articles de prévision		(en milliers d'euros)	
		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>10</b>	<b>Administration centrale</b>	<b>460</b>	<b>252</b>
	Entretien, rénovation et extension des locaux de l'administration		
<b>30</b>	<b>Equipements administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle</b>	<b>9.300</b>	<b>4.010</b>
	Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Vaucluse	4.000	////
	Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Ardèche	2.000	////
	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnelle (Cotorep) des Pyrénées-Orientales	800	////
	Travaux de rénovation et d'entretien	2.500	////
<b>40</b>	<b>Acquisitions immobilières au profit des organismes de formation professionnelle pour adultes</b>	"	"
<b>60</b>	<b>Equipement administratif de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP)</b>	<b>910</b>	<b>313</b>
	Entretien, rénovation et extension des locaux de l'administration		
<b>70</b>	<b>Equipement des restaurants administratifs et inter-administratifs au titre des oeuvres sociales</b>	"	"
<b>Total pour le chapitre</b>		<b>10.670</b>	<b>4.575</b>



## Chapitre 57-92

### Dispositifs, références des textes et indicateurs

(en milliers de €)

<b>Exécution 2001 (situation provisoire)</b>	<b>Administration centrale</b>	<b>Services déconcentrés</b>	<b>Autres services (Intefp - Afpa)</b>	<b>Total</b>
Immobilier		3 931	109	4 040
Autres		222		222
Surfaces créées (m <sup>2</sup> )		5 600		5 600
Surfaces domaniales abandonnées (m <sup>2</sup> )		4 000		4 000

Consommation au 31 décembre 2001 (Source ACCT 1<sup>ère</sup> provisoire)

## Chapitre 57-92

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	70.048	"	"	70.048	62.832	7.216
1 <sup>er</sup> janvier 2002	68.061	"	"	68.061	47.149	20.912

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	70.048	62.832
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-14.266	-14.266
Modifications des crédits en 2001	1.609	-5.992
Annulations	-21	-5.992
Loi de finances rectificative	1.630	"
Loi de finances pour 2002	10.670	4.575
En compte au 1er janvier 2002	68.061	47.149

## Chapitre 57-92

### Transferts et répartitions non soldés

1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

## Chapitre 57-92

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	Autorisations de programme	(en milliers d'euros) Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
Reliquats et reports	8.256	18.025
Loi de finances pour 2000	9.894	11.327
Modifications des crédits	272	279
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>18.422</b>	<b>29.631</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	1.151	/////
Délégations	4.284	/////
Paievements	/////	10.256
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>12.987</b>	<b>19.375</b>
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	12.987	19.375
Loi de finances pour 2001	9.909	9.681
Modifications des crédits	1.609	-5.992
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>24.505</b>	<b>23.064</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	1.158	/////
Délégations	21.088	/////
Paievements	/////	4.264
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>2.259</b>	<b>18.800</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	2.259	18.800
Loi de finances pour 2002	10.670	4.575
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>12.929</b>	<b>23.375</b>

**Chapitre 66-00 : Dotation en capital du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale**

**Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles**

Articles de prévision		(en milliers d'euros)	
		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>20</b>	<b>Programme national de formation professionnelle</b>	"	"
<b>30</b>	<b>Contrats de plan Etat-régions</b>	<b>12.293</b>	<b>12.293</b>
	Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale		
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>12.293</b>	<b>12.293</b>

## Chapitre 66-00

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	107.102	"	135	107.237	76.589	30.648
1 <sup>er</sup> janvier 2002	106.428	"	135	106.563	76.201	30.362

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	107.102	76.589
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-12.681	-12.681
Modifications des crédits en 2001	-286	"
Annulations	-286	"
Loi de finances pour 2002	12.293	12.293
En compte au 1er janvier 2002	106.428	76.201

## Chapitre 66-00

### Transferts et répartitions non soldés

#### 1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

#### 2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

(en milliers d'euros)

Destination		Crédits de paiement à verser	
Ministère	Chapitre	Au 1er janvier 2001	Au 1er janvier 2002
Justice	57-60	96	96
Equipement services communs	64-50	39	39
Totaux des crédits de paiement à verser		135	135

## Chapitre 66-00

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	Autorisations de programme	(en milliers d'euros) Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
Reliquats et reports	13.645	27.507
Loi de finances pour 2000	16.103	16.103
Modifications des crédits	-1.927	-1.610
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>27.821</b>	<b>42.000</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	9	/////
Délégations	13.120	/////
Paievements	/////	13.131
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>14.692</b>	<b>28.869</b>
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	14.692	28.869
Loi de finances pour 2001	4.235	4.235
Modifications des crédits	-286	"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>18.641</b>	<b>33.104</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	152	/////
Délégations	14.850	/////
Paievements	/////	13.001
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>3.639</b>	<b>20.103</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	3.639	20.103
Loi de finances pour 2002	12.293	12.293
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>15.932</b>	<b>32.396</b>



## Chapitre 66-71 : Formation professionnelle des adultes

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

		(en milliers d'euros)	
Articles de prévision		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>10</b>	<b>Opérations d'intérêt national, hors association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)</b> Financement des investissements des centres collectifs et de centres de réadaptation professionnelle	"	<b>700</b>
<b>30</b>	<b>Investissements dans les D.O.M. et les T.O.M.</b>	"	"
<b>40</b>	<b>Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.). Investissements d'intérêt national</b> Opérations d'investissement hors contrats de plan Etat-régions	<b>42.690</b>	<b>42.690</b>
<b>50</b>	<b>Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.). Opérations d'intérêt régional - Contrats de plan Etat-régions</b> Opérations d'investissement inscrites dans les contrats de plan Etat-régions	<b>9.307</b>	<b>9.307</b>
<b>60</b>	<b>Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.). Opérations d'intérêt régional, hors contrats de plan Etat-régions</b>	"	"
<b>Total pour le chapitre</b>		<b>51.997</b>	<b>52.697</b>

## Chapitre 66-71

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	541.497	"	"	541.497	454.031	87.466
1 <sup>er</sup> janvier 2002	573.851	"	"	573.851	487.085	86.766

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	541.497	454.031
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-19.643	-19.643
Loi de finances pour 2002	51.997	52.697
En compte au 1er janvier 2002	573.851	487.085

## Chapitre 66-71

### Transferts et répartitions non soldés

1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

## Chapitre 66-71

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
Reliquats et reports	3.050	15.882
Loi de finances pour 2000	54.882	54.912
Modifications des crédits	1.604	1.610
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>59.536</b>	<b>72.404</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	46.656	/////
Délégations	10.757	/////
Paievements	/////	39.181
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>2.123</b>	<b>33.223</b>
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	2.123	33.223
Loi de finances pour 2001	55.770	55.618
Modifications des crédits	"	"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>57.893</b>	<b>88.841</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	44.075	/////
Délégations	11.924	/////
Paievements	/////	59.041
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>1.894</b>	<b>29.800</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	1.894	29.800
Loi de finances pour 2002	51.997	52.697
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>53.891</b>	<b>82.497</b>

## Chapitre 66-72 : Agence nationale pour l'emploi et divers

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

		(en milliers d'euros)	
Articles de prévision		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>20</b>	<b>A.N.P.E. Moyens opérationnels</b>	<b>10.140</b>	<b>6.720</b>
	Rénovation des locaux des agences locales pour l'emploi et la maintenance du parc immobilier		
<b>50</b>	<b>Ateliers protégés (soldes de paiement)</b>	"	"
<b>60</b>	<b>Expérimentation d'amélioration des conditions de travail (soldes de paiement)</b>	"	"
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>10.140</b>	<b>6.720</b>

## Chapitre 66-72

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	54.020	"	"	54.020	47.368	6.652
1 <sup>er</sup> janvier 2002	63.992	"	"	63.992	54.088	9.904

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	54.020	47.368
Modifications des crédits en 2001	-168	"
Annulations	-168	"
Loi de finances pour 2002	10.140	6.720
En compte au 1er janvier 2002	63.992	54.088

## Chapitre 66-72

### Transferts et répartitions non soldés

1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

Chapitre 66-72

**Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation**

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
Reliquats et reports	778	2.569
Loi de finances pour 2000	5.224	3.529
Modifications des crédits	-288	"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>5.714</b>	<b>6.098</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	4.860	////
Délégations	-122	////
Paievements	////	4.478
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>976</b>	<b>1.620</b>
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	976	1.620
Loi de finances pour 2001	7.104	6.494
Modifications des crédits	-168	"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>7.912</b>	<b>8.114</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	6.626	////
Délégations	-64	////
Paievements	////	6.704
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>1.350</b>	<b>1.410</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	1.350	1.410
Loi de finances pour 2002	10.140	6.720
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>11.490</b>	<b>8.130</b>

Le signe négatif figurant sur la ligne des délégations d'autorisations de programme est dû à des retraits de délégation.



## Chapitre 66-73 : Fonds social européen

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

Articles de prévision	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>10</b> Concours du Fonds social européen (FSE) au titre de l'initiative communautaire EQUAL. Actions nationales	"	"
<b>20</b> Concours du Fonds social européen (FSE) au titre de l'initiative communautaire EQUAL. Actions déconcentrées	"	"
<b>Total pour le chapitre</b>	"	"

## Chapitre 66-73

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	"	"	"	"	"	"
1 <sup>er</sup> janvier 2002	"	"	"	"	"	"

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	"	"
Loi de finances pour 2002	"	"
En compte au 1er janvier 2002	"	"

## Chapitre 66-73

### Transferts et répartitions non soldés

1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

## Chapitre 66-73

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
Reliquats et reports	"	"
Loi de finances pour 2000	"	"
Modifications des crédits	"	"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	"	////
Délégations	"	////
Paievements	////	"
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	"	"
Loi de finances pour 2001	"	"
Modifications des crédits	"	"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	"	////
Délégations	"	////
Paievements	////	"
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	"	"
Loi de finances pour 2002	"	"
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>"</b>	<b>"</b>

### **III. Documents annexes**



## **Crédits ouverts à titre non reconductible**

<b>Chapitre</b>	<b>Article</b>	<b>Objet</b>	<b>Montant</b>
43-70	43	Validation des acquis de l'expérience	9.100
43-71	20	Subvention à divers organismes	48.800
44-70	52	Fonds départemental pour l'insertion	15.200
	80	Réseau d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes	41.800
44-73	11	Relations du travail et amélioration des conditions de travail	914.100
44-79	11	Promotion de l'emploi : subventions diverses	15.300
	15	Promotion de l'emploi : dotations déconcentrées pour la promotion de l'emploi	45.700



## **Récapitulation générale des emplois budgétaires**

### Evolution du nombre des emplois

Catégories d'emplois	Effectifs au 31-12-2001	Suppressions	Créations	Effectifs au 31-12-2002	Différence entre 2002 et 2001
Titulaires	9.348	451	697	9.594	+246
Contractuels	991	98	106	999	+8
<b>Total</b>	<b>10.339</b>	<b>549</b>	<b>803</b>	<b>10.593</b>	<b>+254</b>

## **Récapitulation détaillée des emplois budgétaires**

Emplois	Indices bruts	Indices majorés	Effectifs au 31-12-2002	Codes
<b>Chapitre 31-61 Rémunérations principales</b>				
<b>Article 02 Administration centrale</b>				
<b>Titulaires</b>				
Adjoint administratifs d'administration centrale (échelle 4)	259-382	266-351	123	104001
Adjoint administratifs principaux de 1ère classe d'administration centrale (NEI)	396-449	359-393	34	104003
Adjoint administratifs principaux de 2ème classe d'administration centrale (échelle 5)	267-427	271-378	68	104002
Administrateurs civils de 1ère classe	701-966	581-782	21	006002
Administrateurs civils de 2ème classe	427-750	378-618	22	006001
Administrateurs civils hors classe	801-Gr.B	657-Gr.B	16	006003
Agent principal des services techniques de 2ème catégorie	390-544	356-462	1	0000000023
Agents administratifs de 1ère classe d'administration centrale (échelle 3)	251-364	263-337	7	101801
Agents administratifs de 2ème classe d'administration centrale (échelle 2)	245-343	262-323	20	101802
Agents des services techniques de 1ère classe d'administration centrale (échelle 3)	251-364	263-337	8	102303
Agents des services techniques de 2ème classe d'administration centrale (échelle 2)	245-343	262-323	14	102301
Assistant de service social principal	422-638	374-533	1	107902
Attachés d'administration centrale	379-780	348-641	116	134703
Attachés principaux d'administration centrale de 1ère classe	864-966	705-782	19	134701
Attachés principaux d'administration centrale de 2ème classe	504-821	433-672	33	134702
Chargé d'études documentaires principal de 1ère classe relevant du ministère chargé de l'équipement	864-966	705-782	1	141101
Chargés d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	379-780	348-641	5	141103
Chef de garage (échelle 5)	267-427	271-378	1	010501
Chefs de service d'administration centrale	Gr.B bis	Gr.B bis	5	0000000018
Conducteurs d'automobile de 1ère catégorie (échelle 3)	251-364	263-337	5	010402
Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie (échelle 2)	245-343	262-323	12	010401
Conducteurs d'automobile hors catégorie (échelle 4)	259-382	266-351	4	010403
Conseiller technique de service social des administrations de l'Etat	461-660	403-550	1	107801
Conseillers d'administration du ministère de l'emploi et de la solidarité	759-1015	625-820	6	01456P
Délégué adjoint à l'emploi et à la formation professionnelle	Gr.C-Gr.E	Gr.C-Gr.E	1	01140P
Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle	Gr.E	Gr.E	1	01139P
Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.B	671-Gr.B	1	01357P
Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B bis	782-Gr.B bis	1	0000000681
Directeurs adjoints du travail	650-966	542-782	13	144802
Directeurs adjoints et sous-directeurs	901-Gr.B	733-Gr.B	14	00055B
Directeurs de projet	901-Gr.B	733-Gr.B	4	0000000744
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.A	671-Gr.A	3	01356P
Directeurs du travail	801-Gr.A	657-Gr.A	3	144801
Directeurs généraux et directeurs	Gr.C-Gr.E	Gr.C-Gr.E	3	00009B
Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B	782-Gr.B	2	01454P
Infirmière en chef ou infirmier en chef de l'Etat	422-638	374-533	1	128601
Infirmière ou infirmier de l'Etat	322-558	307-472	1	128603
Ingénieur de 1ère classe des télécommunications	772-852	634-695	1	028703

<b>Emplois</b>	<b>Indices bruts</b>	<b>Indices majorés</b>	<b>Effectifs au 31-12-2002</b>	<b>Codes</b>
Ingénieur de 2ème classe des télécommunications	427-750	378-618	1	028701
Ingénieur du génie sanitaire	473-901	411-733	1	106902
Inspecteurs de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle d'administration centrale (NEI)	396-449	359-393	2	102302
Inspecteurs de service intérieur et du matériel de 1ère classe d'administration centrale (échelle 5)	267-427	271-378	2	102304
Inspecteurs de service intérieur et du matériel de 2ème classe d'administration centrale (échelle 4)	259-382	266-351	2	102305
Inspecteurs du travail	450-852	394-695	9	144803
Maître ouvrier principal d'administration centrale	351-479	327-415	1	102802
Maîtres ouvriers d'administration centrale (échelle 5)	267-427	271-378	3	102801
Ouvrier professionnel principal d'administration centrale (échelle 4)	259-382	266-351	1	102702
Ouvriers professionnels d'administration centrale (échelle 3)	251-364	263-337	2	102701
Secrétaires administratifs de classe exceptionnelle d'administration centrale	425-612	376-513	43	128901
Secrétaires administratifs de classe normale d'administration centrale	298-544	290-462	128	128903
Secrétaires administratifs de classe supérieure d'administration centrale	384-579	351-488	43	128902
<b>Totaux pour les titulaires</b>			<b>830</b>	
<b>Contractuels</b>				
Agent contractuel	Gr.A	Gr.A	1	00247B
Agent contractuel hors catégorie	Gr.C	Gr.C	1	00326B
Agents contractuels	Gr.B	Gr.B	10	00246B
Agents contractuels	337	318	2	00255B
Agents contractuels	244-282	261-280	3	00256B
Agents contractuels de 1ère catégorie	471-966	410-782	73	088604
Agents contractuels de 2ème catégorie	379-780	348-641	24	088603
Agents contractuels de 3ème catégorie	245-500	262-430	3	088602
Agents contractuels hors catégorie	901-Gr.B	733-Gr.B	30	088605
Chargés de mission	Gr.B	Gr.B	2	00001B
Chargés de mission	730-1015	603-820	37	00332B
Chargés de mission	Gr.A	Gr.A	4	00002B
Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie contractuels	244-282	261-280	2	00010B
Médecins de catégorie normale	523-901	447-733	2	00316B
<b>Totaux pour les contractuels</b>			<b>194</b>	
<b>Totaux pour l'article 02</b>			<b>1.024</b>	

#### **Article 10 Services déconcentrés**

<b>Titulaires</b>				
Adjoints administratifs des services déconcentrés (échelle 4)	259-382	266-351	1.932	102003
Adjoints administratifs principaux de 1ère classe des services déconcentrés (NEI)	396-449	359-393	511	102001
Adjoints administratifs principaux de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 5)	267-427	271-378	1.040	102002
Agents administratifs de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	181	101902
Agents administratifs de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	370	101901
Agents des services techniques de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	9	102402
Agents des services techniques de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	5	102401
Assistants de service social	322-593	307-499	6	107901
Attachés d'administration centrale	379-780	348-641	34	134703

<b>Emplois</b>	<b>Indices bruts</b>	<b>Indices majorés</b>	<b>Effectifs au 31-12-2002</b>	<b>Codes</b>
Attachés de l'Institut national de la statistique et des études économiques	379-780	348-641	40	133603
Attachés principaux de 1ère classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	864-966	705-782	4	133601
Attachés principaux de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	504-821	433-672	10	133602
Chargés d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	379-780	348-641	6	141103
Chefs de service de la formation professionnelle	701-1006	581-813	16	0000000676
Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie (échelle 2)	245-343	262-323	3	010401
Contrôleurs de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	298-544	290-462	13	132103
Contrôleurs du travail de classe exceptionnelle	425-612	376-513	571	138801
Contrôleurs du travail de classe normale	298-544	290-462	1.671	138803
Contrôleurs du travail de classe supérieure	384-579	351-488	585	138802
Directeurs adjoints du travail	650-966	542-782	343	144802
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.B bis	671-Gr.B bis	5	0000000740
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.A	671-Gr.A	66	01356P
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.B	671-Gr.B	25	01357P
Directeurs du travail	801-Gr.A	657-Gr.A	87	144801
Directeurs du travail (échelon fonctionnel) (nouveau grade)	Gr.B	Gr.B	6	01386P
Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B bis	782-Gr.B bis	4	0000000681
Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B	782-Gr.B	17	01454P
Inspecteur de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle de corps commun (NEI)	396-449	359-393	1	01323P
Inspecteur de service intérieur et du matériel de 1ère classe de corps commun (échelle 5)	267-427	271-378	1	01322P
Inspecteur de service intérieur et du matériel de 2ème classe de corps commun (échelle 4)	259-382	266-351	1	01321P
Inspecteurs de la formation professionnelle	379-780	348-641	5	024404
Inspecteurs du travail	450-852	394-695	849	144803
Inspecteurs principaux de 1ère classe de la formation professionnelle	852-966	695-782	4	024405
Inspecteurs principaux de 2ème classe de la formation professionnelle	563-821	476-672	4	024406
Maître ouvrier des services déconcentrés (échelle 5)	267-427	271-378	1	103001
Ouvrier professionnel principal des services déconcentrés (échelle 4)	259-382	266-351	1	102902
Ouvriers professionnels des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	2	102901
<b>Totaux pour les titulaires</b>			<b>8.429</b>	
<b>Contractuels</b>				
Agents contractuels de 1ère catégorie	471-966	410-782	399	088604
Agents contractuels de 2ème catégorie	379-780	348-641	261	088603
Agents contractuels de 3ème catégorie	245-500	262-430	6	088602
Agents contractuels de 4ème catégorie	178-336	261-317	35	088601
Agents contractuels hors catégorie	901-Gr.B	733-Gr.B	20	088605
Médecin chef de service	Gr.B	Gr.B	1	00314B
Médecins de catégorie normale	523-901	447-733	33	00316B
Médecins hors catégorie	901-1015	733-820	16	00315B
<b>Totaux pour les contractuels</b>			<b>771</b>	
<b>Totaux pour l'article 10</b>			<b>9.200</b>	

Emplois	Indices bruts	Indices majorés	Effectifs au 31-12-2002	Codes
<b>Totaux pour le chapitre 31-61</b>			<b>10.224</b>	
<b>Chapitre 37-63 Dotation globalisée expérimentale de la région Centre</b>				
<b>Article 11 Rémunérations principales</b>				
<b>Titulaires</b>				
Adjoints administratifs des services déconcentrés (échelle 4)	259-382	266-351	50	102003
Adjoints administratifs principaux de 1ère classe des services déconcentrés (NEI)	396-449	359-393	27	102001
Adjoints administratifs principaux de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 5)	267-427	271-378	42	102002
Agent des services techniques de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	1	102401
Agents administratifs de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	251-364	263-337	7	101902
Agents administratifs de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	245-343	262-323	38	101901
Assistant de service social	322-593	307-499	1	107901
Chargé d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	379-780	348-641	1	141103
Contrôleurs du travail de classe exceptionnelle	425-612	376-513	20	138801
Contrôleurs du travail de classe normale	298-544	290-462	71	138803
Contrôleurs du travail de classe supérieure	384-579	351-488	20	138802
Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	966-Gr.B	782-Gr.B	1	01454P
Directeurs adjoints du travail	650-966	542-782	14	144802
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	820-Gr.A	671-Gr.A	6	01356P
Directeurs du travail	801-Gr.A	657-Gr.A	2	144801
Inspecteurs de la formation professionnelle	379-780	348-641	3	024404
Inspecteurs du travail	450-852	394-695	31	144803
<b>Totaux pour les titulaires</b>			<b>335</b>	
<b>Contractuels</b>				
Agents contractuels de 1ère catégorie	471-966	410-782	20	088604
Agents contractuels de 2ème catégorie	379-780	348-641	12	088603
Médecins de catégorie normale	523-901	447-733	2	00316B
<b>Totaux pour les contractuels</b>			<b>34</b>	
<b>Totaux pour l'article 11</b>			<b>369</b>	
<b>Totaux pour le chapitre 37-63</b>			<b>369</b>	
<b>Effectifs totaux</b>			<b>10.593</b>	





## **Récapitulation détaillée des emplois budgétaires par corps**

<b>Emplois</b>	<b>Codes</b>	<b>Indices bruts</b>	<b>Indices majorés</b>	<b>Effectifs budgétaires</b>
				<b>au 31-12-2002</b>
<b>Titulaires</b>				<b>9.594</b>
<i>Adjoint administratifs d'administration centrale</i>	<b>1040</b>			<b>225</b>
Adjoint administratifs d'administration centrale (échelle 4)	104001	259-382	266-351	123
Adjoint administratifs principaux de 1ère classe d'administration centrale (NEI)	104003	396-449	359-393	34
Adjoint administratifs principaux de 2ème classe d'administration centrale (échelle 5)	104002	267-427	271-378	68
<i>Adjoint administratifs des services déconcentrés</i>	<b>1020</b>			<b>3.602</b>
Adjoint administratifs des services déconcentrés (échelle 4)	102003	259-382	266-351	1.982
Adjoint administratifs principaux de 1ère classe des services déconcentrés (NEI)	102001	396-449	359-393	538
Adjoint administratifs principaux de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 5)	102002	267-427	271-378	1.082
<i>Administrateurs civils</i>	<b>0060</b>			<b>59</b>
Administrateurs civils de 1ère classe	006002	701-966	581-782	21
Administrateurs civils de 2ème classe	006001	427-750	378-618	22
Administrateurs civils hors classe	006003	801-Gr.B	657-Gr.B	16
<i>Agents administratifs de l'administration centrale</i>	<b>1018</b>			<b>27</b>
Agents administratifs de 1ère classe d'administration centrale (échelle 3)	101801	251-364	263-337	7
Agents administratifs de 2ème classe d'administration centrale (échelle 2)	101802	245-343	262-323	20
<i>Agents administratifs des services déconcentrés</i>	<b>1019</b>			<b>596</b>
Agents administratifs de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	101902	251-364	263-337	188
Agents administratifs de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	101901	245-343	262-323	408
<i>Agents des services techniques de l'administration centrale</i>	<b>1023</b>			<b>28</b>
Agents des services techniques de 1ère classe d'administration centrale (échelle 3)	102303	251-364	263-337	8
Agents des services techniques de 2ème classe d'administration centrale (échelle 2)	102301	245-343	262-323	14
Inspecteurs de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle d'administration centrale (NEI)	102302	396-449	359-393	2
Inspecteurs de service intérieur et du matériel de 1ère classe d'administration centrale (échelle 5)	102304	267-427	271-378	2
Inspecteurs de service intérieur et du matériel de 2ème classe d'administration centrale (échelle 4)	102305	259-382	266-351	2
<i>Agents des services techniques des services déconcentrés</i>	<b>1024</b>			<b>15</b>
Agents des services techniques de 1ère classe des services déconcentrés (échelle 3)	102402	251-364	263-337	9
Agents des services techniques de 2ème classe des services déconcentrés (échelle 2)	102401	245-343	262-323	6
<i>Assistants de service social des administrations de l'Etat</i>	<b>1079</b>			<b>8</b>
Assistants de service social	107901	322-593	307-499	7
Assistant de service social principal	107902	422-638	374-533	1
<i>Attachés d'administration centrale</i>	<b>1347</b>			<b>202</b>
Attachés d'administration centrale	134703	379-780	348-641	150
Attachés principaux d'administration centrale de 1ère classe	134701	864-966	705-782	19
Attachés principaux d'administration centrale de 2ème classe	134702	504-821	433-672	33

<b>Emplois</b>	<b>Codes</b>	<b>Indices bruts</b>	<b>Indices majorés</b>	<b>Effectifs budgétaires au 31-12-2002</b>
<b><i>Attachés de l'Institut national de la statistique et des études économiques</i></b>	<b>1336</b>			<b>54</b>
Attachés de l'Institut national de la statistique et des études économiques	133603	379-780	348-641	40
Attachés principaux de 1ère classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	133601	864-966	705-782	4
Attachés principaux de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	133602	504-821	433-672	10
<b><i>Chargés d'études documentaires (corps interministériel) relevant du ministère chargé de l'équipement</i></b>	<b>1411</b>			<b>13</b>
Chargé d'études documentaires principal de 1ère classe relevant du ministère chargé de l'équipement	141101	864-966	705-782	1
Chargés d'études documentaires relevant du ministère de l'équipement	141103	379-780	348-641	12
<b><i>Chefs de garage</i></b>	<b>0105</b>			<b>1</b>
Chef de garage (échelle 5)	010501	267-427	271-378	1
<b><i>Conducteurs d'automobile</i></b>	<b>0104</b>			<b>24</b>
Conducteurs d'automobile de 1ère catégorie (échelle 3)	010402	251-364	263-337	5
Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie (échelle 2)	010401	245-343	262-323	15
Conducteurs d'automobile hors catégorie (échelle 4)	010403	259-382	266-351	4
<b><i>Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat</i></b>	<b>1078</b>			<b>1</b>
Conseiller technique de service social des administrations de l'Etat	107801	461-660	403-550	1
<b><i>Contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques</i></b>	<b>1321</b>			<b>13</b>
Contrôleurs de 2ème classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques	132103	298-544	290-462	13
<b><i>Contrôleurs du travail</i></b>	<b>1388</b>			<b>2.938</b>
Contrôleurs du travail de classe exceptionnelle	138801	425-612	376-513	591
Contrôleurs du travail de classe normale	138803	298-544	290-462	1.742
Contrôleurs du travail de classe supérieure	138802	384-579	351-488	605
<b><i>Infirmières et infirmiers de l'Etat, corps interministériel</i></b>	<b>1286</b>			<b>2</b>
Infirmière en chef ou infirmier en chef de l'Etat	128601	422-638	374-533	1
Infirmière ou infirmier de l'Etat	128603	322-558	307-472	1
<b><i>Ingénieurs des télécommunications</i></b>	<b>0287</b>			<b>2</b>
Ingénieur de 1ère classe des télécommunications	028703	772-852	634-695	1
Ingénieur de 2ème classe des télécommunications	028701	427-750	378-618	1
<b><i>Ingénieurs du génie sanitaire</i></b>	<b>1069</b>			<b>1</b>
Ingénieur du génie sanitaire	106902	473-901	411-733	1
<b><i>Inspecteurs de la formation professionnelle</i></b>	<b>0244</b>			<b>16</b>
Inspecteurs de la formation professionnelle	024404	379-780	348-641	8
Inspecteurs principaux de 1ère classe de la formation professionnelle	024405	852-966	695-782	4
Inspecteurs principaux de 2ème classe de la formation professionnelle	024406	563-821	476-672	4
<b><i>Inspection du travail</i></b>	<b>1448</b>			<b>1.351</b>
Directeurs adjoints du travail	144802	650-966	542-782	370
Directeurs du travail	144801	801-Gr.A	657-Gr.A	92
Inspecteurs du travail	144803	450-852	394-695	889
<b><i>Maîtres ouvriers d'administration centrale</i></b>	<b>1028</b>			<b>4</b>

<b>Emplois</b>	<b>Codes</b>	<b>Indices bruts</b>	<b>Indices majorés</b>	<b>Effectifs budgétaires</b>
				<b>au 31-12-2002</b>
Maîtres ouvriers d'administration centrale (échelle 5)	102801	267-427	271-378	3
Maître ouvrier principal d'administration centrale	102802	351-479	327-415	1
<b><i>Maîtres ouvriers des services déconcentrés</i></b>	<b>1030</b>			<b>1</b>
Maître ouvrier des services déconcentrés (échelle 5)	103001	267-427	271-378	1
<b><i>Ouvriers professionnels de l'administration centrale</i></b>	<b>1027</b>			<b>3</b>
Ouvriers professionnels d'administration centrale (échelle 3)	102701	251-364	263-337	2
Ouvrier professionnel principal d'administration centrale (échelle 4)	102702	259-382	266-351	1
<b><i>Ouvriers professionnels des services déconcentrés</i></b>	<b>1029</b>			<b>3</b>
Ouvriers professionnels des services déconcentrés (échelle 3)	102901	251-364	263-337	2
Ouvrier professionnel principal des services déconcentrés (échelle 4)	102902	259-382	266-351	1
<b><i>Secrétaires administratifs d'administration centrale</i></b>	<b>1289</b>			<b>214</b>
Secrétaires administratifs de classe exceptionnelle d'administration centrale	128901	425-612	376-513	43
Secrétaires administratifs de classe normale d'administration centrale	128903	298-544	290-462	128
Secrétaires administratifs de classe supérieure d'administration centrale	128902	384-579	351-488	43
<b><i>Emplois fonctionnels</i></b>				<b>36</b>
Agent principal des services techniques de 2ème catégorie	0000000023	390-544	356-462	1
Chefs de service d'administration centrale	0000000018	Gr.B bis	Gr.B bis	5
Chefs de service de la formation professionnelle	0000000676	701-1006	581-813	16
Directeurs de projet	0000000744	901-Gr.B	733-Gr.B	4
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	0000000740	820-Gr.B bis	671-Gr.B bis	5
Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	0000000681	966-Gr.B bis	782-Gr.B bis	5
<b><i>Autres emplois</i></b>				<b>155</b>
Conseillers d'administration du ministère de l'emploi et de la solidarité	01456P	759-1015	625-820	6
Délégué adjoint à l'emploi et à la formation professionnelle	01140P	Gr.C-Gr.E	Gr.C-Gr.E	1
Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle	01139P	Gr.E	Gr.E	1
Directeurs adjoints et sous-directeurs	00055B	901-Gr.B	733-Gr.B	14
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	01356P	820-Gr.A	671-Gr.A	75
Directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	01357P	820-Gr.B	671-Gr.B	26
Directeurs du travail (échelon fonctionnel) (nouveau grade)	01386P	Gr.B	Gr.B	6
Directeurs généraux et directeurs	00009B	Gr.C-Gr.E	Gr.C-Gr.E	3
Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	01454P	966-Gr.B	782-Gr.B	20
Inspecteur de service intérieur et du matériel de classe exceptionnelle de corps commun (NEI)	01323P	396-449	359-393	1
Inspecteur de service intérieur et du matériel de 1ère classe de corps commun (échelle 5)	01322P	267-427	271-378	1
Inspecteur de service intérieur et du matériel de 2ème classe de corps commun (échelle 4)	01321P	259-382	266-351	1
<b>Contractuels</b>				<b>999</b>
<b><i>Agents contractuels de la santé</i></b>	<b>0886</b>			<b>883</b>
Agents contractuels de 1ère catégorie	088604	471-966	410-782	492
Agents contractuels de 2ème catégorie	088603	379-780	348-641	297
Agents contractuels de 3ème catégorie	088602	245-500	262-430	9
Agents contractuels de 4ème catégorie	088601	178-336	261-317	35

<b>Emplois</b>	<b>Codes</b>	<b>Indices bruts</b>	<b>Indices majorés</b>	<b>Effectifs budgétaires</b>
				<b>au 31-12-2002</b>
Agents contractuels hors catégorie	088605	901-Gr.B	733-Gr.B	50
<i>Autres emplois</i>				<b>116</b>
Agents contractuels	00246B	Gr.B	Gr.B	10
Agent contractuel	00247B	Gr.A	Gr.A	1
Agents contractuels	00256B	244-282	261-280	3
Agents contractuels	00255B	337	318	2
Agent contractuel hors catégorie	00326B	Gr.C	Gr.C	1
Chargés de mission	00001B	Gr.B	Gr.B	2
Chargés de mission	00332B	730-1015	603-820	37
Chargés de mission	00002B	Gr.A	Gr.A	4
Conducteurs d'automobile de 2ème catégorie contractuels	00010B	244-282	261-280	2
Médecin chef de service	00314B	Gr.B	Gr.B	1
Médecins de catégorie normale	00316B	523-901	447-733	37
Médecins hors catégorie	00315B	901-1015	733-820	16



## **Présentation des dépenses, par agrégat et titre**

**Situation des dépenses pour 2001, par agrégat et titre (situation provisoire au 25 mars 2002)**

Agrégats	Dépenses ordinaires		Dépenses en capital		Total (€)
	Titre III	Titre IV	Titre V	Titre VI	
01 Gestion de la politique de l'emploi	1.589.721.558	751.977.863	4.263.581	65.663.653	2.411.626.655
02 Participation de l'Etat à la formation professionnelle		4.030.086.093		13.000.474	4.043.086.567
03 Action de l'Etat en faveur des publics prioritaires		6.791.933.303		80.750	6.792.014.053
04 Promotion de l'emploi et adaptations économiques		900.049.420			900.049.420
05 Financement du retrait d'activité et participation de l'Etat aux dépenses de chômage		2.257.069.016			2.257.069.016
<b>Total général</b>	<b>1.589.721.558</b>	<b>14.731.115.695</b>	<b>4.263.581</b>	<b>78.744.877</b>	<b>16.403.845.711</b>



## **Présentation économique des dépenses**

## Récapitulation générale pour l'exercice 2001 (situation provisoire au 25 mars 2002) (1)

Nomenclature économique	Paiements (€)
<b>Achats</b>	<b>8.054.701</b>
Matières premières, produits semi-ouvrés, produits finis	770.833
Fournitures non stockables	7.283.868
<b>Prestations externes</b>	<b>123.916.236</b>
Sous-traitance (services)	23.106.008
Locations et redevances de crédit-bail	36.636.844
Entretien et réparations	7.564.470
Contrats d'études (sauf études liées à la réalisation d'une immobilisation)	2.089.846
Documentation, publicité, relations publiques	9.297.343
Transports et déplacements	9.433.466
Frais de poste et télécommunications	15.949.295
Divers	19.838.963
<b>Subventions</b>	<b>3.301.063.331</b>
Subventions aux entreprises (y compris entreprises individuelles)	1.894.330
Subventions aux collectivités locales, territoriales et autres organismes locaux	175.888.424
Subventions aux autres administrations publiques	2.840.821.271
Subventions aux ménages et aux associations	14.088.152
<b>Assistance et opérations diverses de répartition</b>	<b>12.616.470.040</b>
Allocations aux travailleurs	8.070.377.867
Aide sociale	2.233.542.803
Aides et secours exceptionnels	2.311.031.866
Opérations diverses	1.020.467
<b>Charges de personnel</b>	<b>331.686.919</b>
Rémunérations principales	229.117.964
Primes et indemnités versées aux personnels civils (hors remboursement sur pièces justificatives)	50.364.525
Autres charges connexes au traitement	10.732.801
Cotisations sociales part de l'Etat	31.282.452
Prestations sociales obligatoires	6.379.899
Prestations sociales et versements facultatifs	1.781.511
<b>Impôts et autres charges de gestion courante</b>	<b>3.231.190</b>
Impôts et taxes et versements assimilés	3.180.167
<b>Immobilisations</b>	<b>19.423.294</b>
Immobilisations incorporelles	2.902.018
Acquisitions de terrains	82.567
Acquisitions de bâtiments, travaux et constructions	3.958.447
Études et contrôles techniques liés à la réalisation des immobilisations	222.567
Matériel technique	840.838
Matériel de transport	922.258
Matériel informatique et télématique	6.656.350
Autres immobilisations corporelles	3.838.249
<b>Total :</b>	<b>16.403.845.711</b>

(1) Cette situation est établie sur la base de la codification économique de 2001. Le total des montants des lignes les plus fines de la nomenclature économique peut être différent du total de la ligne de regroupement, en l'absence de précisions suffisantes sur certains paragraphes.

## **Tableau récapitulatif des crédits et des effectifs sur 5 ans**

Les montants sont exprimés en €

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
<b>DÉPENSES ORDINAIRES</b>						
<b>TITRE III - Moyens des services</b>						
<b>1ère partie - Personnel.</b>						
<b>Rémunérations d'activité</b>						
31-61	Rémunérations principales	204.106.537 (9.767)	221.285.397 (9.985)	231.297.360 (10.115)	240.402.687 (10.339)	237.667.912 (10.224)
31-62	Indemnités et allocations diverses	31.853.707	36.970.149	42.593.550	50.401.608	57.396.403
31-92	Remboursement de dépenses de personnel <i>Chapitre supprimé en 2002</i>	878.761	878.761	2.410.808	2.697.107	"
31-96	Autres rémunérations	7.642.245	8.082.797	8.906.931	9.234.697	12.410.673
<b>Totaux pour la 1ère partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>244.481.250</b>	<b>267.217.104</b>	<b>285.208.649</b>	<b>302.736.099</b>	<b>307.474.988</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>(9.767)</b>	<b>(9.985)</b>	<b>(10.115)</b>	<b>(10.339)</b>	<b>(10.224)</b>
<b>2ème partie - Personnel en retraite.</b>						
<b>Pensions et allocations</b>						
32-97	Participation aux charges de pensions	62.351.648	63.403.546	64.043.832	63.784.669	65.700.001
<b>Totaux pour la 2ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>62.351.648</b>	<b>63.403.546</b>	<b>64.043.832</b>	<b>63.784.669</b>	<b>65.700.001</b>
<b>3ème partie - Personnel en activité et en retraite. Charges sociales</b>						
33-90	Cotisations sociales. Part de l'Etat	11.725.576	15.589.752	15.869.572	34.026.398	34.970.640
33-91	Prestations sociales versées par l'Etat	6.718.791	8.220.594	8.880.116	9.453.232	9.076.072
33-92	Autres dépenses d'action sociale <i>Libellé modifié en 2001</i>	5.411.940	5.793.063	6.097.961	6.250.410	6.527.867
<b>Totaux pour la 3ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>23.856.307</b>	<b>29.603.409</b>	<b>30.847.649</b>	<b>49.730.040</b>	<b>50.574.579</b>
<b>4ème partie - Matériel et fonctionnement des services</b>						
34-94	Statistiques et études générales	8.448.725	8.372.500	8.570.684	8.616.418	8.660.683
34-95	Dépenses d'informatique et de télématique <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	"	"	"	"	"
34-97	Communication et information <i>Chapitre supprimé en 2002</i>	14.223.493	14.147.269	14.645.041	13.400.269	"
34-98	Administration centrale. - Moyens de fonctionnement	50.702.644	53.018.719	54.241.360	61.688.495	58.525.160
<b>Totaux pour la 4ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>73.374.862</b>	<b>75.538.488</b>	<b>77.457.085</b>	<b>83.705.182</b>	<b>67.185.843</b>
<b>6ème partie - Subventions de fonctionnement</b>						
36-61	Subventions aux établissements publics et autres organismes <i>Libellé modifié en 1998, en 2001</i>	813.044.323	899.002.526	993.030.031	1.072.491.566	1.186.464.298

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
36-71	Subvention à l'Agence nationale pour l'emploi <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	"	"	"	"	"
	<b>Totaux pour la 6ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	<b>813.044.323</b>	<b>899.002.526</b>	<b>993.030.031</b>	<b>1.072.491.566</b>	<b>1.186.464.298</b>
	<b>7ème partie - Dépenses diverses</b>					
37-61	Services déconcentrés. Moyens de fonctionnement	71.206.405	64.333.485	65.934.200	64.253.355	84.122.616
37-62	Elections prud'homales	167.694	167.694	167.694	167.694	167.694
37-63	Dotation globalisée expérimentale de la région Centre <i>Chapitre créé en 2002</i>	"	"	"	"	14.884.141 (369)
37-91	Frais de justice et de réparations civiles	762.398	762.398	762.245	762.245	762.245
	<b>Totaux pour la 7ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	<b>72.136.497</b>	<b>65.263.577</b>	<b>66.864.139</b>	<b>65.183.294</b>	<b>99.936.696</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>(")</b>	<b>(")</b>	<b>(")</b>	<b>(")</b>	<b>(369)</b>
	<b>Totaux pour le titre III :</b>					
	<b>CP</b>	<b>1.289.244.887</b>	<b>1.400.028.650</b>	<b>1.517.451.385</b>	<b>1.637.630.850</b>	<b>1.777.336.405</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>(9.767)</b>	<b>(9.985)</b>	<b>(10.115)</b>	<b>(10.339)</b>	<b>(10.593)</b>
	<b>TITRE IV - Interventions publiques</b>					
	<b>3ème partie - Action éducative et culturelle</b>					
43-03	Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (F.F.P.P.S.) et insertion des jeunes <i>Chapitre supprimé en 1999</i>	470.859.170	"	"	"	"
43-04	Formation et insertion professionnelles. Rémunération des stagiaires <i>Chapitre supprimé en 1999</i>	1.157.526.494	"	"	"	"
43-05	Formation en alternance <i>Chapitre créé en 1998, supprimé en 1999</i>	727.834.294	"	"	"	"
43-06	Dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage	775.689.164	1.204.257.338	1.214.144.291	1.255.947.936	1.307.231.002
43-70	Financement de la formation professionnelle <i>Chapitre créé en 1999</i>	"	2.844.147.558	2.771.106.185	2.828.138.125	2.619.020.100
43-71	Formation professionnelle des adultes	620.594.033	639.500.912	667.472.106	697.080.754	710.508.800
43-72	Fonds social européen (F.S.E.) <i>Libellé modifié en 1998, en 2000</i>	"	"	"	"	"
	<b>Totaux pour la 3ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	<b>3.752.503.155</b>	<b>4.687.905.808</b>	<b>4.652.722.582</b>	<b>4.781.166.815</b>	<b>4.636.759.902</b>
	<b>4ème partie - Action économique. Encouragements et interventions</b>					
44-01	Programme "nouveaux services-nouveaux emplois" <i>Chapitre créé en 1998, Libellé modifié en 1999</i>	1.227.245.079	2.122.120.810	3.253.262.028	3.355.357.135	3.219.712.813
44-70	Dispositifs d'insertion des publics en difficulté <i>Chapitre créé en 1999</i>	"	4.524.372.787	3.941.041.867	3.585.663.390	3.563.571.000

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
44-71	Reclassement des travailleurs handicapés	797.227.859	832.152.108	853.215.988	891.899.926	957.160.000
44-72	Application de l'article 56 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	"	"	"	"	"
44-73	Relations du travail et amélioration des conditions de travail	22.105.199	24.468.067	30.489.803	31.404.498	32.935.292
44-74	Dispositifs d'insertion des publics en difficulté <i>Libellé modifié en 1998, Chapitre supprimé en 1999</i>	6.008.694.167	"	"	"	"
44-76	Actions pour la promotion de l'emploi <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	"	"	"	"	"
44-77	Compensation de l'exonération des cotisations sociales <i>Chapitre créé en 1999</i>	"	8.019.306.144	1.585.774.677	607.661.783	731.850.000
44-78	Compensation de l'exonération des cotisations sociales <i>Chapitre supprimé en 1999</i>	2.534.272.968	"	"	"	"
44-79	Promotion de l'emploi et adaptations économiques <i>Chapitre créé en 1999</i>	"	1.619.098.660	1.293.781.452	907.592.266	637.769.000
<b>Totaux pour la 4ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>10.589.545.272</b>	<b>17.141.518.576</b>	<b>10.957.565.815</b>	<b>9.379.578.998</b>	<b>9.142.998.105</b>
<b>6ème partie - Action sociale. Assistance et solidarité</b>						
46-71	Fonds national de chômage	1.454.638.033	1.392.130.887	1.395.559.465	1.258.314.188	1.120.400.000
<b>Totaux pour la 6ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>1.454.638.033</b>	<b>1.392.130.887</b>	<b>1.395.559.465</b>	<b>1.258.314.188</b>	<b>1.120.400.000</b>
<b>Totaux pour le titre IV :</b>						
	<b>CP</b>	<b>15.796.686.460</b>	<b>23.221.555.271</b>	<b>17.005.847.862</b>	<b>15.419.060.001</b>	<b>14.900.158.007</b>
<b>Totaux pour les dépenses ordinaires</b>						
	<b>CP</b>	<b>17.085.931.347</b>	<b>24.621.583.921</b>	<b>18.523.299.247</b>	<b>17.056.690.851</b>	<b>16.677.494.412</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>(9.767)</b>	<b>(9.985)</b>	<b>(10.115)</b>	<b>(10.339)</b>	<b>(10.593)</b>

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
<b>DÉPENSES EN CAPITAL</b>						
<b>TITRE V - Investissements exécutés par l'Etat</b>						
<b>7ème partie - Equipements administratif et divers</b>						
57-92	Equipements administratif et divers	9.508.000 (9.363.000)	11.434.000 (11.434.000)	11.327.000 (9.894.000)	9.681.000 (9.909.000)	4.575.000 (10.670.000)
<b>Totaux pour la 7ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>9.508.000</b>	<b>11.434.000</b>	<b>11.327.000</b>	<b>9.681.000</b>	<b>4.575.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(9.363.000)</b>	<b>(11.434.000)</b>	<b>(9.894.000)</b>	<b>(9.909.000)</b>	<b>(10.670.000)</b>
<b>Totaux pour le titre V :</b>						
	<b>CP</b>	<b>9.508.000</b>	<b>11.434.000</b>	<b>11.327.000</b>	<b>9.681.000</b>	<b>4.575.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(9.363.000)</b>	<b>(11.434.000)</b>	<b>(9.894.000)</b>	<b>(9.909.000)</b>	<b>(10.670.000)</b>
<b>TITRE VI - Subventions d'investissement accordées par l'Etat</b>						
<b>6ème partie - Equipement culturel et social</b>						
66-00	Dotation en capital du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale	16.224.000 (16.440.000)	16.501.000 (16.501.000)	16.103.000 (16.103.000)	4.235.000 (4.235.000)	12.293.000 (12.293.000)
66-71	Formation professionnelle des adultes	46.024.000 (61.092.000)	50.817.000 (50.055.000)	54.912.000 (54.882.000)	55.618.000 (55.770.000)	52.697.000 (51.997.000)
66-72	Agence nationale pour l'emploi et divers	6.209.000 (5.839.000)	4.230.000 (1.715.000)	3.529.000 (5.224.000)	6.494.000 (7.104.000)	6.720.000 (10.140.000)
66-73	Fonds social européen <i>Chapitre créé en 2000</i>	" (")	" (")	" (")	" (")	" (")
<b>Totaux pour la 6ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>68.457.000</b>	<b>71.548.000</b>	<b>74.544.000</b>	<b>66.347.000</b>	<b>71.710.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(83.371.000)</b>	<b>(68.271.000)</b>	<b>(76.209.000)</b>	<b>(67.109.000)</b>	<b>(74.430.000)</b>
<b>Totaux pour le titre VI :</b>						
	<b>CP</b>	<b>68.457.000</b>	<b>71.548.000</b>	<b>74.544.000</b>	<b>66.347.000</b>	<b>71.710.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(83.371.000)</b>	<b>(68.271.000)</b>	<b>(76.209.000)</b>	<b>(67.109.000)</b>	<b>(74.430.000)</b>
<b>Totaux pour les dépenses en capital</b>						
	<b>CP</b>	<b>77.965.000</b>	<b>82.982.000</b>	<b>85.871.000</b>	<b>76.028.000</b>	<b>76.285.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(92.734.000)</b>	<b>(79.705.000)</b>	<b>(86.103.000)</b>	<b>(77.018.000)</b>	<b>(85.100.000)</b>
<b>Totaux généraux :</b>						
	<b>CP</b>	<b>17.163.896.347</b>	<b>24.704.565.921</b>	<b>18.609.170.247</b>	<b>17.132.718.851</b>	<b>16.753.779.412</b>
	<b>AP</b>	<b>(92.734.000)</b>	<b>(79.705.000)</b>	<b>(86.103.000)</b>	<b>(77.018.000)</b>	<b>(85.100.000)</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>(9.767)</b>	<b>(9.985)</b>	<b>(10.115)</b>	<b>(10.339)</b>	<b>(10.593)</b>





## **Récapitulation des prévisions de fonds de concours**

Code du fonds de concours	Libellé	Bases juridiques	Chapitres	Prévisions pour 2002
36-2-6-083	Contributions patronales aux allocations temporaires dégressives.	Loi n°63-1240 du 18 décembre 1963 / Décret en C.E. n°64-164 du 24 février 1964	44-79	4.570.000
	<b>Total :</b>			<b>4.570.000</b>
36-2-6-084	Contribution des bénéficiaires et des entreprises au financement d'allocations spéciales du Fonds national de l'emploi.	Décret en C.E. n° 79-705 du 22 août 1979.	44-79	214.190.000
	<b>Total :</b>			<b>214.190.000</b>
36-1-4-086	Contribution du Fonds social européen (FSE) en faveur des publics en difficulté.	Fonds de concours par nature	44-70	25.920.000
	<b>Total :</b>			<b>25.920.000</b>
36-1-4-087	Concours du F.S.E à divers programmes en cofinancement.	Fonds de concours par nature	43-72	929.471.450
	<b>Total :</b>			<b>929.471.450</b>
36-1-4-088	Contribution de la Communauté européenne et notamment du FSE à des actions de communication et d'information	Fonds de concours par nature	34-98	975.000
	<b>Total :</b>			<b>975.000</b>
36-1-4-637	Contribution du F.S.E au financement d'actions de formation menées par l'association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.).	Fonds de concours par nature	43-71	27.440.000
	<b>Total :</b>			<b>27.440.000</b>
36-2-6-739	Recettes provenant de la cession de documents, d'espaces publicitaires dans des publications autres que les bulletins officiels, de l'organisation de colloques et séminaires et des services rendus en matière de conception et d'élaboration de banques de données.	Décrets n° 97-1211 (CE) et 97-1212 du 24 décembre 1997 / Arrêté du 31 août 1998	34-98	381.000
	<b>Total :</b>			<b>381.000</b>
36-1-6-766	Participation des collectivités locales au financement de la rémunération des agents mis à disposition du dispositif d'insertion du RMI.	Fonds de concours par nature	36-61	9.025.000
	<b>Total :</b>			<b>9.025.000</b>
36-1-4-830	Participation du Fonds social européen (F.S.E.) au financement des structures d'accueil pour les jeunes.	Fonds de concours par nature	43-72	2.134.000
	<b>Total :</b>			<b>2.134.000</b>
36-1-6-849	Contribution des entreprises au financement de la préretraite progressive.	Fonds de concours par nature	44-79	80.800.000
	<b>Total :</b>			<b>80.800.000</b>
36-1-4-863	Contribution du fonds social européen et de l'Union européenne à l'assistance technique des organismes publics ou privés gestionnaires des fonds européens.	Fonds de concours par nature	37-61	38.002.000
	<b>Total :</b>			<b>38.002.000</b>
36-1-4-927	Contribution du Fonds social européen au financement du plan national d'action pour l'emploi.	Fonds de concours par nature	36-61	"
	<b>Total :</b>			<b>"</b>
36-1-4-979	Participation de l'Union européenne à la formation professionnelle dans le cadre du projet LEONARDO.	Fonds de concours par nature	43-72	2.815.000
	<b>Total :</b>			<b>2.815.000</b>
	<b>Total général :</b>			<b>1.335.723.450</b>

